

TABLE DES MATIERES

N° de page

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	1-12
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	13
<i>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</i>	14
<i>TITRE PREMIER : Dispositions relatives aux ressources et aux charges</i>	15-16
<i>TITRE II : Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i>	16-17
<i>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</i>	18
<i>TITRE PREMIER : Moyens des services</i>	19-27
<i>TITRE II : Dispositions diverses</i>	27-31
TABLEAUX RECAPITULATIFS	32
Budget Général	33
I – Recettes 2014 et situation d'exécution recettes 2012	34-36
Dépenses	
II – Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2013 et ceux prévus dans la loi de finances pour 2014.	37-54
Situations provisoire d'exécution budgétaire : gestion 2013 au 31/12/2013 et gestion 2014 au 31/08/2014.	55-80
III – Evolution des dépenses du Budget général	81-82
IV – Comptes spéciaux du Trésor	83-84
V – Déficit budgétaire standard	85-86
PROJET DE LOI	87-96
Annexes législatives	
• Annexe 1 : Prévisions de recettes du budget général	97-98
• Annexe 2 : Comptes spéciaux du Trésor	99
• Annexe 3 : Réévaluation des services votés	100-110
• Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles	111
• Annexes 5 et 5 bis : Dépenses d'Investissement Répartition des (AP et CP) et (FA et PT)	112-116
• Annexe 6 : Taxes parafiscales	117
• Annexe 7 : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs	118
• Annexes 8, 8 bis et 8 ter: Encours et Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances	119-121
• Annexe 9 et 9 bis: liste détaillée des dépenses PPTE - IADM	122-123
• Annexe 10 et 10 bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences	124-128
• Annexe 11 : Opérations budgétaires des agences bénéficiant d'une subvention de plus de cinq (5) milliards	129-130
• Annexe 12 : Risques budgétaires	131
• Annexe 13 : Mise en œuvre du plan de restructuration des agences d'exécution	132
• Annexe 14 : Soutien budgétaire direct et indirect au secteur de l'énergie	133

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Le projet de loi de finances pour l'année 2015 est élaboré en parfaite cohérence avec le Plan Sénégal Emergent (PSE), cadre unique de référence de la politique économique et sociale du Gouvernement à l'horizon 2035.

Il opérationnalise, pour la deuxième année, le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2014-2018 du PSE et devra permettre de poser les bases d'une croissance économique plus forte, équitablement répartie dans un environnement de bonne gouvernance, de paix et de sécurité nationale.

Ainsi, la politique budgétaire qui sous-tend le projet de loi de finances pour l'année 2015 s'appuie sur les orientations qui suivent.

En matière de mobilisation des **recettes budgétaires**, l'objectif majeur poursuivi par le Gouvernement repose sur l'amélioration du recouvrement des recettes internes et externes, en vue de dégager une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour le financement des dépenses prioritaires.

A cet effet, des axes stratégiques ont été déclinés en matière d'amélioration des recettes. Ils portent sur l'identification des pistes probables de recettes, tant au niveau du cordon douanier qu'au niveau interne, l'élargissement de l'assiette et du contrôle ainsi que la modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale.

Ainsi, pour les services de **l'administration fiscale**, l'année 2015 s'annonce décisive. Elle devra coïncider avec le plein effet des mesures prises en 2014, relatives, notamment, à l'application des recommandations de l'audit des crédits de TVA et des prises en charge, la rationalisation des droits de timbre, la taxation globale des secteurs financiers (banques et assurances) et des télécommunications.

S'agissant des **recettes douanières**, elles devront s'améliorer en 2015, à la faveur, principalement, du renforcement du recouvrement de la TVA suspendue, du contrôle des régimes suspensifs, du recouvrement des arriérés de paiement (particulièrement de la SENELEC et des attendus du FSE) et de la maîtrise de l'assiette fiscale.

Par ailleurs, la mobilisation des **ressources extérieures** connaîtra un regain de dynamisme avec la concrétisation des annonces de financement des partenaires techniques et financiers, à la réunion du groupe consultatif pour le financement du PSE. Aussi, est-il attendu que les financements des projets et programmes du PAP du PSE soient conclus, pour plus de 60%, au courant de l'année 2015.

Au chapitre des **dépenses budgétaires**, l'option de rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'amélioration de la qualité de l'investissement public est maintenue et renforcée.

A cet effet, les efforts de maîtrise des dépenses courantes sont poursuivis, notamment avec la mise en œuvre de mesures administratives ayant conduit à des économies sur certaines dépenses de fonctionnement. Il s'agit, entre autres, de la réduction, de moitié, de la facture téléphonique de l'administration, du gel de toutes les conventions de location de bâtiments à usage de logement et du maintien de la baisse opérée, en 2014, sur certaines lignes de dépenses de fonctionnement.

En outre, un travail de restructuration du budget a permis d'améliorer sensiblement la qualité de l'allocation des ressources entre les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement. C'est ainsi qu'une enveloppe d'un montant de **37,386 milliards FCFA** issue des crédits d'investissement relevant en toute rigueur du fonctionnement, de par leur nature, a été transférée au niveau des dépenses courantes. A cela s'ajoute la suppression progressive des projets dits d'appui institutionnel, figurant dans le budget d'investissement, pour un montant de **25,165 milliards FCFA**.

Ce transfert laisse apparaître une hausse de 17,186 milliards FCFA des dépenses de fonctionnement qui, sans cette opération, baisseraient de 23,2 milliards FCFA.

Ce travail de restructuration traduit ainsi la priorité accordée par le Gouvernement au volume et à la qualité des investissements publics.

L'allocation des ressources, par **grandes catégories de dépenses**, dans le cadre du présent projet de loi de finances, est essentiellement orientée vers les secteurs prioritaires du PSE.

Ainsi, en ce qui concerne les **dépenses de personnel**, le Gouvernement s'est inscrit dans une dynamique de gel des augmentations de salaire, de création ou de revalorisation d'indemnités et de contrôle des effectifs par l'adossement des recrutements aux sorties définitives. Toutefois, il est prévu en 2015, de recruter 4902 agents dont 1000 pour le secteur de la santé et 3000 pour les forces de défense et de sécurité.

Quant aux **dépenses de fonctionnement** hors personnel, les efforts de rationalisation des dépenses courantes et d'amélioration de la qualité de la dépense publique seront poursuivis.

Au plan sectoriel, les allocations budgétaires pour le ministère de la **Santé et de l'action sociale** sont revues à la hausse.

L'enveloppe budgétaire destinée à ce secteur permettra d'assurer, entre autres, la gratuité des séances de l'hémodialyse, de renforcer les moyens de lutte contre les épidémies et de prendre en charge les autres maladies

à soins coûteux, notamment, les programmes du VIH/Sida, le suivi des accouchements et césariennes, la drépanocytose et le cancer.

Elle permet d'améliorer les conditions socio-économiques des groupes vulnérables, à travers la montée en puissance de la Couverture Maladie Universelle (CMU) et l'amplification du Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) qui bénéficiera d'une dotation budgétaire de 20 milliards de FCFA pour permettre de toucher 100.000 nouvelles familles sénégalaises ; ce qui fera, en 2015, un total de 200.000 familles bénéficiaires.

La réduction de la dette des hôpitaux est également prise en charge, afin de permettre à ces structures de retrouver progressivement leur équilibre budgétaire.

En outre, dans le cadre de l'élargissement de la carte sanitaire, le présent projet de loi prévoit des dotations budgétaires pour le démarrage effectif du fonctionnement des établissements publics de santé nouvellement créés tels que le centre hospitalier régional de Fatick, l'hôpital de la paix de Ziguinchor et l'hôpital Dalal Diam de Guédiawaye.

Pour le secteur de **l'Éducation**, une attention particulière est accordée à la maîtrise des salaires des corps émergents et leur intégration dans la fonction publique va se poursuivre. L'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence des enseignements sera au cœur de la politique éducative à travers le Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base (PAQUEEB). Dans ce cadre, la subvention accordée aux écoles élémentaires sera renforcée avec une implication plus active des communautés dans la gestion des établissements scolaires.

Pour la formation professionnelle, ses ressources ont globalement augmenté avec la révision à la hausse de la part de la Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur (CFCE), affectée à ce sous secteur, qui passe de 5% à 10% et la mise en place du fonds de financement de la Formation professionnelle et technique qui permet d'harmoniser les interventions de l'État et des Partenaires.

Au niveau de l'enseignement supérieur, la couverture des charges de fonctionnement des universités et le paiement des bourses et allocations scolaires restent une priorité. Pour ces dernières, l'enveloppe de 2014 est maintenue avec une révision des conditions d'attribution, fondée sur la transparence, l'équité et l'excellence, en vue de faire de la bourse un véritable instrument au service de la promotion des études.

Relativement au secteur **agricole**, le Gouvernement continuera d'accompagner les producteurs à travers le programme de facilitation d'accès aux intrants agricoles d'un montant de 8,8 milliards FCFA.

Concernant le secteur de **l'énergie**, la politique de subvention de l'État sera prolongée (66 milliards FCFA) en attendant que la mise en œuvre du

plan de production 2013-2017, validé par le Gouvernement en 2014 et basé sur une politique de mix énergétique, puisse engendrer une baisse du prix de l'électricité. En outre, le plan d'urgence d'électrification rurale sera poursuivi, en vue d'atteindre l'objectif de 60% en 2016.

Dans le domaine **de la sécurité**, le Gouvernement continuera d'accompagner davantage les forces de défense et de sécurité et de rehausser le moral des troupes au front, avec, notamment, le renforcement des effectifs et des moyens matériels d'intervention ainsi que la révision à la hausse des primes journalières. L'octroi d'aides et de secours aux grands blessés de l'Armée sera également poursuivi.

En matière de **gouvernance**, l'accent a été mis sur le renforcement des crédits destinés aux services techniques déconcentrés et à ceux de l'Administration territoriale, pour un meilleur accompagnement de la territorialisation des politiques publiques. De même, le fonds de dotation de la décentralisation a été porté à 20,41 milliards, au-delà des 3,5% de la TVA de 2013.

Les crédits destinés à l'alimentation des détenus et au fonctionnement des maisons de justice connaissent une augmentation substantielle, en vue, d'une part, d'améliorer les conditions de vie en milieu carcéral et de prise en charge des mineurs en danger ou en conflit avec la loi et d'autre part, de rapprocher la justice des justiciables.

S'agissant des **crédits d'investissement**, ils prennent en compte, pour un montant de 166 milliards FCFA, les projets inscrits dans le PAP du PSE intégrant les vingt sept (27) projets phares. Ces projets, listés ci-dessous, devront contribuer à la transformation de la structure de l'économie dans le sens de soutenir une dynamique de croissance forte et durable. Il s'agit des projets suivants :

- Développement de Corridors Céréaliers (Programme National d'Autosuffisance en Riz):	20 000 000 000
- Programme d'Équipement du Monde Rural :	4 000 000 000
- Restructuration de la filière arachide :	12 000 000 000
- Programme des Domaines Agricoles Communautaires :	2 500 000 000
- Projet de réhabilitation du Ranch de Doli :	1 800 000 000
- Programme de réalisation des pistes :	6 500 000 000
- Programme de réalisation de 300 forages :	3 000 000 000
- Programme National de Développement Local (PNDL) :	2 100 000 000
- Plan sectoriel pilote : artisanat d'art :	1 500 000 000
- Création de Centres de développement artisanal :	1 000 000 000
- Plateformes industrielles intégrées :	17 900 000 000
- Construction de Collèges de proximité :	2 000 000 000
- Programme de Renforcement de la Nutrition :	2 400 000 000
- Plan sectoriel de développement du micro-tourisme :	200 000 000
- Service Universel de l'énergie (Programme d'urgence d'Électrification rurale):	16 000 000 000

– Plan de relance intégré de l'électricité (programme de renforcement et de densification des réseaux de transport et de distribution)	2 000 000 000
– Fonds Sénégal Emergent :	3 000 000 000
– Investissements Aéroportuaires AIBD	13 500 000 000
– Projet d'autoroute Thiès-Touba	8 000 000 000
– Construction autoroute AIBD-Mbour-Thiès	3 500 000 000
– Programme d'entretien routier	25 000 000 000
– Prolongement de la Voie de Dégagement Nord (2 ^{ème} et 3 ^{ème} section)	3 500 000 000
– Prolongement de l'autoroute de Diamniadio à AIBD	5 000 000 000
– Programme de Construction et d'Équipement de Laboratoires Scientifiques	3 000 000 000
– Projet de construction de lycées professionnels (Fatick, Sandiara, etc.)	4 000 000 000
– Création de l'Université Virtuelle du Sénégal	1 600 000 000
– Projet de construction de la cité du savoir	1 000 000 000
– TOTAL	166 000 000 000

En outre, dix autres projets du PSE seront financés sur une réserve dite de précaution d'un montant de 52 milliards FCFA, mobilisable au fur et à mesure de la disponibilité des études financières, économiques et d'exécution. Il s'agit des projets ci-après :

Ministères	Projets	Montant
Infrastructures, Transports Terrestres et Désenclavement	Tramway	500 000 000
	Train rapide Dakar-AIBD	10 000 000 000
	Réhabilitation du chemin de fer Dakar-Bamako	10 000 000 000
	Elargissement, Réhabilitation et aménagement de la route des Niayes y/Cc voiries Urbaines de Connexion	4 500 000 000
Tourisme et Transports Aériens	Zones Touristiques Intégrées	4 000 000 000
Renouveau Urbain, Habitat et Cadre de vie	Programme Spécial Villes Vertes pour l'emploi	2 500 000 000
Agriculture et Equipement Rural	Mise en place de projets d'agrégation ciblés sur les filières Haute Valeur Ajoutée (HVA) et Elevage	3 000 000 000
Renouveau Urbain, Habitat et Cadre de vie	Programme d'Accélération de l'Offre en Habitat Social	5 000 000 000
	Programme de Business Park : centre des sièges sociaux de la région et base de vie	10 000 000 000
Pêche et Economie Maritime	Projet de Dragage de l'embouchure du Saloum	2 500 000 000
TOTAL		52 000 000 000

I- LES RESSOURCES

Les ressources de la loi de finances initiale pour l'année 2015 sont arrêtées à 2869,032 milliards FCFA contre 2732,020 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 137,012 milliards FCFA en valeur absolue et 5,02% en valeur relative.

Ce montant comprend :

- les ressources du budget général projetées à 2776,782 milliards FCFA contre 2 646,410 milliards FCFA pour les prévisions de la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 130,372 milliards FCFA en valeur absolue et 4,93% en valeur relative ;
- les recettes des comptes spéciaux du Trésor sont fixées à 92,250 milliards FCFA contre 85,610 milliards FCFA en 2014, soit une progression nette de 6,640 milliards FCFA en valeur absolue et 7,76% en valeur relative.

Les ressources du budget général pour l'année 2015 se décomposent comme suit :

A. LES RECETTES FISCALES

Elles sont arrêtées à 1601,700 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 1561 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 40,700 milliards FCFA en valeur absolue et 2,6% en valeur relative. Cette hausse est due à l'impact positif escompté de la mise en œuvre du PSE sur différents segments de l'économie.

Les principaux postes de recettes fiscales s'établissent comme suit :

- Impôts directs : 486,7 milliards FCFA pour 2015 contre 459,900 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une progression de 26,8 milliards FCFA en valeur absolue et de 5,83% en valeur relative ;
- Impôts indirects : 1115 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 1101,100 milliards FCFA en 2014; soit une hausse de 13,9 milliards FCFA en valeur absolue et 1,26% en valeur relative.

B. LES RECETTES NON FISCALES

Elles s'élèvent à 78 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 72 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 6 milliards FCFA en valeur absolue et de 8,3% en valeur relative.

C. LES RECETTES EXCEPTIONNELLES

Elles sont projetées, dans la loi de finances pour 2015, à un montant de 84 milliards FCFA, avec une hausse de 25 milliards par rapport à l'année 2014. Cette hausse est due aux recettes exceptionnelles tirées de la compensation versée à l'Etat par la multinationale indienne Arcelor Mital, qui s'ajoutent aux ressources PPTÉ-IADM.

D. DONS BUDGETAIRES (dons-programmes)

Ils sont estimés à 35 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 42 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une baisse de 7 milliards FCFA due à la fin de certaines conventions d'appui budgétaire.

E. LES EMPRUNTS

Ils sont projetés à 570,082 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 544,410 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 25,672 milliards FCFA en valeur absolue et de 4,72% en valeur relative découlant du besoin de financement induit par la prise en charge de projets prioritaires du PSE. Il s'agit des emprunts programmes pour un montant de 38 milliards FCFA et des émissions de bons et obligations du Trésor pour un montant de 532,082 milliards FCFA.

F. LES RESSOURCES EXTERIEURES

Elles sont évaluées à 405 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 365 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 40 milliards FCFA en valeur absolue et de 11% en valeur relative due à l'augmentation du volume des engagements des partenaires au développement souscrits dans le cadre du PSE.

Les ressources extérieures sont ainsi réparties :

➤ DONS-PROJETS ET LEGS :

Il s'agit de subventions allouées à l'Etat, par les partenaires au développement, pour financer des projets d'investissement. Pour 2015, ils sont prévus pour un montant de 194 milliards FCFA contre 181 milliards FCFA en 2014; ils connaissent une hausse de 13 milliards FCFA (7,2%) à la faveur de l'augmentation des dons alloués à notre pays dans le cadre de la coopération bilatérale.

➤ EMPRUNTS-PROJETS :

Ce sont des prêts accordés à l'Etat, à des conditions concessionnelles, conformément à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme, pour financer les projets et programmes de développement du Sénégal. Ils sont projetés à un montant de 211 milliards FCFA en 2015 contre 184 milliards FCFA pour 2014, soit une hausse de 27 milliards FCFA (14,7%). Cette progression fait suite à

l'effectivité des engagements financiers nouveaux des Partenaires Techniques et Financiers multilatéraux au groupe consultatif pour le financement du PSE.

G. LES REMBOURSEMENTS DE PRETS ET AVANCES

Ils sont estimés à 3 milliards de FCFA en 2015 et n'ont pas évolué par rapport à l'année 2014.

II. LES CHARGES

Les charges totales de la loi de finances initiale pour l'année 2015 sont arrêtées à 2869,032 milliards FCFA contre 2732,020 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 137,012 milliards FCFA en valeur absolue et de 5,02 % en valeur relative.

Ce montant comprend les charges du budget général et les charges des Comptes spéciaux du Trésor.

A- BUDGET GENERAL

Les charges du budget général sont estimées à 2776,782 milliards FCFA en 2015 contre 2646,410 milliards FCFA en 2014, soit une augmentation de 130,372 milliards en valeur absolue et 4,93% en valeur relative. Elles sont réparties entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

A-1. Les dépenses courantes

Les dépenses courantes sont projetées à 1814,596 milliards FCFA dont 598,010 milliards FCFA de dette publique, 510 milliards FCFA de dépenses de personnel et 706,586 milliards FCFA au titre des autres dépenses courantes.

Elles sont en hausse de 110,186 milliards FCFA en valeur absolue et de 6,46% en valeur relative, par rapport à la loi de finances initiale pour 2014. Cette augmentation concerne la dette publique, les dépenses de personnel et les autres dépenses courantes.

A-1-1. La dette publique

Elle est projetée à 598,010 milliards FCFA dans la loi de finances pour 2015 contre 523,410 milliards FCFA dans la loi finances initiale pour 2014, soit une hausse, en valeur absolue, de 74,600 milliards FCFA et de 14,25% en valeur relative.

Les intérêts et commissions sur la dette publique sont projetés à 158,55 milliards FCFA dont 84,58 milliards FCFA au titre de la dette extérieure et 73,97 milliards FCFA pour la dette intérieure. Comparativement à l'année

2014, les intérêts et commissions payés sur la dette publique extérieure connaissent une forte hausse de 19,72 milliards FCFA (+30,4%) du fait des eurobonds, tandis que ceux payés sur la dette publique intérieure augmentent de 7,29 milliards FCFA par rapport à l'année précédente (+10,94%).

A-1-2. Les dépenses de personnel

Elles sont projetées à 510 milliards FCFA en 2015 contre 491,600 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 18,400 milliards FCFA en valeur absolue et une variation relative de 3,74%.

Cette hausse se justifie par l'impact du recrutement de nouveaux agents, particulièrement pour le secteur de la santé et les forces de défense et de sécurité, par la prise en charge des glissements annuels pour avancement ainsi que par les intégrations, dans la fonction publique, des contractuels de l'éducation.

A-1-3. Les autres dépenses courantes

Elles sont projetées en 2015 à 706,586 milliards FCFA contre 689,400 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 17,186 milliards FCFA en valeur absolue et 2,49% en valeur relative.

Ce montant prend en charge, entre autres, les rubriques suivantes :

- les frais d'actes et de contentieux (AJE) pour un montant de 20,05 milliards ;
- les bourses nationales et étrangères pour un montant de 35,129 milliards ;
- le fonds de soutien à l'énergie pour un montant de 19,4 milliards ;
- le fonds de dotation de la décentralisation pour un montant de 20,41 milliards ;
- les locations de bâtiments à usage de bureau ou de logement à l'étranger pour un montant de 11,41 milliards et au niveau national pour un montant de 8,24 milliards
- les salaires des contractuels de l'éducation pour un montant de 115 milliards ;
- des primes de motivation de la santé pour un montant de 8,59 milliards ;
- le fonctionnement des universités publiques pour un montant de 54,773 milliards ;
- les dépenses permanentes pour un montant de 42,6 milliards ;
- la rémunération des services publics pour un montant de 27,97 milliards ;
- le programme agricole volet facilitation de l'accès des producteurs aux intrants agricoles de 8,8 milliards ;
- les impôts et taxes payés sur les marchés pour un montant de 8 milliards ;
- les indemnités d'expropriation pour un montant de 4 milliards ;

- la couverture maladie universelle (CMU) pour un montant de 6 milliards ;
- la subvention du gaz butane pour un montant de 7,5 milliards dont 3,5 milliards pour les arriérés ;
- la subvention de la Société Africaines de Raffinage (SAR) pour un montant de 9 milliards ;
- les frais de formation des étudiants dans les universités privées pour un montant de 5 milliards ;
- les ristournes aux collectivités locales 4,4 milliards ;
- le programme de vérification des importations (PVI douane) 10,3 milliards ;
- les subventions d'exploitation des établissements de santé 13,1 milliards.

A-2 Les dépenses d'investissement

L'enveloppe globale des investissements publics s'élève à 962,186 milliards FCFA en 2015 contre 942 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 20,186 milliards de FCFA en valeur absolue et de 2,14% en valeur relative.

Ces prévisions d'investissements publics sont financées sur ressources internes et externes ainsi réparties:

A-2-1 Financement intérieur

Le financement intérieur, d'un montant de 557,186 milliards de FCFA, représente 57,9% du volume de financement des investissements publics, ce qui traduit la poursuite de l'effort de financement interne des projets et programmes de développement. Ces ressources internes (crédits de paiement) prennent en charge : (i) les dotations budgétaires aux projets du PSE pour un montant de 166 milliards de FCFA ; (ii) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes de développement pour un montant de 77,042 milliards de FCFA; (iii) les engagements en cours constitués de projets et actions financés entièrement par l'Etat pour un montant de 237,144 milliards de FCFA (conseils interministériels de développement et autres engagements financiers de l'Etat) ; (iv) la réserve de gestion pour un montant de 28 milliards de FCFA pour faire face à des dépenses soudaines imprévues en cours de gestion et ; (v) la réserve de précaution, d'un montant de 52 milliards de FCFA pour financer des projets du PSE dès la disponibilité des études y relatives.

A-2-2 Financement extérieur

Le financement extérieur, d'un montant de 405 milliards de FCFA, assure à hauteur de 42,1% le financement des dépenses en capital. Il est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 211 milliards de FCFA (52,1%) et de subventions pour un montant de 194 milliards de FCFA (42,9%). Ce financement extérieur qui provient d'une cinquantaine de Partenaires Techniques et Financiers du Sénégal, est

cependant optimisé à travers une division du travail en fonction des compétences distinctives de chaque partenaire.

En définitive, l'allocation de l'enveloppe des investissements publics de la loi de finances initiale pour 2015 s'est inscrite parfaitement dans les orientations de politique du Gouvernement définies dans le Plan Sénégal Emergent avec la priorité accordée aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures et services de transport, de l'énergie, du tourisme, de l'habitat social, de l'Industrie, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale et de l'hydraulique.

A-2-3 Répartition sectorielle des dépenses en capital

Par axe stratégique du PSE, la répartition des dépenses en capital (toutes ressources confondues) est la suivante :

AXES STRATEGIQUES	MONTANT	RATIO
Transformation structurelle de l'économie et croissance	626 481 000 000	65,1%
Capital humain, Protection sociale et Développement durable	246 018 000 000	25,6%
Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité	89 687 000 000	9,3%
TOTAL	962 186 000 000	100%

Ainsi la répartition par axe stratégique du PSE montre la prépondérance de l'axe 1 « transformation structurelle de l'économie et croissance » qui concentre 65,1% des investissements programmés en 2015 et s'appuie sur : (i) les infrastructures et services de transport et de l'énergie, (ii) le développement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, (iii) le développement de l'habitat social, (iv) l'émergence de plateformes industrielles intégrées et (v) l'aménagement de pôles touristiques intégrés.

Ensuite, une proportion de 25,6% des investissements public de 2015 est absorbée par l'axe 2 « le capital humain, la protection sociale et le développement durable » pour la satisfaction des besoins sociaux des populations, portant essentiellement sur l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement et la protection sociale avec l'amplification du Programme national de bourses de sécurité familiale.

L'axe 3 « la gouvernance, les institutions, la paix et la sécurité » reçoit 9,3% des investissements publics programmés en 2015 pour poursuivre (i) la promotion de la bonne gouvernance, des principes fondamentaux de l'Etat de droit, des droits humains et de la justice, de l'équité et de l'égalité de genre, (ii) le développement de territoires viables et compétitifs, (iii) la consolidation de la paix et de la sécurité et (iv) la réforme de l'Etat et le renforcement de l'Administration publique.

B - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les Comptes Spéciaux du Trésor (CST) sont projetés en ressources et en charges à 92,250 milliards FCFA dont 6 milliards FCFA de subvention du budget général pour les prêts aux logements.

Comparés à la loi de finances initiale pour 2014, les comptes spéciaux du Trésor ont connu une hausse nette d'un montant de 6,640 milliards FCFA. Ce montant est composé de l'inscription d'un montant de 4 milliards FCFA pour le compte de garantie et aval et la révision, à la hausse, des comptes de prêts pour un montant de 2,350 milliards et du compte « frais de contrôle des sociétés à participation publique », pour un montant de 290 millions.

Comparativement à la loi de finances initiale pour 2014, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2015 sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards FCFA

	2013	2014	2015	ECARTS	
	LFI	LFI	LFI	Valeur	F15-LF14 EN %
TOTAL BUDGET	2 531,1	2 732,0	2 869,0	137,01	5,02%
BUDGET GENERAL					
Ressources du budget général	2450,7	2646,410	2776,782	130,372	4,93%
Ressources internes dont:	2053,6	2281,410	2371,782	90,372	3,96%
Recettes ordinaires hors dons	1569,9	1633,000	1679,700	46,700	2,86%
Recettes exceptionnelles	59,0	59,000	84,000	25,000	42,37%
Autres recettes	12,8	3,000	3,000	0,000	0,00%
Emprunts	373,3	544,410	570,082	25,672	4,72%
Dons budgétaires	38,6	42,000	35,000	-7,000	-16,67%
Ressources externes	397,1	365,000	405,000	40,000	10,96%
Ressources affectées à l'investissement	397,1	365,000	405,000	40,000	10,96%
Charges du budget général	2450,7	2646,410	2776,782	130,372	4,93%
Dépenses ordinaires dont:	1538,3	1704,410	1814,596	110,186	6,46%
Dette publique	440,9	523,410	598,010	74,600	14,25%
Traitements et salaires	467,1	491,600	510,000	18,400	3,74%
Autres dépenses courantes	630,3	689,400	706,586	17,186	2,49%
Dépenses d'investissement dont:	912,4	942,000	962,186	20,186	2,14%
sur ressources internes	515,3	577,000	557,186	-19,814	-3,43%
sur ressources externes	397,1	365,000	405,000	40,000	10,96%
Solde du Budget général	0,0	0,000	0,000		
COMPTES SPECIAUX TRESOR					
Ressources	80,5	85,610	92,250	6,640	7,76%
Charges	80,5	85,610	92,250	6,640	7,76%
Solde des comptes spéciaux	0,0	0,000	0,000		
dont subvention au prêts logement	6,0	6,000	6,000	0,00	0,00%
SOLDE GLOBAL	0,0	0,0	0,0	0,00	

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2015 soumis à l'adoption de l'Assemblée nationale.



EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE



PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Un état des prévisions de recettes par article est annexé à cette présente loi, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2014 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier du mois de septembre 2014. Les prévisions de ressources internes sont de 2.371.782.000.000 de FCFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 405.000.000.000 de FCFA, composées des dons projets d'un montant de 194.000.000.000 de FCFA et des emprunts projets pour un montant 211.000.000.000 de FCFA.

Texte de l'article :

« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2015 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.371.182.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 405.000.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.776.782.000.000 de FCFA. »

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives aux services de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses courantes et aux dépenses d'investissement.

Par rapport à l'année 2014, ces charges progressent de 130,372 milliards FCFA en valeur absolue et 4,93% en valeur relative.

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.776.782.000.000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Exposé des motifs

1- Le tableau de l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 1010.082.000.000 de FCFA. Ce montant correspond au déficit budgétaire évalué à 570.082.000.000 de FCFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement

de 405.000.000.000 de FCFA et des dons budgétaires de 35.000.000.000 de FCFA.

3 -l'alinéa 3 de cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.

Texte de l'article

I - Pour l'année 2015, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

En millions de FCFA

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - Ressources internes		A- Dépenses sur ressources internes		
Recettes fiscales	1 601 700	Dettes publiques	598 010	
Recettes non fiscales	78 000	Dépenses de personnel	510 000	
Recettes Exceptionnelles	84 000	Autres dépenses courantes	706 586	
Remboursements Prêts et avances	3 000	Dépenses en capital sur ressources internes	557 186	
Dons budgétaires	35 000			
Emprunts	570 082			
Total ressources internes	2 371 782	Total dépenses sur ressources internes	2 371 782	0
B - Ressources externes		B - Dépenses sur ressources externes		
Tirage Dons et emprunts	405 000	Dépenses en capital sur ressources externes	405 000	
Total B	405 000	Total B	405 000	
TOTAL I= (A + B)	2 776 782	TOTAL I = (A + B)	2 776 782	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	92 250	Dépenses	92 250	0
TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)	2 869 032	TOTAL CHARGES = (1 + 2)	2 869 032	0

II. – Pour l'année 2015, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 1010.082. 000. 000 de FCFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»



DEUXIEME PARTIE :
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe, pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses courantes et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme, les opérations des comptes spéciaux du Trésor et énonce les dispositions diverses.

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES COURANTES

ARTICLE 4 : Services votés

Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances initiale pour 2014 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2015, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses courantes :

- par le tableau II annexé au présent exposé des motifs ;
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	598 010 000 000	francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	505 414 449 000	francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	639 914 021 000	francs CFA
total	1 743 338 470 000	francs CFA

Texte de l'article :

« *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2015, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de*

1 743 338 470 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	598 010 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	505 414 449 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	328 078 791 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	311 835 230 000 francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles**Exposé des motifs**

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances initiale pour 2014 et ceux prévus par la loi de finances pour l'année 2015, au titre des dépenses courantes (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses courantes pour l'année 2015.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles font l'objet d'un vote par pouvoir public et ministère et, à l'intérieur d'un même ministère, par titre. Les mesures nouvelles par pouvoir public et ministère et par titre, en ce qui concerne les dépenses courantes, sont présentées en annexe 4.

Texte de l'article :

« *Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2014, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 71 257 530 000 FCFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	4 585 551 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	31 416 145 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	35 255 834 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

Exposé des motifs

Le financement intérieur, d'un montant de 557,186 milliards FCFA, prend en charge : (i) les dotations budgétaires aux projets du PSE ; (ii) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes de développement; (iii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat (iv) la réserve de gestion et (v) la réserve de précaution.

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour l'année 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 557.186.000.000 de FCFA ainsi répartis :

<i>- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat</i>	<i>193 431 405 000</i>	<i>francs CFA</i>
<i>- Titre 6: Transfert en capital</i>	<i>363 754 595 000</i>	<i>francs CFA</i>

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 5.413.345.000.000 de FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

Exposé des motifs

Le financement extérieur, d'un montant de 405 milliards FCFA est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 211 milliards FCFA (52%) et de subventions pour un montant de 194 milliards FCFA (48%). Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe 5 consacrée aux dépenses d'investissement.

Par rapport à la loi de finances initiale pour 2014, les financements acquis sur emprunts et subventions ont progressé de

149.375.000.000 de FCFA en valeur absolue et de 3,4% en valeur relative ;

Les prévisions de tirage ont augmenté globalement de 40.000.000.000 de FCFA en valeur absolue et de 10,96 % en valeur relative.

Texte de l'article :

« I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2015, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 405.000.000.000 de FCFA ainsi réparties :

- Emprunt	211 000 000 000 francs CFA
- Subvention	194 000 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4.497.984.000.000 FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	3 036 756 000 000 francs CFA
- Subvention	1 461 228 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi. »

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 :

Exposé des motifs

I- L'article 41 alinéa 1^{er} de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau IV fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2015 et ceux prévus par la loi de finances pour l'année 2014.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances pour l'année 2015 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2015.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale ci après:

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

Texte de l'article :

« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 69.650.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 69.650.000.000 de FCFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»

ARTICLE 9 : Autorisation de report

Exposé des motifs

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2015, seul le solde créditeur du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes d'affectation spéciale.

Texte de l'article :

« Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2015, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite».

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

Exposé des motifs

L'article 27 alinéa 1^{er} de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2015, un découvert d'un montant de 50 millions est fixé pour le compte de commerce des armées.

Texte de l'article :

«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 150.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.

III- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industrielle et commerciale des armées », un découvert fixé à un montant de 50 000 000 de FCFA. »

B-3 – COMPTES DE PRETS.

ARTICLE 11:

Exposé des motifs

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, le compte « Prêts à divers particuliers » est subventionné à hauteur de 6 milliards FCFA par le budget général, en sus de ses ressources ordinaires provenant des remboursements.

Le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2015 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2014.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes Spéciaux du Trésor.

Les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- | | |
|-----------------------------------|--------------------------|
| - Prêts aux collectivités locales | 800.000.000 de FCFA ; |
| - Prêts à divers organismes | 850.000.000 de FCFA ; |
| - Prêts à divers particuliers | 16.000.000.000 de FCFA ; |

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, sont évaluées à 17.650.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 17.650.000.000 de FCFA ».

B-4 – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 12:

Exposé des motifs

Ce plafond concerne les avances consenties aux Collectivités locales.

Le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2015 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2014.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes Spéciaux du Trésor.

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 800.000.000 de FCFA. »

B-5- Affectations comptables

ARTICLE 13:

Exposé des motifs

L'article 19 alinéa 2 et suivants, de la loi organique relative aux lois de finances stipule que, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances pour l'année 2015, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances pour 2014, les affectations augmentent en valeur absolue de 6,440 milliards FCFA et de 7,8% en valeur relative.

Texte de l'article :

«Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 92.250.000.000 de FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à la somme de 92.250.000.000 de FCFA. »

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Taxes parafiscales

Exposé des motifs

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

Texte de l'article :

« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2015. »

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Exposé des motifs

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

Texte de l'article :

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7. »

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable et le principe de l'existence préalable d'une autorisation financière suffisante avant tout acte engageant les finances publiques, posé par l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration (COA) et d'en préciser le sens et le contenu, notamment en ce qui concerne les procédures de marchés publics.

Texte de l'article :

« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.

Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.

L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Exposé des motifs

Cet article a pour objet d'habiliter le Gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la situation financière de l'Etat. En d'autres termes, il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.

Texte de l'article :

« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital »

ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor

Exposé des motifs de l'article:

Les dispositions de cet article contribuent à améliorer la gestion de la trésorerie et à favoriser la stratégie de retour au Compte unique du Trésor préconisé par diverses études.

Il s'agit, par ailleurs de compléter le dispositif, en vigueur, de centralisation de la trésorerie dans un compte unique ouvert au nom du Trésor dans les livres de la BCEAO, par un mécanisme de mise à disposition maîtrisée des subventions et autres concours du budget de l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques.

La domiciliation de ces concours dans les livres du Trésor et sa mobilisation, de façon concertée, permet ainsi de ne plus entretenir

inutilement une trésorerie publique oisive dans les banques tout en assurant aux entités bénéficiaires le financement correct et régulier de leurs opérations.

Texte de l'article :

« Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor. »

ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Exposé des motifs

Le Sénégal s'est doté depuis quelques années d'une réglementation visant à préserver l'environnement et à développer une attitude responsable auprès des exploitants miniers dont la pérennité de l'activité dépend de la sauvegarde de l'environnement.

En effet, conscient du fait qu'une bonne politique de remise en état des sites d'exploitation des mines et carrières est indispensable à la préservation de l'environnement et à la régénération des ressources, notre pays entend renforcer le dispositif existant grâce à une stratégie de réhabilitation et de restauration des sites après exploitation, d'une part et par la mise en place d'une contribution financière à la charge des exploitants, d'autre part.

L'institution de la contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC), qui répond à cet impératif, devrait permettre à l'Etat d'améliorer ses efforts de mobilisation des ressources financières destinées à couvrir les charges publiques rendues nécessaires par la réhabilitation et la sauvegarde de l'environnement.

Toutefois, la mise en application de la loi instituant la CSMC a permis de relever deux principales lacunes qui sont de nature à réduire la compétitivité des entreprises notamment sur le marché international. Il s'agit, d'un côté, du champ d'application trop large de la CSMC et, de l'autre, du niveau relativement élevé du taux applicable, lequel, au demeurant, ne tient pas suffisamment compte des caractéristiques et des spécificités de chaque type de produit.

Au regard de ces considérations, il convient d'envisager les correctifs ci-après :

- d'abord, une meilleure délimitation du champ d'application de la CSMC par l'exclusion des exportations de ciment ;
- ensuite, un meilleur calibrage du taux applicable à l'or par la mise en place d'un taux dégressif en contrepartie de l'augmentation du taux de la redevance minière ;
- enfin, une révision à la baisse du taux applicable aux autres produits.

Texte de l'article :

« Il est institué au profit du budget de l'Etat une Contribution Spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC).

Cette contribution s'applique aux livraisons sur le marché intérieur, aux importations et aux exportations de substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Sont exonérés de la CSMC :

- *Les produits des mines et carrières lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution ;*
- *les exportations de ciment.*

La base imposable est déterminée :

- *à la vente, par le prix de cession des produits livrés tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *dans tous les autres cas, par la valeur normale des produits tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même.*

Le fait générateur de la CSMC est constitué :

- *pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;*
- *pour les substances importées, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.*
- *pour l'or, le taux de la contribution spéciale est fixé comme suit :*
 - *4% pour l'année 2014 ;*
 - *3% pour l'année 2015 ;*
 - *2% à partir de l'année 2016.*
- *Pour les autres produits, le taux de la contribution est fixé à 3%.*

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de Taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC. »

Telle est l'économie du présent projet de loi.



TABLEAUX RECAPITULATIFS



- BUDGET GENERAL



- RECETTES

I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2015.

**TABLEAU 1 : Prévisions des ressources par article**

En milliers de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2014	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2014	PREVISIONS LFI 2015	ECARTS : LFI 2015-2014	TAUX
071- RECETTES FISCALES*	1 561 000 000	984 300 000	1 601 700 000	40 700 000	2,61%
072- RECETTES NON FISCALES	72 000 000	48 800 000	78 000 000	6 000 000	8,33%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 633 000 000	1 033 100 000	1 679 700 000	46 700 000	2,86%
074 - DONS PROGRAMMES	42 000 000	24 400 000	35 000 000	-7 000 000	-16,67%
076- RECETTES EXCEPTIONNELLES**	59 000 000	33 500 000	84 000 000	25 000 000	42,37%
729- REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR	136 390 000	105 000 000	146 781 000	10 391 000	7,62%
016- EMPRUNTS PROGRAMMES	50 000 000	0	38 000 000	-12 000 000	-24,00%
017 -AUTRES EMPRUNTS	358 020 000	303 000 000	385 301 000	27 281 000	7,62%
Sous total emprunts	544 410 000	408 000 000	570 082 000	25 672 000	4,72%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 74, 76, 29, 14, 16, 17)	2 281 410 000	1 499 000 000	2 371 782 000	90 372 000	3,96%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	181 000 000	50 200 000	194 000 000	13 000 000	7,18%
ARTICLE 015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS	184 000 000	129 100 000	211 000 000	27 000 000	14,67%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12 et 15)	365 000 000	179 300 000	405 000 000	40 000 000	10,96%
TOTAL RESSOURCES DU BUDGET GENERAL	2 646 410 000	1 678 300 000	2 776 782 000	130 372 000	4,93%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	85 610 000		92 250 000	6 640 000	7,76%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST)	2 732 020 000	1 678 300 000	2 869 032 000	137 012 000	5,02%

**TABLEAU 1 bis : Exécution recettes 2013****DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2013**

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Loi de finances rectificative 2	Total prévisions	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	160 500 000 000	151 500 000 000	151 500 000 000	151 500 000 000	177 542 069 929
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238 600 000 000	238 600 000 000	238 600 000 000	238 600 000 000	222 001 153 110
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	399 100 000 000	390 100 000 000	390 100 000 000	390 100 000 000	399 543 223 039
713 impôts sur le patrimoine	24 100 000 000	20 600 000 000	20 600 000 000	20 600 000 000	23 144 086 703
714 Autres impôts directs	0	0	0	0	905 959 780
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	423 200 000 000	410 700 000 000	410 700 000 000	410 700 000 000	423 593 269 522
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	796 800 000 000	781 000 000 000	781 000 000 000	781 000 000 000	666 465 969 614
716 Droits de timbre et d'enregistrement	33 300 000 000	32 000 000 000	32 000 000 000	32 000 000 000	28 048 830 473
717 Droits et taxes à l'importation	202 400 000 000	202 400 000 000	202 400 000 000	202 400 000 000	219 776 996 802
719 Autres recettes fiscales	36 800 000 000	32 900 000 000	32 900 000 000	32 900 000 000	24 371 029 855
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1 069 300 000 000	1 048 300 000 000	1 048 300 000 000	1 048 300 000 000	938 662 826 744
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1 492 500 000 000	1 459 000 000 000	1 459 000 000 000	1 459 000 000 000	1 362 256 096 266
072 RECETTES NON FISCALES				0	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 500 000 000	22 500 000 000	22 500 000 000	22 500 000 000	17 465 787 267
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	1 002 378 964
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	251 790 662
724 Produits financiers	52 000 000 000	57 600 000 000	57 600 000 000	57 600 000 000	45 597 644 827
729 Autres recettes non fiscales	2 700 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	2 435 059 744
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	77 400 000 000	83 000 000 000	83 000 000 000	83 000 000 000	66 752 661 464
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 569 900 000 000	1 542 000 000 000	1 542 000 000 000	1 542 000 000 000	1 429 008 757 730
74 Dons budgétaires	38 600 000 000	38 400 000 000	38 400 000 000	38 400 000 000	20 238 895 253
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59 000 000 000	59 000 000 000	97 464 120 000	97 464 120 000	88 091 661 342
14 Emission de bons du Trésor	150 000 000 000	79 000 000 000	79 000 000 000	79 000 000 000	181 969 050 000
17 Autres Emprunts	186 050 000 000	327 270 000 000	327 270 000 000	327 270 000 000	268 897 510 733
29 Remboursement Prêts rétrocédés	12 800 000 000	12 800 000 000	12 800 000 000	12 800 000 000	
16 Emprunt Programme	37 200 000 000	51 000 000 000	51 000 000 000	51 000 000 000	52 860 460 181
Total Autres Recettes (74 - 76- 29 - 14 -17 -16)	483 650 000 000	567 470 000 000	605 934 120 000	605 934 120 000	612 057 577 509
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2 053 550 000 000	2 109 470 000 000	2 147 934 120 000	2 147 934 120 000	2 041 066 335 239
Recettes externes				0	
12 Dons Projets et legs	168 900 000 000	168 900 000 000	168 900 000 000	168 900 000 000	99 191 219 010
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	228 200 000 000	168 200 000 000	168 200 000 000	168 200 000 000	161 317 588 506
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	397 100 000 000	337 100 000 000	337 100 000 000	337 100 000 000	260 508 807 516
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 450 650 000 000	2 446 570 000 000	2 485 034 120 000	2 485 034 120 000	2 301 575 142 755



II . COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES 2014 ET CEUX PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES 2015.



République du Sénégal

**RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE**

	Crédits Ouverts en LFI		Loi de Finances pour l'année 2015			
	2014	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
BUDGET GENERAL						
Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	523 410 000 000	598 010 000 000	0	598 010 000 000	74 600 000 000	14,25%
Titre 2 - Dépenses de personnel	491 600 000 000	505 414 449 000	4 585 551 000	510 000 000 000	18 400 000 000	3,74%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	379 726 736 000	328 078 791 000	31 416 145 000	359 494 936 000	-20 231 800 000	-5,33%
Titre 4 - Dépenses de transfert	309 673 264 000	311 835 230 000	35 255 834 000	347 091 064 000	37 417 800 000	12,08%
TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES	1 704 410 000 000	1 743 338 470 000	71 257 530 000	1 814 596 000 000	110 186 000 000	6,46%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	572 075 450 000	598 431 405 000	0	598 431 405 000	26 355 955 000	4,61%
Titre 6 - Transfert en capital	369 924 550 000	363 754 595 000	0	363 754 595 000	-6 169 955 000	-1,67%
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	942 000 000 000	962 186 000 000	0	962 186 000 000	20 186 000 000	2,14%
TOTAL BUDGET GENERAL	2 646 410 000 000	2 705 524 470 000	71 257 530 000	2 776 782 000 000	130 372 000 000	4,93%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	85 610 000 000	92 250 000 000	0	92 250 000 000	6 640 000 000	7,76%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	85 610 000 000	92 250 000 000	0	92 250 000 000	6 640 000 000	7,76%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 732 020 000 000	2 797 774 470 000	71 257 530 000	2 869 032 000 000	137 012 000 000	5,02%
dont total hors dépenses de personnel et dette	689 400 000 000	639 914 021 000	66 671 979 000	706 586 000 000	17 186 000 000	2,49%
Dotation internes(transferts courants) (1)						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	6 000 000 000	6 000 000 000	4 850 000 000	10 850 000 000	4 850 000 000	80,83%
Total dotations internes(Transferts courants)	6 000 000 000	6 000 000 000	4 850 000 000	10 850 000 000	4 850 000 000	80,83%
Dont Budget Gén à CST						
Total Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	523 410 000 000	598 010 000 000	0	598 010 000 000	74 600 000 000	14,25%
Titre 2 - Dépenses de personnel	491 600 000 000	505 414 449 000	4 585 551 000	510 000 000 000	18 400 000 000	3,74%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	379 726 736 000	328 078 791 000	31 416 145 000	359 494 936 000	-20 231 800 000	-5,33%
Titre 4 - Transferts courant	303 673 264 000	305 835 230 000	30 405 834 000	336 241 064 000	32 567 800 000	10,72%
TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE	1 698 410 000 000	1 737 338 470 000	66 407 530 000	1 803 746 000 000	105 336 000 000	6,20%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	572 075 450 000	598 431 405 000	0	598 431 405 000	26 355 955 000	4,61%
Titre 6 - Transfert en capital	369 924 550 000	363 754 595 000	0	363 754 595 000	-6 169 955 000	-1,67%
Total Dépenses d'Investissement	942 000 000 000	962 186 000 000	0	962 186 000 000	20 186 000 000	2,14%
Total Budget Général	2 640 410 000 000	2 699 524 470 000	66 407 530 000	2 765 932 000 000	125 522 000 000	4,75%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	85 610 000 000	92 250 000 000	0	92 250 000 000	6 640 000 000	7,76%
Total Comptes Spéciaux du Trésor	85 610 000 000	92 250 000 000	0	92 250 000 000	6 640 000 000	7,76%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 726 020 000 000	2 791 774 470 000	66 407 530 000	2 858 182 000 000	132 162 000 000	4,85%

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



**TABLEAU RECAPITULATIF PAR SECTION ET PAR
TITRE BUDGET GENERAL ET COMPTES SPECIAUX
DU TRESOR**



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
10 Dette Publique						
DETTE PUBLIQUE						
Dette Publique						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	523 410 000 000	598 010 000 000	0	598 010 000 000	74 600 000 000	14,25
Total Dette Publique	523 410 000 000	598 010 000 000	0	598 010 000 000	74 600 000 000	14,25
TOTAL DETTE PUBLIQUE	523 410 000 000	598 010 000 000	0	598 010 000 000	74 600 000 000	14,25
Total Général Section 10	523 410 000 000	598 010 000 000	0	598 010 000 000	74 600 000 000	14,25
21 Présidence de la République						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 837 127 540	7 203 389 320	28 557 000	7 231 946 320	2 394 818 780	49,51
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	8 506 045 000	982 000 000	9 488 045 000	290 507 000	3,16
Titre 4 - 21 Transferts courants	13 066 342 000	17 089 857 000	1 923 000 000	19 012 857 000	5 946 515 000	45,51
Total Budget de Fonctionnement	27 101 007 540	32 799 291 320	2 933 557 000	35 732 848 320	8 631 840 780	31,85
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 21 Investissements exécutés par l'état	2 341 298 000	734 900 000	0	734 900 000	-1 606 398 000	-68,61
Titre 6 - 21 Transfert en capital	13 966 000 000	27 047 000 000	0	27 047 000 000	13 081 000 000	93,66
Total Budget d'Investissement	16 307 298 000	27 781 900 000	0	27 781 900 000	11 474 602 000	70,36
TOTAL BUDGET GENERAL	43 408 305 540	60 581 191 320	2 933 557 000	63 514 748 320	20 106 442 780	46,32
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	500 000 000	0	500 000 000	290 000 000	138,10
Total Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	500 000 000	0	500 000 000	290 000 000	138,10
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	210 000 000	500 000 000	0	500 000 000	290 000 000	138,10
Total Général Section 21	43 618 305 540	61 081 191 320	2 933 557 000	64 014 748 320	20 396 442 780	46,76
22 Assemblée Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	8 566 571 440	8 600 583 520	94 560 000	8 695 143 520	128 572 080	1,50
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	0	0	-7 468 345 000	-100,0
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	4 934 506 000	0	4 934 506 000	4 843 345 000	5312,96
Total Budget de Fonctionnement	16 126 077 440	13 535 089 520	94 560 000	13 629 649 520	-2 496 427 920	-15,48
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 22 Investissements exécutés par l'état	330 000 000	0	0	0	-330 000 000	-100,0
Titre 6 - 22 Transfert en capital	856 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-356 000 000	-41,59
Total Budget d'Investissement	1 186 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-686 000 000	-57,84
TOTAL BUDGET GENERAL	17 312 077 440	14 035 089 520	94 560 000	14 129 649 520	-3 182 427 920	-18,38
Total Général Section 22	17 312 077 440	14 035 089 520	94 560 000	14 129 649 520	-3 182 427 920	-18,38

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
23 Commission Electorale Nationale Autonome							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	
Titre 4 - 23 Transferts courants	3 100 983 000	1 600 983 000	0	1 600 983 000	-1 500 000 000	-48,37	
Total Budget de Fonctionnement	3 100 983 000	1 600 983 000	0	1 600 983 000	-1 500 000 000	-48,37	
TOTAL BUDGET GENERAL	3 100 983 000	1 600 983 000	0	1 600 983 000	-1 500 000 000	-48,37	
Total Général Section 23	3 100 983 000	1 600 983 000	0	1 600 983 000	-1 500 000 000	-48,37	
24 Conseil Economique, Social et Environnemental							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	6 851 874 724	0	6 851 874 724	5 069 874 724	284,50	
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0	0	0	-1 655 000 000	-100,0	
Titre 4 - 24 Transferts courants	347 087 000	1 681 753 000	320 334 000	2 002 087 000	1 655 000 000	476,83	
Total Budget de Fonctionnement	3 784 087 000	8 533 627 724	320 334 000	8 853 961 724	5 069 874 724	133,98	
Budget d'Investissement							
Titre 6 - 24 Transfert en capital	750 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-250 000 000	-33,33	
Total Budget d'Investissement	750 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-250 000 000	-33,33	
TOTAL BUDGET GENERAL	4 534 087 000	9 033 627 724	320 334 000	9 353 961 724	4 819 874 724	106,30	
Total Général Section 24	4 534 087 000	9 033 627 724	320 334 000	9 353 961 724	4 819 874 724	106,30	
25 Conseil Constitutionnel							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	207 528 000	246 868 200	0	246 868 200	39 340 200	18,96	
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	128 370 000	107 830 000	3 000 000	110 830 000	-17 540 000	-13,66	
Titre 4 - 25 Transferts courants	0	0	500 000	500 000	500 000		
Total Budget de Fonctionnement	335 898 000	354 698 200	3 500 000	358 198 200	22 300 200	6,64	
Budget d'Investissement							
Titre 6 - 25 Transfert en capital	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	0	0,0	
Total Budget d'Investissement	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	0	0,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	379 898 000	398 698 200	3 500 000	402 198 200	22 300 200	5,87	
Total Général Section 25	379 898 000	398 698 200	3 500 000	402 198 200	22 300 200	5,87	

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
27 Cour Suprême						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	826 213 000	906 014 620	0	906 014 620	79 801 620	9,66
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	769 403 000	0	769 403 000	-146 553 000	-16,00
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 660 000	0	1 660 000	-317 000	-16,03
Total Budget de Fonctionnement	1 744 146 000	1 677 077 620	0	1 677 077 620	-67 068 380	-3,85
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état	0	0	0	0	0	
Titre 6 - 27 Transfert en capital	150 000 000	75 000 000	0	75 000 000	-75 000 000	-50,0
Total Budget d'Investissement	150 000 000	75 000 000	0	75 000 000	-75 000 000	-50,0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 894 146 000	1 752 077 620	0	1 752 077 620	-142 068 380	-7,50
Total Général Section 27	1 894 146 000	1 752 077 620	0	1 752 077 620	-142 068 380	-7,50
28 Cour des Comptes						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	765 192 400	851 379 520	0	851 379 520	86 187 120	11,26
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	263 952 000	220 879 000	22 000 000	242 879 000	-21 073 000	-7,98
Titre 4 - 28 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 929 144 400	1 972 258 520	22 000 000	1 994 258 520	65 114 120	3,38
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	125 000 000	100 000 000	0	100 000 000	-25 000 000	-20,0
Titre 6 - 28 Transfert en capital	0	793 000 000	0	793 000 000	793 000 000	
Total Budget d'Investissement	125 000 000	893 000 000	0	893 000 000	768 000 000	614,40
TOTAL BUDGET GENERAL	2 054 144 400	2 865 258 520	22 000 000	2 887 258 520	833 114 120	40,56
Total Général Section 28	2 054 144 400	2 865 258 520	22 000 000	2 887 258 520	833 114 120	40,56
30 Primature						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 547 034 120	1 287 465 400	0	1 287 465 400	-259 568 720	-16,78
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	3 143 224 000	0	3 143 224 000	-273 650 000	-8,01
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 197 375 000	3 880 700 000	380 000 000	4 260 700 000	63 325 000	1,51
Total Budget de Fonctionnement	9 161 283 120	8 311 389 400	380 000 000	8 691 389 400	-469 893 720	-5,13
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	3 823 000 000	4 841 000 000	0	4 841 000 000	1 018 000 000	26,63
Titre 6 - 30 Transfert en capital	10 397 000 000	6 900 000 000	0	6 900 000 000	-3 497 000 000	-33,63
Total Budget d'Investissement	14 220 000 000	11 741 000 000	0	11 741 000 000	-2 479 000 000	-17,43
TOTAL BUDGET GENERAL	23 381 283 120	20 052 389 400	380 000 000	20 432 389 400	-2 948 893 720	-12,61
Total Général Section 30	23 381 283 120	20 052 389 400	380 000 000	20 432 389 400	-2 948 893 720	-12,61

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	17 200 370 340	16 895 589 720	0	16 895 589 720	-304 780 620	1,77
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	19 584 298 000	1 745 000 000	21 329 298 000	-640 623 000	2,92
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 710 634 000	5 710 634 000	0	5 710 634 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	44 880 925 340	42 190 521 720	1 745 000 000	43 935 521 720	-945 403 620	2,11
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 31 Investissements exécutés par l'état	6 087 000 000	2 450 000 000	0	2 450 000 000	-3 637 000 000	59,75
Titre 6 - 31 Transfert en capital	1 300 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	700 000 000	53,85
Total Budget d'Investissement	7 387 000 000	4 450 000 000	0	4 450 000 000	-2 937 000 000	39,76
TOTAL BUDGET GENERAL	52 267 925 340	46 640 521 720	1 745 000 000	48 385 521 720	-3 882 403 620	7,43
Total Général Section 31	52 267 925 340	46 640 521 720	1 745 000 000	48 385 521 720	-3 882 403 620	7,43
32 Ministère des Forces Armées						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	67 122 237 060	71 310 135 900	0	71 310 135 900	4 187 898 840	6,24
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	21 330 975 000	1 059 000 000	22 389 975 000	-1 185 713 000	5,03
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 359 687 000	2 359 687 000	0	2 359 687 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	93 057 612 060	95 000 797 900	1 059 000 000	96 059 797 900	3 002 185 840	3,23
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 32 Investissements exécutés par l'état	24 686 000 000	30 500 000 000	0	30 500 000 000	5 814 000 000	23,55
Titre 6 - 32 Transfert en capital	864 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-364 000 000	42,13
Total Budget d'Investissement	25 550 000 000	31 000 000 000	0	31 000 000 000	5 450 000 000	21,33
TOTAL BUDGET GENERAL	118 607 612 060	126 000 797 900	1 059 000 000	127 059 797 900	8 452 185 840	7,13
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Général Section 32	118 757 612 060	126 150 797 900	1 059 000 000	127 209 797 900	8 452 185 840	7,12

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	26 858 895 000	30 344 513 600	4 178 603 000	34 523 116 600	7 664 221 600	28,54
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	4 350 075 000	1 900 000 000	6 250 075 000	-4 200 139 000	-40,19
Titre 4 - 33 Transferts courants	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	41 309 109 000	38 694 588 600	6 078 603 000	44 773 191 600	3 464 082 600	8,39
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 33 Investissements executés par l'état	14 052 000 000	19 036 000 000	0	19 036 000 000	4 984 000 000	35,47
Titre 6 - 33 Transfert en capital	1 820 000 000	1 020 000 000	0	1 020 000 000	-800 000 000	-43,96
Total Budget d'Investissement	15 872 000 000	20 056 000 000	0	20 056 000 000	4 184 000 000	26,36
TOTAL BUDGET GENERAL	57 181 109 000	58 750 588 600	6 078 603 000	64 829 191 600	7 648 082 600	13,38
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	0,0
Total Général Section 33	57 381 109 000	58 950 588 600	6 078 603 000	65 029 191 600	7 648 082 600	13,33
34 Ministère de la Justice						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	17 565 489 640	18 022 702 660	192 000 000	18 214 702 660	649 213 020	3,70
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	4 636 589 000	655 350 000	5 291 939 000	-551 028 000	-9,43
Titre 4 - 34 Transferts courants	1 443 862 000	1 443 862 000	100 000 000	1 543 862 000	100 000 000	6,93
Total Budget de Fonctionnement	24 852 318 640	24 103 153 660	947 350 000	25 050 503 660	198 185 020	0,80
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état	5 693 000 000	2 593 000 000	0	2 593 000 000	-3 100 000 000	-54,45
Titre 6 - 34 Transfert en capital	400 000 000	46 000 000	0	46 000 000	-354 000 000	-88,50
Total Budget d'Investissement	6 093 000 000	2 639 000 000	0	2 639 000 000	-3 454 000 000	-56,69
TOTAL BUDGET GENERAL	30 945 318 640	26 742 153 660	947 350 000	27 689 503 660	-3 255 814 980	-10,52
Total Général Section 34	30 945 318 640	26 742 153 660	947 350 000	27 689 503 660	-3 255 814 980	-10,52
35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 476 181 400	729 539 880	0	729 539 880	-746 641 520	-50,58
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	476 159 000	340 089 000	35 000 000	375 089 000	-101 070 000	-21,23
Titre 4 - 35 Transferts courants	254 920 000	0	65 000 000	65 000 000	-189 920 000	-74,50
Total Budget de Fonctionnement	2 207 260 400	1 069 628 880	100 000 000	1 169 628 880	-1 037 631 520	-47,01
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	1 120 000 000	310 000 000	0	310 000 000	-810 000 000	-72,32
Titre 6 - 35 Transfert en capital	160 000 000	0	0	0	-160 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	1 280 000 000	310 000 000	0	310 000 000	-970 000 000	-75,78
TOTAL BUDGET GENERAL	3 487 260 400	1 379 628 880	100 000 000	1 479 628 880	-2 007 631 520	-57,57
Total Général Section 35	3 487 260 400	1 379 628 880	100 000 000	1 479 628 880	-2 007 631 520	-57,57

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	0	944 500 160	0	944 500 160	944 500 160	
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	0	186 120 000	59 750 000	245 870 000	245 870 000	
Titre 4 - 37 Transferts courants	0	254 920 000	15 000 000	269 920 000	269 920 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	1 385 540 160	74 750 000	1 460 290 160	1 460 290 160	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état	0	445 000 000	0	445 000 000	445 000 000	
Titre 6 - 37 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
Total Budget d'Investissement	0	445 000 000	0	445 000 000	445 000 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 830 540 160	74 750 000	1 905 290 160	1 905 290 160	
Total Général Section 37	0	1 830 540 160	74 750 000	1 905 290 160	1 905 290 160	
38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	162 331 180	0	162 331 180	162 331 180	
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	250 000 000	10 000 000	260 000 000	260 000 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	412 331 180	10 000 000	422 331 180	422 331 180	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 38 Investissements executés par l'état	0	514 000 000	0	514 000 000	514 000 000	
Total Budget d'Investissement	0	514 000 000	0	514 000 000	514 000 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	926 331 180	10 000 000	936 331 180	936 331 180	
Total Général Section 38	0	926 331 180	10 000 000	936 331 180	936 331 180	
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 148 649 000	1 147 614 160	0	1 147 614 160	-1 034 840	-0,09
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	557 318 000	554 999 000	2 000 000	556 999 000	-319 000	-0,06
Titre 4 - 40 Transferts courants	183 447 000	183 447 000	0	183 447 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 889 414 000	1 886 060 160	2 000 000	1 888 060 160	-1 353 840	-0,07
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état	8 046 751 000	8 024 000 000	0	8 024 000 000	-22 751 000	-0,28
Titre 6 - 40 Transfert en capital	2 427 600 000	3 721 000 000	0	3 721 000 000	1 293 400 000	53,28
Total Budget d'Investissement	10 474 351 000	11 745 000 000	0	11 745 000 000	1 270 649 000	12,13
TOTAL BUDGET GENERAL	12 363 765 000	13 631 060 160	2 000 000	13 633 060 160	1 269 295 160	10,27
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0	0,0
Total Général Section 40	13 313 765 000	14 581 060 160	2 000 000	14 583 060 160	1 269 295 160	9,53

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI		Loi de Finances pour l'année 2015			
	2014	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	563 731 940	555 982 020	0	555 982 020	-7 749 920	1,37
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	385 220 000	265 875 000	24 356 000	290 231 000	-94 989 000	24,66
Titre 4 - 41 Transferts courants	0	0	250 000 000	250 000 000	250 000 000	
Total Budget de Fonctionnement	948 951 940	821 857 020	274 356 000	1 096 213 020	147 261 080	15,52
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 41 Investissements executés par l'état	94 830 226 000	81 166 000 000	0	81 166 000 000	-13 664 226 000	14,41
Titre 6 - 41 Transfert en capital	78 446 000 000	85 855 000 000	0	85 855 000 000	7 409 000 000	9,44
Total Budget d'Investissement	173 276 226 000	167 021 000 000	0	167 021 000 000	-6 255 226 000	-3,61
TOTAL BUDGET GENERAL	174 225 177 940	167 842 857 020	274 356 000	168 117 213 020	-6 107 964 920	-3,51
Total Général Section 41	174 225 177 940	167 842 857 020	274 356 000	168 117 213 020	-6 107 964 920	-3,51
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	1 984 484 140	1 946 471 740	0	1 946 471 740	-38 012 400	1,92
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	752 253 000	337 500 000	1 089 753 000	-77 697 000	6,66
Titre 4 - 42 Transferts courants	6 807 126 000	20 407 126 000	200 000 000	20 607 126 000	13 800 000 000	202,73
Total Budget de Fonctionnement	9 959 060 140	23 105 850 740	537 500 000	23 643 350 740	13 684 290 600	137,41
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 42 Investissements executés par l'état	70 026 351 000	95 958 000 000	0	95 958 000 000	25 931 649 000	37,03
Titre 6 - 42 Transfert en capital	54 555 000 000	46 035 000 000	0	46 035 000 000	-8 520 000 000	15,62
Total Budget d'Investissement	124 581 351 000	141 993 000 000	0	141 993 000 000	17 411 649 000	13,98
TOTAL BUDGET GENERAL	134 540 411 140	165 098 850 740	537 500 000	165 636 350 740	31 095 939 600	23,11
Total Général Section 42	134 540 411 140	165 098 850 740	537 500 000	165 636 350 740	31 095 939 600	23,11
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 072 163 920	18 986 452 980	0	18 986 452 980	1 914 289 060	11,21
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	10 136 166 000	392 737 000	10 528 903 000	-747 237 451	6,63
Titre 4 - 43 Transferts courants	1 871 840 780	4 628 880 000	600 000 000	5 228 880 000	3 357 039 220	179,34
Total Budget de Fonctionnement	30 220 145 151	33 751 498 980	992 737 000	34 744 235 980	4 524 090 829	14,97
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 43 Investissements executés par l'état	27 887 705 000	17 393 600 000	0	17 393 600 000	-10 494 105 000	37,63
Titre 6 - 43 Transfert en capital	24 951 000 000	19 945 000 000	0	19 945 000 000	-5 006 000 000	20,06
Total Budget d'Investissement	52 838 705 000	37 338 600 000	0	37 338 600 000	-15 500 105 000	-29,33
TOTAL BUDGET GENERAL	83 058 850 151	71 090 098 980	992 737 000	72 082 835 980	-10 976 014 171	-13,21
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	84 100 000 000	90 450 000 000	0	90 450 000 000	6 350 000 000	7,55
Total Comptes Spéciaux du Trésor	84 100 000 000	90 450 000 000	0	90 450 000 000	6 350 000 000	7,55
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	84 100 000 000	90 450 000 000	0	90 450 000 000	6 350 000 000	7,55
Total Général Section 43	167 158 850 151	161 540 098 980	992 737 000	162 532 835 980	-4 626 014 171	-2,77

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	218 860 340	196 524 060	0	196 524 060	-22 336 280	10,21	
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	146 556 000	876 784 000	0	876 784 000	730 228 000	498,26	
Titre 4 - 44 Transferts courants	7 533 082 000	72 681 000	7 500 000 000	7 572 681 000	39 599 000	0,53	
Total Budget de Fonctionnement	7 898 498 340	1 145 989 060	7 500 000 000	8 645 989 060	747 490 720	9,46	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 44 Investissements exécutés par l'état	73 076 384 000	73 630 205 000	0	73 630 205 000	553 821 000	0,76	
Titre 6 - 44 Transfert en capital	16 781 000 000	17 369 795 000	0	17 369 795 000	588 795 000	3,51	
Total Budget d'Investissement	89 857 384 000	91 000 000 000	0	91 000 000 000	1 142 616 000	1,27	
TOTAL BUDGET GENERAL	97 755 882 340	92 145 989 060	7 500 000 000	99 645 989 060	1 890 106 720	1,93	
Total Général Section 44	97 755 882 340	92 145 989 060	7 500 000 000	99 645 989 060	1 890 106 720	1,93	
45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 325 669 280	1 381 843 820	0	1 381 843 820	56 174 540	4,24	
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	419 916 000	247 014 000	28 450 000	275 464 000	-144 452 000	-34,40	
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 645 482 000	1 480 482 000	0	1 480 482 000	-165 000 000	-10,03	
Total Budget de Fonctionnement	3 391 067 280	3 109 339 820	28 450 000	3 137 789 820	-253 277 460	-7,47	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 45 Investissements exécutés par l'état	3 585 000 000	3 876 000 000	0	3 876 000 000	291 000 000	8,12	
Titre 6 - 45 Transfert en capital	2 945 000 000	4 756 000 000	0	4 756 000 000	1 811 000 000	61,49	
Total Budget d'Investissement	6 530 000 000	8 632 000 000	0	8 632 000 000	2 102 000 000	32,19	
TOTAL BUDGET GENERAL	9 921 067 280	11 741 339 820	28 450 000	11 769 789 820	1 848 722 540	18,63	
Total Général Section 45	9 921 067 280	11 741 339 820	28 450 000	11 769 789 820	1 848 722 540	18,63	
46 Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 357 587 740	1 224 942 160	0	1 224 942 160	-132 645 580	-9,77	
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	523 448 000	322 121 000	51 200 000	373 321 000	-150 127 000	-28,68	
Titre 4 - 46 Transferts courants	15 000 000	115 000 000	14 000 000	129 000 000	114 000 000	760,0	
Total Budget de Fonctionnement	1 896 035 740	1 662 063 160	65 200 000	1 727 263 160	-168 772 580	-8,90	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 46 Investissements exécutés par l'état	2 616 000 000	12 393 500 000	0	12 393 500 000	9 777 500 000	373,76	
Titre 6 - 46 Transfert en capital	5 484 000 000	17 483 000 000	0	17 483 000 000	11 999 000 000	218,80	
Total Budget d'Investissement	8 100 000 000	29 876 500 000	0	29 876 500 000	21 776 500 000	268,85	
TOTAL BUDGET GENERAL	9 996 035 740	31 538 563 160	65 200 000	31 603 763 160	21 607 727 420	216,16	
Total Général Section 46	9 996 035 740	31 538 563 160	65 200 000	31 603 763 160	21 607 727 420	216,16	

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
47 Ministère de l'Industrie et des Mines							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	260 724 940	253 485 780	0	253 485 780	-7 239 160	-2,78	
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	235 716 000	168 843 000	34 000 000	202 843 000	-32 873 000	-13,95	
Titre 4 - 47 Transferts courants	917 920 000	916 745 000	310 000 000	1 226 745 000	308 825 000	33,64	
Total Budget de Fonctionnement	1 414 360 940	1 339 073 780	344 000 000	1 683 073 780	268 712 840	19,00	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 47 Investissements exécutés par l'état	2 106 000 000	1 758 000 000	0	1 758 000 000	-348 000 000	-16,52	
Titre 6 - 47 Transfert en capital	582 000 000	18 460 000 000	0	18 460 000 000	17 878 000 000	3071,82	
Total Budget d'Investissement	2 688 000 000	20 218 000 000	0	20 218 000 000	17 530 000 000	652,16	
TOTAL BUDGET GENERAL	4 102 360 940	21 557 073 780	344 000 000	21 901 073 780	17 798 712 840	433,87	
Total Général Section 47	4 102 360 940	21 557 073 780	344 000 000	21 901 073 780	17 798 712 840	433,87	
49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	456 046 160	471 642 240	0	471 642 240	15 596 080	3,42	
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	193 101 000	251 099 000	15 000 000	266 099 000	72 998 000	37,80	
Titre 4 - 49 Transferts courants	1 020 877 000	775 000 000	211 000 000	986 000 000	-34 877 000	-3,42	
Total Budget de Fonctionnement	1 670 024 160	1 497 741 240	226 000 000	1 723 741 240	53 717 080	3,22	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 49 Investissements exécutés par l'état	2 908 000 000	2 390 000 000	0	2 390 000 000	-518 000 000	-17,81	
Titre 6 - 49 Transfert en capital	7 852 000 000	17 750 000 000	0	17 750 000 000	9 898 000 000	126,06	
Total Budget d'Investissement	10 760 000 000	20 140 000 000	0	20 140 000 000	9 380 000 000	87,17	
TOTAL BUDGET GENERAL	12 430 024 160	21 637 741 240	226 000 000	21 863 741 240	9 433 717 080	75,89	
Total Général Section 49	12 430 024 160	21 637 741 240	226 000 000	21 863 741 240	9 433 717 080	75,89	
50 Ministère de l'Education Nationale							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	201 431 863 040	212 271 959 060	0	212 271 959 060	10 840 096 020	5,38	
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	115 869 697 000	15 000 000	115 884 697 000	-6 098 139 000	-5,00	
Titre 4 - 50 Transferts courants	2 017 405 000	4 509 905 000	500 000 000	5 009 905 000	2 992 500 000	148,33	
Total Budget de Fonctionnement	325 432 104 040	332 651 561 060	515 000 000	333 166 561 060	7 734 457 020	2,38	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 50 Investissements exécutés par l'état	34 737 914 000	34 545 000 000	0	34 545 000 000	-192 914 000	-0,56	
Titre 6 - 50 Transfert en capital	6 645 000 000	3 031 000 000	0	3 031 000 000	-3 614 000 000	-54,39	
Total Budget d'Investissement	41 382 914 000	37 576 000 000	0	37 576 000 000	-3 806 914 000	-9,20	
TOTAL BUDGET GENERAL	366 815 018 040	370 227 561 060	515 000 000	370 742 561 060	3 927 543 020	1,07	
Total Général Section 50	366 815 018 040	370 227 561 060	515 000 000	370 742 561 060	3 927 543 020	1,07	

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
52 Ministère des Sports						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 047 142 120	1 045 813 540	0	1 045 813 540	-1 328 580	0,13
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	1 587 777 000	0	1 587 777 000	-331 463 000	17,27
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	500 275 000	0	500 275 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	3 466 657 120	3 133 865 540	0	3 133 865 540	-332 791 580	9,60
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	5 220 000 000	2 250 000 000	0	2 250 000 000	-2 970 000 000	56,90
Titre 6 - 52 Transfert en capital	1 493 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-993 000 000	66,51
Total Budget d'Investissement	6 713 000 000	2 750 000 000	0	2 750 000 000	-3 963 000 000	59,03
TOTAL BUDGET GENERAL	10 179 657 120	5 883 865 540	0	5 883 865 540	-4 295 791 580	42,20
Total Général Section 52	10 179 657 120	5 883 865 540	0	5 883 865 540	-4 295 791 580	42,20
53 Ministère de la Culture et de la Communication						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	810 297 160	982 448 520	0	982 448 520	172 151 360	21,25
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	457 167 000	311 868 000	35 000 000	346 868 000	-110 299 000	24,13
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 522 406 000	6 143 776 000	0	6 143 776 000	2 621 370 000	74,42
Total Budget de Fonctionnement	4 789 870 160	7 438 092 520	35 000 000	7 473 092 520	2 683 222 360	56,02
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	2 117 000 000	1 625 000 000	0	1 625 000 000	-492 000 000	23,24
Titre 6 - 53 Transfert en capital	3 898 000 000	3 408 000 000	0	3 408 000 000	-490 000 000	12,57
Total Budget d'Investissement	6 015 000 000	5 033 000 000	0	5 033 000 000	-982 000 000	16,33
TOTAL BUDGET GENERAL	10 804 870 160	12 471 092 520	35 000 000	12 506 092 520	1 701 222 360	15,74
Total Général Section 53	10 804 870 160	12 471 092 520	35 000 000	12 506 092 520	1 701 222 360	15,74
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 879 390 760	35 983 860 980	0	35 983 860 980	104 470 220	0,29
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	6 594 197 000	921 400 000	7 515 597 000	-2 809 573 000	27,21
Titre 4 - 54 Transferts courants	28 756 245 000	32 756 245 000	1 367 000 000	34 123 245 000	5 367 000 000	18,66
Total Budget de Fonctionnement	74 960 805 760	75 334 302 980	2 288 400 000	77 622 702 980	2 661 897 220	3,55
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	39 465 659 000	46 750 000 000	0	46 750 000 000	7 284 341 000	18,46
Titre 6 - 54 Transfert en capital	12 669 000 000	10 194 000 000	0	10 194 000 000	-2 475 000 000	19,54
Total Budget d'Investissement	52 134 659 000	56 944 000 000	0	56 944 000 000	4 809 341 000	9,22
TOTAL BUDGET GENERAL	127 095 464 760	132 278 302 980	2 288 400 000	134 566 702 980	7 471 238 220	5,88
Total Général Section 54	127 095 464 760	132 278 302 980	2 288 400 000	134 566 702 980	7 471 238 220	5,88

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 198 090 000	1 285 210 660	0	1 285 210 660	87 120 660	7,27
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	710 767 000	411 209 000	150 000 000	561 209 000	-149 558 000	-21,04
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 334 900 000	1 499 900 000	0	1 499 900 000	165 000 000	12,36
Total Budget de Fonctionnement	3 243 757 000	3 196 319 660	150 000 000	3 346 319 660	102 562 660	3,16
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	3 800 000 000	3 870 000 000	0	3 870 000 000	70 000 000	1,84
Titre 6 - 55 Transfert en capital	1 115 000 000	3 430 000 000	0	3 430 000 000	2 315 000 000	207,62
Total Budget d'Investissement	4 915 000 000	7 300 000 000	0	7 300 000 000	2 385 000 000	48,52
TOTAL BUDGET GENERAL	8 158 757 000	10 496 319 660	150 000 000	10 646 319 660	2 487 562 660	30,49
Total Général Section 55	8 158 757 000	10 496 319 660	150 000 000	10 646 319 660	2 487 562 660	30,49
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	4 362 570 800	4 931 463 440	0	4 931 463 440	568 892 640	13,04
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	3 295 231 000	20 000 000	3 315 231 000	34 512 000	1,05
Titre 4 - 56 Transferts courants	851 290 000	851 290 000	250 000 000	1 101 290 000	250 000 000	29,37
Total Budget de Fonctionnement	8 494 579 800	9 077 984 440	270 000 000	9 347 984 440	853 404 640	10,05
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	15 226 000 000	10 791 000 000	0	10 791 000 000	-4 435 000 000	-29,13
Titre 6 - 56 Transfert en capital	2 017 000 000	2 017 000 000	0	2 017 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	17 243 000 000	12 808 000 000	0	12 808 000 000	-4 435 000 000	-25,72
TOTAL BUDGET GENERAL	25 737 579 800	21 885 984 440	270 000 000	22 155 984 440	-3 581 595 360	-13,92
Total Général Section 56	25 737 579 800	21 885 984 440	270 000 000	22 155 984 440	-3 581 595 360	-13,92
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 132 229 240	1 191 672 300	0	1 191 672 300	59 443 060	5,25
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	522 575 000	41 000 000	563 575 000	-446 743 000	-44,22
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 096 494 000	1 096 494 000	0	1 096 494 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	3 239 041 240	2 810 741 300	41 000 000	2 851 741 300	-387 299 940	-11,96
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	11 940 000 000	10 135 200 000	0	10 135 200 000	-1 804 800 000	-15,12
Titre 6 - 58 Transfert en capital	2 995 400 000	3 058 800 000	0	3 058 800 000	63 400 000	2,12
Total Budget d'Investissement	14 935 400 000	13 194 000 000	0	13 194 000 000	-1 741 400 000	-11,66
TOTAL BUDGET GENERAL	18 174 441 240	16 004 741 300	41 000 000	16 045 741 300	-2 128 699 940	-11,71
Total Général Section 58	18 174 441 240	16 004 741 300	41 000 000	16 045 741 300	-2 128 699 940	-11,71

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	6 897 962 060	7 048 179 440	0	7 048 179 440	150 217 380	2,18	
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	6 680 165 000	701 000 000	7 381 165 000	-39 693 000	-0,53	
Titre 4 - 59 Transferts courants	1 364 685 000	1 364 685 000	500 000 000	1 864 685 000	500 000 000	36,64	
Total Budget de Fonctionnement	15 683 505 060	15 093 029 440	1 201 000 000	16 294 029 440	610 524 380	3,89	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 59 Investissements exécutés par l'état	7 126 015 000	8 699 000 000	0	8 699 000 000	1 572 985 000	22,07	
Titre 6 - 59 Transfert en capital	7 736 000 000	5 380 000 000	0	5 380 000 000	-2 356 000 000	-30,46	
Total Budget d'Investissement	14 862 015 000	14 079 000 000	0	14 079 000 000	-783 015 000	-5,27	
TOTAL BUDGET GENERAL	30 545 520 060	29 172 029 440	1 201 000 000	30 373 029 440	-172 490 620	-0,56	
Total Général Section 59	30 545 520 060	29 172 029 440	1 201 000 000	30 373 029 440	-172 490 620	-0,56	
60 Charges non Réparties							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	59 831 991 600	45 265 701 116	0	45 265 701 116	-14 566 290 484	-24,35	
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	111 754 995 000	21 888 162 000	133 643 157 000	6 930 007 026	5,47	
Titre 4 - 60 Transferts courants	96 617 603 220	74 735 212 000	16 850 000 000	91 585 212 000	-5 032 391 220	-5,21	
Total Budget de Fonctionnement	283 162 744 794	231 755 908 116	38 738 162 000	270 494 070 116	-12 668 674 678	-4,47	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 60 Investissements exécutés par l'état	36 775 000 000	28 000 000 000	0	28 000 000 000	-8 775 000 000	-23,86	
Total Budget d'Investissement	36 775 000 000	28 000 000 000	0	28 000 000 000	-8 775 000 000	-23,86	
TOTAL BUDGET GENERAL	319 937 744 794	259 755 908 116	38 738 162 000	298 494 070 116	-21 443 674 678	-6,70	
Total Général Section 60	319 937 744 794	259 755 908 116	38 738 162 000	298 494 070 116	-21 443 674 678	-6,70	
61 Ministère du Plan							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	567 372 000	0	0	0	-567 372 000	-100,0	
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	307 585 495	0	0	0	-307 585 495	-100,0	
Titre 4 - 61 Transferts courants	2 757 040 000	0	0	0	-2 757 040 000	-100,0	
Total Budget de Fonctionnement	3 631 997 495	0	0	0	-3 631 997 495	-100,0	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 61 Investissements exécutés par l'état	1 232 450 000	0	0	0	-1 232 450 000	-100,0	
Titre 6 - 61 Transfert en capital	2 564 550 000	0	0	0	-2 564 550 000	-100,0	
Total Budget d'Investissement	3 797 000 000	0	0	0	-3 797 000 000	-100,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	7 428 997 495	0	0	0	-7 428 997 495	-100,0	
Total Général Section 61	7 428 997 495	0	0	0	-7 428 997 495	-100,0	

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 702 474 000	1 802 197 060	0	1 802 197 060	99 723 060	5,86
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	626 211 000	849 215 000	60 000 000	909 215 000	283 004 000	45,19
Titre 4 - 62 Transferts courants	229 596 000	229 596 000	50 000 000	279 596 000	50 000 000	21,78
Total Budget de Fonctionnement	2 558 281 000	2 881 008 060	110 000 000	2 991 008 060	432 727 060	16,91
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 62 Investissements executés par l'état	9 475 000 000	9 237 000 000	0	9 237 000 000	-238 000 000	-2,51
Titre 6 - 62 Transfert en capital	2 094 000 000	3 414 000 000	0	3 414 000 000	1 320 000 000	63,04
Total Budget d'Investissement	11 569 000 000	12 651 000 000	0	12 651 000 000	1 082 000 000	9,35
TOTAL BUDGET GENERAL	14 127 281 000	15 532 008 060	110 000 000	15 642 008 060	1 514 727 060	10,72
Total Général Section 62	14 127 281 000	15 532 008 060	110 000 000	15 642 008 060	1 514 727 060	10,72
63 Ministère des Postes et des Télécommunications						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	282 863 860	336 658 040	0	336 658 040	53 794 180	19,02
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	488 284 000	164 096 000	27 000 000	191 096 000	-297 188 000	-60,86
Titre 4 - 63 Transferts courants	1 021 370 000	0	0	0	-1 021 370 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	1 792 517 860	500 754 040	27 000 000	527 754 040	-1 264 763 820	-70,56
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 63 Investissements executés par l'état	2 200 000 000	511 000 000	0	511 000 000	-1 689 000 000	-76,77
Titre 6 - 63 Transfert en capital	7 350 000 000	0	0	0	-7 350 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	9 550 000 000	511 000 000	0	511 000 000	-9 039 000 000	-94,65
TOTAL BUDGET GENERAL	11 342 517 860	1 011 754 040	27 000 000	1 038 754 040	-10 303 763 820	-90,84
Total Général Section 63	11 342 517 860	1 011 754 040	27 000 000	1 038 754 040	-10 303 763 820	-90,84
65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 546 908 840	1 332 674 060	0	1 332 674 060	-214 234 780	-13,85
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	400 410 000	220 687 000	38 715 000	259 402 000	-141 008 000	-35,22
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 613 571 000	18 613 571 000	2 000 000 000	20 613 571 000	2 000 000 000	10,74
Total Budget de Fonctionnement	20 560 889 840	20 166 932 060	2 038 715 000	22 205 647 060	1 644 757 220	8,00
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	9 544 917 000	13 446 000 000	0	13 446 000 000	3 901 083 000	40,87
Titre 6 - 65 Transfert en capital	20 628 000 000	21 054 000 000	0	21 054 000 000	426 000 000	2,07
Total Budget d'Investissement	30 172 917 000	34 500 000 000	0	34 500 000 000	4 327 083 000	14,34
TOTAL BUDGET GENERAL	50 733 806 840	54 666 932 060	2 038 715 000	56 705 647 060	5 971 840 220	11,77
Total Général Section 65	50 733 806 840	54 666 932 060	2 038 715 000	56 705 647 060	5 971 840 220	11,77

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	762 363 620	801 637 300	79 831 000	881 468 300	119 104 680	15,62	
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	267 308 000	158 456 000	80 525 000	238 981 000	-28 327 000	-10,60	
Titre 4 - 68 Transferts courants	381 822 000	653 822 000	50 000 000	703 822 000	322 000 000	84,33	
Total Budget de Fonctionnement	1 411 493 620	1 613 915 300	210 356 000	1 824 271 300	412 777 680	29,24	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 68 Investissements exécutés par l'état	22 458 780 000	29 000 000 000	0	29 000 000 000	6 541 220 000	29,13	
Titre 6 - 68 Transfert en capital	11 524 000 000	19 313 000 000	0	19 313 000 000	7 789 000 000	67,59	
Total Budget d'Investissement	33 982 780 000	48 313 000 000	0	48 313 000 000	14 330 220 000	42,17	
TOTAL BUDGET GENERAL	35 394 273 620	49 926 915 300	210 356 000	50 137 271 300	14 742 997 680	41,65	
Total Général Section 68	35 394 273 620	49 926 915 300	210 356 000	50 137 271 300	14 742 997 680	41,65	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	547 937 000	490 052 440	0	490 052 440	-57 884 560	-10,56	
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	2 554 972 000	45 000 000	2 599 972 000	-391 314 000	-13,08	
Titre 4 - 75 Transferts courants	93 258 458 000	93 105 458 000	150 000 000	93 255 458 000	-3 000 000	0,0	
Total Budget de Fonctionnement	96 797 681 000	96 150 482 440	195 000 000	96 345 482 440	-452 198 560	-0,47	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 75 Investissements exécutés par l'état	5 045 000 000	25 697 000 000	0	25 697 000 000	20 652 000 000	409,36	
Titre 6 - 75 Transfert en capital	16 175 000 000	8 155 000 000	0	8 155 000 000	-8 020 000 000	-49,58	
Total Budget d'Investissement	21 220 000 000	33 852 000 000	0	33 852 000 000	12 632 000 000	59,53	
TOTAL BUDGET GENERAL	118 017 681 000	130 002 482 440	195 000 000	130 197 482 440	12 179 801 440	10,32	
Total Général Section 75	118 017 681 000	130 002 482 440	195 000 000	130 197 482 440	12 179 801 440	10,32	
80 Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations avec les Institutions							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	172 316 540	0	0	0	-172 316 540	-100,0	
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	300 050 000	0	0	0	-300 050 000	-100,0	
Total Budget de Fonctionnement	472 366 540	0	0	0	-472 366 540	-100,0	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 80 Investissements exécutés par l'état	3 096 000 000	0	0	0	-3 096 000 000	-100,0	
Total Budget d'Investissement	3 096 000 000	0	0	0	-3 096 000 000	-100,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	3 568 366 540	0	0	0	-3 568 366 540	-100,0	
Total Général Section 80	3 568 366 540	0	0	0	-3 568 366 540	-100,0	

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total			
					Valeur Absolue	%	
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	149 555 960	0	0	0	-149 555 960	-100,0	
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	120 000 000	0	0	0	-120 000 000	-100,0	
Titre 4 - 81 Transferts courants	14 000 000	0	0	0	-14 000 000	-100,0	
Total Budget de Fonctionnement	283 555 960	0	0	0	-283 555 960	-100,0	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 81 Investissements executés par l'état	1 180 000 000	0	0	0	-1 180 000 000	-100,0	
Titre 6 - 81 Transfert en capital	32 520 000 000	0	0	0	-32 520 000 000	-100,0	
Total Budget d'Investissement	33 700 000 000	0	0	0	-33 700 000 000	-100,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	33 983 555 960	0	0	0	-33 983 555 960	-100,0	
Total Général Section 81	33 983 555 960	0	0	0	-33 983 555 960	-100,0	
82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 82 Dépenses de personnel	133 914 000	123 073 680	12 000 000	135 073 680	1 159 680	0,87	
Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement	139 527 080	102 970 000	37 000 000	139 970 000	442 920	0,32	
Titre 4 - 82 Transferts courants	1 867 301 000	3 337 078 000	1 650 000 000	4 987 078 000	3 119 777 000	167,07	
Total Budget de Fonctionnement	2 140 742 080	3 563 121 680	1 699 000 000	5 262 121 680	3 121 379 600	145,81	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 82 Investissements executés par l'état	18 096 000 000	15 762 000 000	0	15 762 000 000	-2 334 000 000	-12,90	
Titre 6 - 82 Transfert en capital	13 770 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	-3 770 000 000	-27,38	
Total Budget d'Investissement	31 866 000 000	25 762 000 000	0	25 762 000 000	-6 104 000 000	-19,16	
TOTAL BUDGET GENERAL	34 006 742 080	29 325 121 680	1 699 000 000	31 024 121 680	-2 982 620 400	-8,77	
Total Général Section 82	34 006 742 080	29 325 121 680	1 699 000 000	31 024 121 680	-2 982 620 400	-8,77	
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	2 732 020 000 000	2 797 774 470 000	71 257 530 000	2 869 032 000 000	137 012 000 000	5,02	



**SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE
PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

- **Gestion 2013 au 31 décembre 2013**
- **Gestion 2014 au 31 août 2014**



SITUATION DE LA GESTION 2013 au 31 décembre 2013



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional) au 31/12/2013

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
21 - Présidence de la République	50 775 502 000	6 175 000 000	23 988 740 450	199 501 000	81 138 743 450	77 942 247 902	3 196 495 548	77 729 666 674	96	77 307 615 181	77 307 615 181	95	77 307 615 181	77 307 615 181	0
Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	335 000 000	1 482 293 700	0	11 049 067 700	10 402 014 452	647 053 248	10 190 014 928	92	9 802 803 352	9 802 803 352	89	9 802 803 352	9 802 803 352	0
Transferts courants	14 353 728 000	4 230 000 000	7 081 596 750	0	25 665 324 750	25 015 324 750	650 000 000	25 015 324 750	97	25 015 324 750	25 015 324 750	97	25 015 324 750	25 015 324 750	0
Investissements exécutés par l'état	994 570 000	100 000 000	-74 310 000	49 501 000	1 069 761 000	630 318 700	439 442 300	629 736 996	59	594 897 079	594 897 079	56	594 897 079	594 897 079	0
Transfert en capital	26 195 430 000	1 510 000 000	15 499 160 000	150 000 000	43 354 590 000	41 894 590 000	1 460 000 000	41 894 590 000	97	41 894 590 000	41 894 590 000	97	41 894 590 000	41 894 590 000	0
22 - Assemblée Nationale	8 309 506 000	0	90 000 000	0	8 399 506 000	8 309 506 000	90 000 000	8 309 506 000	99	8 309 506 000	8 309 506 000	99	8 309 506 000	8 309 506 000	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	90 000 000	0	7 558 345 000	7 558 345 000	0	7 558 345 000	100	7 558 345 000	7 558 345 000	100	7 558 345 000	7 558 345 000	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	660 000 000	90 000 000	660 000 000	88	660 000 000	660 000 000	88	660 000 000	660 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	2 100 983 000	0	350 000 000	0	2 450 983 000	2 450 983 000	0	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	0
Transferts courants	2 100 983 000	0	350 000 000	0	2 450 983 000	2 450 983 000	0	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	100	2 450 983 000	2 450 983 000	0
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	0	674 587 000	0	0	674 587 000	674 587 000	0	674 587 000	100	674 587 000	674 587 000	100	674 587 000	674 587 000	0
Dépenses de fonctionnement	0	327 500 000	0	0	327 500 000	327 500 000	0	327 500 000	100	327 500 000	327 500 000	100	327 500 000	327 500 000	0
Transferts courants	0	347 087 000	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	108 370 000	-45 000 000	85 000 000	0	148 370 000	148 370 000	0	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	0
Dépenses de fonctionnement	108 370 000	0	40 000 000	0	148 370 000	148 370 000	0	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	100	148 370 000	148 370 000	0
Transfert en capital	0	-45 000 000	45 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
27 - Cour Suprême		1 067 933 000	-150 000 000	0	0	917 933 000	915 956 000	1 977 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0
Dépenses de fonctionnement		915 956 000	0	0	0	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0
Transferts courants		1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état		150 000 000	-150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes		1 964 952 000	0	0	0	1 964 952 000	1 066 335 498	898 616 502	1 066 136 658	54	972 424 227	972 424 227	49	972 424 227	972 424 227	0
Dépenses de fonctionnement		253 952 000	0	0	0	253 952 000	215 762 298	38 189 702	215 563 458	85	128 329 227	128 329 227	51	128 329 227	128 329 227	0
Investissements exécutés par l'état		125 000 000	0	0	0	125 000 000	57 573 200	67 426 800	57 573 200	46	51 095 000	51 095 000	41	51 095 000	51 095 000	0
Transfert en capital		1 586 000 000	0	0	0	1 586 000 000	793 000 000	793 000 000	793 000 000	50	793 000 000	793 000 000	50	793 000 000	793 000 000	0
30 - Primature		20 449 015 000	873 000 000	959 378 224	76 346 127	22 357 739 351	21 545 272 566	812 466 785	21 515 772 491	96	21 124 645 928	21 124 645 928	94	21 124 645 928	21 124 645 928	0
Dépenses de fonctionnement		3 073 274 000	-130 000 000	450 000 000	0	3 393 274 000	3 366 479 732	26 794 268	3 336 979 657	98	2 966 731 885	2 966 731 885	87	2 966 731 885	2 966 731 885	0
Transferts courants		4 975 741 000	303 000 000	224 378 224	0	5 503 119 224	5 099 378 224	403 741 000	5 099 378 224	93	5 099 378 224	5 099 378 224	93	5 099 378 224	5 099 378 224	0
Investissements exécutés par l'état		853 000 000	0	0	76 346 127	929 346 127	747 414 610	181 931 517	747 414 610	80	726 535 819	726 535 819	78	726 535 819	726 535 819	0
Transfert en capital		11 547 000 000	700 000 000	285 000 000	0	12 532 000 000	12 332 000 000	200 000 000	12 332 000 000	98	12 332 000 000	12 332 000 000	98	12 332 000 000	12 332 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de		23 890 555 000	3 515 000 000	7 646 159 560	0	35 051 714 560	34 374 255 834	677 458 726	34 332 437 355	98	11 474 014 443	11 474 014 443	33	11 474 014 443	11 474 014 443	0
Dépenses de fonctionnement		12 469 921 000	3 405 000 000	5 124 042 000	0	20 998 963 000	20 511 918 583	487 044 417	20 510 176 530	11	2 093 022 764	2 093 022 764	10	2 093 022 764	2 093 022 764	0
Transferts courants		5 210 634 000	0	2 522 117 560	0	7 732 751 560	7 707 243 145	25 508 415	7 707 243 145	100	7 707 243 145	7 707 243 145	100	7 707 243 145	7 707 243 145	0
Investissements exécutés par l'état		5 580 000 000	100 000 000	0	0	5 680 000 000	5 525 094 106	154 905 894	5 485 017 680	19	1 043 748 534	1 043 748 534	18	1 043 748 534	1 043 748 534	0
Transfert en capital		630 000 000	10 000 000	0	0	640 000 000	630 000 000	10 000 000	630 000 000	98	630 000 000	630 000 000	98	630 000 000	630 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
32 - Ministère des Forces Armées	50 464 375 000	10 767 921 000	155 817 000	1 383 007 908	62 771 120 908	57 128 521 555	5 642 599 353	57 128 521 555	91	55 678 521 951	55 678 521 951	89	55 678 521 951	55 672 521 951	6 000 000
Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	789 458 000	0	0	24 155 146 000	23 900 916 785	254 229 215	23 900 916 785	96	22 888 897 135	22 888 897 135	95	22 888 897 135	22 882 897 135	6 000 000
Transferts courants	2 313 687 000	4 185 260 000	153 000 000	0	6 651 947 000	4 908 500 378	1 743 446 622	4 908 500 378	74	4 908 500 378	4 908 500 378	74	4 908 500 378	4 908 500 378	0
Investissements exécutés par l'état	24 205 000 000	5 793 203 000	2 817 000	1 383 007 908	31 384 027 908	27 739 104 392	3 644 923 516	27 739 104 392	88	27 301 124 438	27 301 124 438	87	27 301 124 438	27 301 124 438	0
Transfert en capital	580 000 000	0	0	0	580 000 000	580 000 000	0	580 000 000	100	580 000 000	580 000 000	100	580 000 000	580 000 000	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	18 909 082 000	2 788 000 000	4 241 389 808	3 435 690 474	29 374 162 282	23 174 772 447	6 199 389 835	22 487 402 043	77	19 004 421 728	18 991 897 668	65	18 991 897 668	18 890 584 643	101 313 025
Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	778 000 000	298 002 691	0	8 181 084 691	7 208 176 739	972 907 952	6 545 631 057	80	5 811 180 214	5 811 180 214	71	5 811 180 214	5 709 867 189	101 313 025
Investissements exécutés par l'état	11 784 000 000	1 510 000 000	0	3 435 690 474	16 729 690 474	12 016 055 378	4 713 635 096	11 991 230 656	72	9 242 701 184	9 230 177 124	55	9 230 177 124	9 230 177 124	0
Transfert en capital	20 000 000	500 000 000	3 943 387 117	0	4 463 387 117	3 950 540 330	512 846 787	3 950 540 330	89	3 950 540 330	3 950 540 330	89	3 950 540 330	3 950 540 330	0
34 - Ministère de la Justice	11 113 379 000	0	352 000 000	0	11 465 379 000	10 497 959 209	967 419 791	10 446 648 320	91	9 556 063 268	9 556 063 268	83	9 552 913 268	9 335 952 311	216 960 957
Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	0	322 000 000	0	5 701 517 000	5 550 051 508	151 465 492	5 542 346 878	97	5 065 418 456	5 065 418 456	89	5 062 268 456	4 845 307 499	216 960 957
Transferts courants	1 413 862 000	0	30 000 000	0	1 443 862 000	1 217 910 000	225 952 000	1 206 396 000	84	1 206 396 000	1 206 396 000	84	1 206 396 000	1 206 396 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 320 000 000	0	0	0	4 320 000 000	3 729 997 701	590 002 299	3 697 905 442	86	3 284 248 812	3 284 248 812	76	3 284 248 812	3 284 248 812	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	1 756 829 000	63 705 000	237 102 534	13 157 000	2 070 793 534	1 934 106 662	136 686 872	1 932 986 662	93	1 924 636 856	1 924 636 856	93	1 924 636 856	1 918 042 329	6 594 527
Dépenses de fonctionnement	481 909 000	0	195 036 389	0	676 945 389	654 511 549	22 433 840	653 391 549	97	645 773 753	645 773 753	95	645 773 753	639 179 226	6 594 527
Transferts courants	254 920 000	0	0	0	254 920 000	254 920 000	0	254 920 000	100	254 920 000	254 920 000	100	254 920 000	254 920 000	0
Investissements exécutés par l'état	890 000 000	0	42 066 145	13 157 000	945 223 145	830 970 113	114 253 032	830 970 113	88	830 238 103	830 238 103	88	830 238 103	830 238 103	0
Transfert en capital	130 000 000	63 705 000	0	0	193 705 000	193 705 000	0	193 705 000	100	193 705 000	193 705 000	100	193 705 000	193 705 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6 735 097 000	0	0	196 999 975	6 932 096 975	5 379 289 102	1 552 807 873	5 377 263 828	78	5 362 897 117	5 362 897 117	77	5 362 897 117	5 346 324 800	16 572 317
Dépenses de fonctionnement	525 650 000	0	0	0	525 650 000	434 483 062	91 166 938	434 483 062	83	421 639 751	421 639 751	80	421 639 751	405 067 434	16 572 317
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	182 392 000	1 055 000	182 392 000	99	182 392 000	182 392 000	99	182 392 000	182 392 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 197 900 000	0	0	196 999 975	3 394 899 975	2 379 314 040	1 015 585 935	2 377 288 766	70	2 375 765 366	2 375 765 366	70	2 375 765 366	2 375 765 366	0
Transfert en capital	2 828 100 000	0	0	0	2 828 100 000	2 383 100 000	445 000 000	2 383 100 000	84	2 383 100 000	2 383 100 000	84	2 383 100 000	2 383 100 000	0
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	82 370 964 000	-96 000 000	10 175 101 510	0	92 450 065 510	87 545 476 119	4 904 589 391	87 545 422 439	95	87 541 986 869	87 541 986 869	95	87 541 986 869	87 539 044 393	2 942 476
Dépenses de fonctionnement	354 855 000	0	-2 898 490	0	351 956 510	339 690 564	12 265 946	339 690 564	97	336 254 994	336 254 994	96	336 254 994	333 312 518	2 942 476
Transferts courants	276 109 000	0	0	0	276 109 000	276 109 000	0	276 109 000	100	276 109 000	276 109 000	100	276 109 000	276 109 000	0
Investissements exécutés par l'état	480 000 000	0	0	0	480 000 000	477 754 042	2 245 958	477 700 362	100	477 700 362	477 700 362	100	477 700 362	477 700 362	0
Transfert en capital	81 260 000 000	-96 000 000	10 178 000 000	0	91 342 000 000	86 451 922 513	4 890 077 487	86 451 922 513	95	86 451 922 513	86 451 922 513	95	86 451 922 513	86 451 922 513	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	75 352 076 000	-746 720 000	-4 700 000 000	48 135 200	69 953 491 200	66 360 388 535	3 593 102 665	66 359 267 299	95	65 689 499 515	65 689 499 515	94	65 687 749 515	65 635 311 171	52 438 344
Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	8 280 000	0	0	1 113 230 000	1 062 527 511	50 702 489	1 061 652 511	95	953 094 011	953 094 011	86	952 594 011	900 155 667	52 438 344
Transferts courants	6 262 126 000	0	0	0	6 262 126 000	6 115 126 000	147 000 000	6 115 126 000	98	6 115 126 000	6 115 126 000	98	6 115 126 000	6 115 126 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 579 600 000	-158 600 000	0	48 135 200	4 469 135 200	2 264 413 271	2 204 721 929	2 264 167 035	51	1 702 957 751	1 702 957 751	38	1 701 707 751	1 701 707 751	0
Transfert en capital	63 405 400 000	-596 400 000	-4 700 000 000	0	58 109 000 000	56 918 321 753	1 190 678 247	56 918 321 753	98	56 918 321 753	56 918 321 753	98	56 918 321 753	56 918 321 753	0
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	104 022 062 271	-1 500 152 691	-23 540 352 314	11 256 861 247	90 238 418 513	67 514 747 683	22 723 670 830	67 395 898 744	75	63 062 510 879	62 542 516 856	69	62 396 057 719	62 318 348 281	77 709 438
Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	224 680 524	513 950 616	0	8 525 752 031	7 312 779 719	1 212 972 312	7 252 396 778	85	5 775 776 370	5 775 776 370	68	5 629 317 233	5 551 607 795	77 709 438
Transferts courants	4 295 941 380	0	292 392 655	0	4 588 334 035	4 588 334 034	1	4 588 334 034	100	4 588 334 034	4 588 334 034	100	4 588 334 034	4 588 334 034	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Investissements executés par l'état	53 822 299 000	-1 772 280 560	-19 595 463 822	3 126 601 895	35 581 156 513	26 999 633 416	8 581 523 097	26 941 173 395	76	24 084 405 938	24 084 405 938	68	24 084 405 938	24 084 405 938	0
Transfert en capital	38 116 701 000	47 447 345	-4 751 231 763	8 130 259 352	41 543 175 934	28 614 000 514	12 929 175 420	28 613 994 537	69	28 613 994 537	28 094 000 514	68	28 094 000 514	28 094 000 514	0
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	17 823 499 000	2 818 000 000	-115 320 758	82 302 050	20 608 480 292	19 480 198 415	1 128 281 877	19 479 898 415	95	19 383 045 810	19 383 045 810	94	19 383 045 810	19 379 795 830	3 249 980
Dépenses de fonctionnement	190 188 000	0	-12 287 643	0	177 900 357	175 468 804	2 431 553	175 468 804	99	142 959 799	142 959 799	80	142 959 799	139 709 819	3 249 980
Transferts courants	96 311 000	4 000 000 000	0	0	4 096 311 000	3 279 181 570	817 129 430	3 279 181 570	80	3 279 181 570	3 279 181 570	80	3 279 181 570	3 279 181 570	0
Investissements executés par l'état	2 073 000 000	0	-258 033 115	82 302 050	1 897 268 935	1 788 548 041	108 720 894	1 788 248 041	94	1 723 904 441	1 723 904 441	91	1 723 904 441	1 723 904 441	0
Transfert en capital	15 464 000 000	-1 182 000 000	155 000 000	0	14 437 000 000	14 237 000 000	200 000 000	14 237 000 000	99	14 237 000 000	14 237 000 000	99	14 237 000 000	14 237 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	7 281 272 000	437 058 699	-573 223 328	25 508 270	7 170 615 641	6 419 532 977	751 082 664	6 419 468 821	90	6 372 248 208	6 372 248 208	89	6 372 248 208	6 363 071 798	9 176 410
Dépenses de fonctionnement	426 500 000	0	-3 987 344	0	422 512 656	409 811 532	12 701 124	409 747 376	97	362 781 863	362 781 863	86	362 781 863	353 605 453	9 176 410
Transferts courants	2 364 772 000	0	-206 711 250	0	2 158 060 750	2 127 105 750	30 955 000	2 127 105 750	99	2 127 105 750	2 127 105 750	99	2 127 105 750	2 127 105 750	0
Investissements executés par l'état	1 670 000 000	0	-563 364 734	25 508 270	1 132 143 536	594 716 996	537 426 540	594 716 996	53	594 461 896	594 461 896	53	594 461 896	594 461 896	0
Transfert en capital	2 820 000 000	437 058 699	200 840 000	0	3 457 898 699	3 287 898 699	170 000 000	3 287 898 699	95	3 287 898 699	3 287 898 699	95	3 287 898 699	3 287 898 699	0
46 - Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie	7 108 448 000	1 200 000 000	0	0	8 308 448 000	6 250 281 990	2 058 166 010	6 245 375 190	75	6 003 152 801	6 003 152 801	72	5 994 389 801	5 986 366 185	8 023 616
Dépenses de fonctionnement	455 448 000	0	0	0	455 448 000	442 235 106	13 212 894	441 945 106	97	401 043 740	401 043 740	88	392 280 740	384 257 124	8 023 616
Transferts courants	15 000 000	0	0	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	0
Investissements executés par l'état	2 928 000 000	-1 022 574 000	0	0	1 905 426 000	1 569 046 884	336 379 116	1 564 430 084	82	1 363 109 061	1 363 109 061	72	1 363 109 061	1 363 109 061	0
Transfert en capital	3 710 000 000	2 222 574 000	0	0	5 932 574 000	4 224 000 000	1 708 574 000	4 224 000 000	71	4 224 000 000	4 224 000 000	71	4 224 000 000	4 224 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines		0	0	1 099 384 086	0	1 099 384 086	733 540 650	365 843 436	733 540 650	67	714 357 250	714 357 250	65	714 357 250	711 779 920	2 577 330
Dépenses de fonctionnement		0	0	26 274 987	0	26 274 987	24 442 128	1 832 859	24 442 128	93	23 691 728	23 691 728	90	23 691 728	21 114 398	2 577 330
Transferts courants		0	0	206 711 250	0	206 711 250	206 711 250	0	206 711 250	100	206 711 250	206 711 250	100	206 711 250	206 711 250	0
Investissements exécutés par l'état		0	-100 000 000	821 397 849	0	721 397 849	457 387 272	264 010 577	457 387 272	63	438 954 272	438 954 272	61	438 954 272	438 954 272	0
Transfert en capital		0	100 000 000	45 000 000	0	145 000 000	45 000 000	100 000 000	45 000 000	31	45 000 000	45 000 000	31	45 000 000	45 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens		874 294 000	5 325 947 000	7 075 865	29 736 953	6 237 053 818	5 143 877 801	1 093 176 017	5 142 147 299	82	5 072 777 580	5 072 777 580	81	5 072 777 580	5 072 077 740	699 840
Dépenses de fonctionnement		186 417 000	23 032 000	7 075 865	0	216 524 865	211 700 240	4 824 625	211 500 240	98	203 674 417	203 674 417	94	203 674 417	202 974 577	699 840
Transferts courants		43 877 000	4 952 915 000	0	0	4 996 792 000	3 960 381 576	1 036 410 424	3 960 381 576	79	3 960 381 576	3 960 381 576	79	3 960 381 576	3 960 381 576	0
Investissements exécutés par l'état		494 000 000	0	0	29 736 953	523 736 953	471 795 985	51 940 968	470 265 483	90	408 721 587	408 721 587	78	408 721 587	408 721 587	0
Transfert en capital		150 000 000	350 000 000	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale		146 144 241 000	1 800 000 000	1 284 757 750	2 428 363 008	151 657 361 758	132 660 197 252	18 997 164 506	132 598 728 423	87	130 254 732 920	130 254 732 920	86	130 249 376 588	122 288 794 930	7 960 581 658
Dépenses de fonctionnement		120 482 836 000	1 800 000 000	241 661 000	0	122 524 497 000	119 857 375 157	2 667 121 843	119 796 059 078	26	118 154 428 651	118 154 428 651	96	118 149 072 319	110 188 490 661	7 960 581 658
Transferts courants		2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	2 002 267 480	15 137 520	2 002 267 480	99	2 002 267 480	2 002 267 480	99	2 002 267 480	2 002 267 480	0
Investissements exécutés par l'état		18 483 000 000	-15 000 000	1 043 096 750	2 428 363 008	21 939 459 758	5 684 812 615	16 254 647 143	5 684 659 865	26	4 982 294 789	4 982 294 789	23	4 982 294 789	4 982 294 789	0
Transfert en capital		5 161 000 000	15 000 000	0	0	5 176 000 000	5 115 742 000	60 258 000	5 115 742 000	99	5 115 742 000	5 115 742 000	99	5 115 742 000	5 115 742 000	0
52 - Ministère des Sports		4 644 515 000	470 000 000	671 996 095	0	5 786 511 095	5 184 608 749	601 902 346	4 948 579 186	86	4 783 058 055	4 783 058 055	83	4 783 058 055	4 770 187 838	12 870 217
Dépenses de fonctionnement		1 894 240 000	421 900 000	571 996 095	0	2 888 136 095	2 790 095 432	98 040 663	2 554 065 869	87	2 466 972 579	2 466 972 579	85	2 466 972 579	2 454 102 362	12 870 217
Transferts courants		500 275 000	-11 900 000	0	0	488 375 000	486 350 000	2 025 000	486 350 000	100	486 350 000	486 350 000	100	486 350 000	486 350 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état		2 250 000 000	60 000 000	100 000 000	0	2 410 000 000	1 908 163 317	501 836 683	1 908 163 317	79	1 829 735 476	1 829 735 476	76	1 829 735 476	1 829 735 476	0
53 - Ministère de la Culture et de la Communication		5 979 773 000	3 727 000	25 000 000	151 166 090	6 159 666 090	5 098 745 555	1 060 920 535	5 098 551 021	83	5 082 780 074	5 082 780 074	83	5 082 780 074	5 066 077 506	16 702 568
Dépenses de fonctionnement		457 367 000	3 727 000	0	0	461 094 000	422 265 737	38 828 263	422 071 203	92	406 300 256	406 300 256	88	406 300 256	389 597 688	16 702 568
Transferts courants		3 522 406 000	0	25 000 000	0	3 547 406 000	3 490 872 000	56 534 000	3 490 872 000	98	3 490 872 000	3 490 872 000	98	3 490 872 000	3 490 872 000	0
Investissements executés par l'état		672 000 000	0	0	151 166 090	823 166 090	32 056 978	791 109 112	32 056 978	4	32 056 978	32 056 978	4	32 056 978	32 056 978	0
Transfert en capital		1 328 000 000	0	0	0	1 328 000 000	1 153 550 840	174 449 160	1 153 550 840	87	1 153 550 840	1 153 550 840	87	1 153 550 840	1 153 550 840	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		68 341 930 000	-3 524 352 000	1 000 000 000	1 617 209 430	67 434 787 430	60 553 976 281	6 880 811 149	60 376 753 266	90	57 275 704 460	57 275 704 460	85	57 270 707 172	56 925 915 760	344 791 412
Dépenses de fonctionnement		10 235 685 000	0	0	0	10 235 685 000	9 886 289 695	349 395 305	9 734 498 205	95	8 722 910 445	8 722 910 445	85	8 717 913 157	8 373 121 745	344 791 412
Transferts courants		27 556 245 000	975 648 000	0	0	28 531 893 000	28 338 362 064	193 530 936	28 338 362 064	99	28 338 362 064	28 338 362 064	99	28 338 362 064	28 338 362 064	0
Investissements executés par l'état		16 788 000 000	100 000 000	0	1 617 209 430	18 505 209 430	12 417 324 522	6 087 884 908	12 391 892 997	67	10 302 431 951	10 302 431 951	56	10 302 431 951	10 302 431 951	0
Transfert en capital		13 762 000 000	-4 600 000 000	1 000 000 000	0	10 162 000 000	9 912 000 000	250 000 000	9 912 000 000	98	9 912 000 000	9 912 000 000	98	9 912 000 000	9 912 000 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction		2 968 212 000	0	0	3 000 000	2 971 212 000	2 713 457 016	257 754 984	2 691 516 162	91	2 597 450 580	2 597 450 580	87	2 597 450 580	2 566 962 604	30 487 976
Dépenses de fonctionnement		674 267 000	0	0	0	674 267 000	623 016 444	51 250 556	622 796 444	80	539 041 060	539 041 060	80	539 041 060	508 553 084	30 487 976
Transferts courants		1 048 945 000	0	0	0	1 048 945 000	1 048 805 000	140 000	1 048 805 000	100	1 048 805 000	1 048 805 000	100	1 048 805 000	1 048 805 000	0
Investissements executés par l'état		820 000 000	0	0	3 000 000	823 000 000	616 635 572	206 364 428	594 914 718	72	584 604 520	584 604 520	71	584 604 520	584 604 520	0
Transfert en capital		425 000 000	0	0	0	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	100	425 000 000	425 000 000	100	425 000 000	425 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 358 509 000	0	100 000 000	307 606 937	10 766 115 937	9 571 530 894	1 194 585 043	9 527 385 912	88	8 827 168 626	8 827 168 626	82	8 827 168 626	8 736 476 446	90 692 180
Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	0	0	0	3 257 219 000	2 974 916 737	282 302 263	2 960 638 486	90	2 389 110 605	2 389 110 605	73	2 389 110 605	2 298 418 425	90 692 180
Transferts courants	751 290 000	0	0	0	751 290 000	751 290 000	0	751 290 000	100	751 290 000	751 290 000	100	751 290 000	751 290 000	0
Investissements executés par l'état	4 128 000 000	0	100 000 000	307 606 937	4 535 606 937	3 623 824 157	911 782 780	3 593 957 426	79	3 465 268 021	3 465 268 021	76	3 465 268 021	3 465 268 021	0
Transfert en capital	2 222 000 000	0	0	0	2 222 000 000	2 221 500 000	500 000	2 221 500 000	100	2 221 500 000	2 221 500 000	100	2 221 500 000	2 221 500 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	8 993 312 000	389 924 322	1 500 000 000	913 062 500	11 796 298 822	8 943 389 286	2 852 909 536	8 939 164 356	76	8 758 761 597	8 758 761 597	74	8 758 761 597	8 749 521 918	9 239 679
Dépenses de fonctionnement	973 818 000	0	0	0	973 818 000	918 514 523	55 303 477	918 144 523	94	809 998 392	809 998 392	83	809 998 392	800 758 713	9 239 679
Transferts courants	1 058 494 000	38 000 000	0	0	1 096 494 000	1 078 216 000	18 278 000	1 078 216 000	98	1 078 216 000	1 078 216 000	98	1 078 216 000	1 078 216 000	0
Investissements executés par l'état	4 229 000 000	0	0	913 062 500	5 142 062 500	2 362 734 441	2 779 328 059	2 358 879 511	46	2 286 622 883	2 286 622 883	44	2 286 622 883	2 286 622 883	0
Transfert en capital	2 732 000 000	351 924 322	1 500 000 000	0	4 583 924 322	4 583 924 322	0	4 583 924 322	100	4 583 924 322	4 583 924 322	100	4 583 924 322	4 583 924 322	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	16 111 543 000	-3 167 741 816	3 000 000 000	1 890 000 000	17 833 801 184	14 041 289 740	3 792 511 444	14 036 700 967	79	13 407 800 719	13 407 800 719	75	13 408 393 019	12 918 291 417	490 101 602
Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	52 000 000	0	0	7 462 858 000	7 326 842 757	136 015 243	7 322 253 984	45	7 081 190 194	7 081 190 194	95	7 081 782 494	6 591 680 892	490 101 602
Transferts courants	1 276 685 000	0	0	0	1 276 685 000	1 273 075 200	3 609 800	1 273 075 200	100	1 273 075 200	1 273 075 200	100	1 273 075 200	1 273 075 200	0
Investissements executés par l'état	3 672 000 000	0	0	645 000 000	4 317 000 000	2 380 214 148	1 936 785 852	2 380 214 148	55	1 992 377 690	1 992 377 690	46	1 992 377 690	1 992 377 690	0
Transfert en capital	3 752 000 000	-3 219 741 816	3 000 000 000	1 245 000 000	4 777 258 184	3 061 157 635	1 716 100 549	3 061 157 635	64	3 061 157 635	3 061 157 635	64	3 061 157 635	3 061 157 635	0
60 - Charges non Réparties	216 419 925 729	29 987 127 000	-44 330 340 734	0	202 076 711 995	178 783 404 371	23 293 307 624	178 772 851 491	88	177 589 933 265	177 589 933 265	88	177 589 847 472	177 568 003 328	21 844 144
Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	10 971 916 000	-42 267 068 734	0	89 554 560 745	80 232 103 820	9 322 456 925	80 221 550 940	89	79 038 632 714	79 038 632 714	88	79 038 546 921	79 016 702 777	21 844 144
Transferts courants	95 570 212 250	17 500 000 000	-548 455 000	0	112 521 757 250	98 551 300 551	13 970 456 699	98 551 300 551	88	98 551 300 551	98 551 300 551	88	98 551 300 551	98 551 300 551	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état		0	1 515 211 000	-1 514 817 000	0	394 000	0	394 000	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan		0	5 319 476	773 335 971	0	778 655 447	653 469 078	125 186 369	652 636 054	84	648 122 519	648 122 519	83	648 122 519	645 233 061	2 889 458
Dépenses de fonctionnement		0	319 476	39 287 784	0	39 607 260	27 289 222	12 318 038	27 289 222	69	22 775 687	22 775 687	58	22 775 687	19 886 229	2 889 458
Transferts courants		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état		0	5 000 000	559 210 868	0	564 210 868	455 842 537	108 368 331	455 009 513	81	455 009 513	455 009 513	81	455 009 513	455 009 513	0
Transfert en capital		0	0	174 837 319	0	174 837 319	170 337 319	4 500 000	170 337 319	97	170 337 319	170 337 319	97	170 337 319	170 337 319	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		6 384 307 000	250 000 000	0	495 761 264	7 130 068 264	6 468 436 364	661 631 900	6 462 314 244	91	6 382 289 111	6 382 289 111	90	6 382 289 111	6 361 202 539	21 086 572
Dépenses de fonctionnement		579 711 000	0	0	0	579 711 000	561 259 116	18 451 884	558 759 168	96	542 321 510	542 321 510	94	542 321 510	521 234 938	21 086 572
Transferts courants		204 596 000	0	0	0	204 596 000	204 596 000	0	204 596 000	100	204 596 000	204 596 000	100	204 596 000	204 596 000	0
Investissements executés par l'état		4 165 000 000	250 000 000	0	445 761 264	4 860 761 264	4 217 581 248	643 180 016	4 213 959 076	87	4 150 371 601	4 150 371 601	85	4 150 371 601	4 150 371 601	0
Transfert en capital		1 435 000 000	0	0	50 000 000	1 485 000 000	1 485 000 000	0	1 485 000 000	100	1 485 000 000	1 485 000 000	100	1 485 000 000	1 485 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications		4 824 654 000	3 474 279 047	1 755 957 000	11 000 000	10 065 890 047	8 599 273 498	1 466 616 549	8 599 213 498	85	8 594 130 258	8 594 130 258	85	8 594 130 258	8 594 130 258	0
Dépenses de fonctionnement		588 284 000	0	0	0	588 284 000	580 568 619	7 715 381	580 508 619	99	575 425 379	575 425 379	98	575 425 379	575 425 379	0
Transferts courants		921 370 000	0	100 000 000	0	1 021 370 000	1 021 370 000	0	1 021 370 000	100	1 021 370 000	1 021 370 000	100	1 021 370 000	1 021 370 000	0
Investissements executés par l'état		565 000 000	0	0	11 000 000	576 000 000	417 098 832	158 901 168	417 098 832	72	417 098 832	417 098 832	72	417 098 832	417 098 832	0
Transfert en capital		2 750 000 000	3 474 279 047	1 655 957 000	0	7 880 236 047	6 580 236 047	1 300 000 000	6 580 236 047	84	6 580 236 047	6 580 236 047	84	6 580 236 047	6 580 236 047	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de	38 644 711 000	0	0	0	38 644 711 000	38 088 580 066	556 130 934	38 088 230 066	99	38 067 010 918	38 067 010 918	99	38 067 010 918	38 053 640 954	13 369 964
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	385 314 315	15 095 685	384 964 315	96	363 745 167	363 745 167	91	363 745 167	350 375 203	13 369 964
Transferts courants	18 326 301 000	0	0	0	18 326 301 000	18 326 300 998	2	18 326 300 998	100	18 326 300 998	18 326 300 998	100	18 326 300 998	18 326 300 998	0
Investissements executés par l'état	990 000 000	0	0	0	990 000 000	648 964 753	341 035 247	648 964 753	66	648 964 753	648 964 753	66	648 964 753	648 964 753	0
Transfert en capital	18 928 000 000	0	0	0	18 928 000 000	18 728 000 000	200 000 000	18 728 000 000	99	18 728 000 000	18 728 000 000	99	18 728 000 000	18 728 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	25 498 430 000	2 211 593 963	-7 037 359 132	1 152 054 495	21 824 719 326	16 970 370 443	4 854 348 883	16 862 192 990	77	16 187 414 599	16 187 414 599	74	16 187 414 599	16 178 864 332	8 550 267
Dépenses de fonctionnement	249 808 000	0	0	0	249 808 000	245 258 276	4 549 724	245 258 276	98	241 558 954	241 558 954	97	241 558 954	233 008 687	8 550 267
Transferts courants	248 622 000	0	73 200 000	0	321 822 000	321 822 000	0	321 822 000	100	321 822 000	321 822 000	100	321 822 000	321 822 000	0
Investissements executés par l'état	7 047 000 000	138 000 000	0	1 152 054 495	8 337 054 495	5 559 305 299	2 777 749 196	5 451 127 846	65	4 780 048 777	4 780 048 777	57	4 780 048 777	4 780 048 777	0
Transfert en capital	17 953 000 000	2 073 593 963	-7 110 559 132	0	12 916 034 831	10 843 984 868	2 072 049 963	10 843 984 868	84	10 843 984 868	10 843 984 868	84	10 843 984 868	10 843 984 868	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	93 828 744 000	13 132 627 000	30 110 400 000	48 530 072	137 120 301 072	129 794 756 718	7 325 544 354	129 794 756 718	95	129 539 981 986	129 539 981 986	94	129 539 981 986	129 425 832 563	114 149 423
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	270 000 000	100 000 000	0	3 361 286 000	2 962 952 719	398 333 281	2 962 952 719	52	2 773 177 987	2 773 177 987	83	2 773 177 987	2 659 028 564	114 149 423
Transferts courants	80 933 458 000	12 564 627 000	23 510 400 000	0	117 008 485 000	111 272 864 949	5 735 620 051	111 272 864 949	95	111 272 864 949	111 272 864 949	95	111 272 864 949	111 272 864 949	0
Investissements executés par l'état	2 027 000 000	-1 160 000 000	0	48 530 072	915 530 072	451 939 050	463 591 022	451 939 050	49	386 939 050	386 939 050	42	386 939 050	386 939 050	0
Transfert en capital	7 877 000 000	1 458 000 000	6 500 000 000	0	15 835 000 000	15 107 000 000	728 000 000	15 107 000 000	95	15 107 000 000	15 107 000 000	95	15 107 000 000	15 107 000 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	75 000 000	0	542 077 834	0	617 077 834	559 204 617	57 873 217	546 314 617	89	520 256 381	520 256 381	84	520 256 381	520 256 381	0
Dépenses de fonctionnement	75 000 000	0	73 979	0	75 073 979	74 246 851	827 128	74 246 851	99	66 184 642	66 184 642	88	66 184 642	66 184 642	0
Investissements executés par l'état	0	0	542 003 855	0	542 003 855	484 957 766	57 046 089	472 067 766	87	454 071 739	454 071 739	84	454 071 739	454 071 739	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	3 904 000 000	8 032 600 000	11 830 000 000	0	23 766 600 000	23 743 959 702	22 640 298	23 743 959 702	100	23 742 409 702	23 742 409 702	100	23 742 409 702	23 742 409 702	0
Dépenses de fonctionnement	90 000 000	0	0	0	90 000 000	81 359 702	8 640 298	81 359 702	90	79 809 702	79 809 702	89	79 809 702	79 809 702	0
Transferts courants	14 000 000	0	0	0	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 800 000 000	8 032 600 000	11 830 000 000	0	23 662 600 000	23 662 600 000	0	23 662 600 000	100	23 662 600 000	23 662 600 000	100	23 662 600 000	23 662 600 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et	0	0	5 857 979 630	0	5 857 979 630	5 723 797 429	134 182 201	5 716 792 208	98	5 700 743 121	5 700 743 121	97	5 700 743 121	5 700 743 121	0
Dépenses de fonctionnement	0	0	29 728 600	0	29 728 600	20 548 867	9 179 733	20 548 867	69	4 499 780	4 499 780	15	4 499 780	4 499 780	0
Transferts courants	0	0	1 339 858 250	0	1 339 858 250	1 339 858 250	0	1 339 858 250	100	1 339 858 250	1 339 858 250	100	1 339 858 250	1 339 858 250	0
Investissements exécutés par l'état	0	0	263 392 780	0	263 392 780	138 390 312	125 002 468	131 385 091	50	131 385 091	131 385 091	50	131 385 091	131 385 091	0
Transfert en capital	0	0	4 225 000 000	0	4 225 000 000	4 225 000 000	0	4 225 000 000	100	4 225 000 000	4 225 000 000	100	4 225 000 000	4 225 000 000	0
Totaux (1)	1 145 600 000 000	85 165 450 000	27 542 057 051	25 765 000 000	1 284 072 507 051	1 153 142 654 004	130 929 853 047	1 151 293 897 324	90	1 106 703 970 502	1 106 171 452 419	86	1 106 001 483 169	1 096 359 867 789	9 641 615 380



SITUATION DE LA GESTION 2014 au 31 août 2014



**SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional) à la date du 31/08/2014**

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= 9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
21 - Présidence de la République	38 177 988 000	0	9 841 664 460	1 000 000 000	49 019 652 460	37 897 410 555	11 122 241 905	37 261 840 206	76	36 527 996 967	36 084 508 781	74	35 944 941 351	33 444 250 470	2 500 690 881
Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	0	959 471 460	0	10 157 009 460	8 179 852 550	1 977 156 910	7 708 298 813	76	7 160 255 372	6 957 632 186	69	6 832 063 804	4 334 255 423	2 497 808 381
Transferts courants	13 066 342 000	0	6 481 693 000	0	19 548 035 000	18 272 709 500	1 275 325 500	18 272 709 500	93	18 272 709 500	18 036 459 500	92	18 036 459 500	18 036 459 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 948 108 000	0	1 750 500 000	0	3 698 608 000	594 848 505	3 103 759 495	530 831 893	14	345 032 095	340 417 095	9	326 418 047	323 535 547	2 882 500
Transfert en capital	13 966 000 000	0	650 000 000	1 000 000 000	15 616 000 000	10 850 000 000	4 766 000 000	10 750 000 000	69	10 750 000 000	10 750 000 000	69	10 750 000 000	10 750 000 000	0
22 - Assemblée Nationale	8 415 506 000	0	0	0	8 415 506 000	6 433 695 600	1 981 810 400	6 433 695 600	76	6 433 695 600	6 433 695 600	76	6 433 695 600	6 433 695 600	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	0	0	7 468 345 000	5 836 195 600	1 632 149 400	5 836 195 600	78	5 836 195 600	5 836 195 600	78	5 836 195 600	5 836 195 600	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	67 500 000	23 661 000	67 500 000	74	67 500 000	67 500 000	74	67 500 000	67 500 000	0
Transfert en capital	856 000 000	0	0	0	856 000 000	530 000 000	326 000 000	530 000 000	62	530 000 000	530 000 000	62	530 000 000	530 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	2 540 983 000	560 000 000	2 540 983 000	82	2 540 983 000	2 540 983 000	82	2 540 983 000	2 400 000 000	140 983 000
Transferts courants	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	2 540 983 000	560 000 000	2 540 983 000	82	2 540 983 000	2 540 983 000	82	2 540 983 000	2 400 000 000	140 983 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 752 087 000	0	0	0	2 752 087 000	2 752 087 000	0	2 752 087 000	100	2 752 087 000	2 752 087 000	100	2 752 087 000	2 752 087 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0	0	0	1 655 000 000	1 655 000 000	0	1 655 000 000	100	1 655 000 000	1 655 000 000	100	1 655 000 000	1 655 000 000	0
Transferts courants	347 087 000	0	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	172 370 000	0	0	0	172 370 000	172 000 000	370 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	128 370 000	0	0	0	128 370 000	128 000 000	370 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8=(9/5)*100)	(10)	(11)	(12=(11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	686 967 000	380 966 000	686 967 000	64	686 967 000	686 967 000	64	686 967 000	686 967 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	686 967 000	228 989 000	686 967 000	75	686 967 000	686 967 000	75	686 967 000	686 967 000	0
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	1 288 952 000	0	0	0	1 288 952 000	792 594 071	496 357 929	765 421 101	59	703 435 744	703 435 744	55	701 134 744	701 134 744	0
Dépenses de fonctionnement	263 952 000	0	0	0	263 952 000	151 354 071	112 597 929	144 181 101	55	103 435 744	103 435 744	39	101 134 744	101 134 744	0
Transferts courants	900 000 000	0	0	0	900 000 000	600 000 000	300 000 000	600 000 000	67	600 000 000	600 000 000	67	600 000 000	600 000 000	0
Investissements executés par l'état	125 000 000	0	0	0	125 000 000	41 240 000	83 760 000	21 240 000	17	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	18 661 249 000	0	2 650 000 000	0	21 311 249 000	19 111 953 950	2 199 295 050	17 565 919 223	82	17 212 668 357	17 205 983 943	81	17 190 242 320	16 137 464 663	1 052 777 657
Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	0	0	0	3 416 874 000	3 268 267 427	148 606 573	2 681 156 800	78	2 548 664 492	2 541 980 078	74	2 529 238 455	2 368 684 582	160 553 873
Transferts courants	4 197 375 000	0	150 000 000	0	4 347 375 000	4 218 935 000	128 440 000	4 118 935 000	95	4 118 935 000	4 118 935 000	95	4 115 935 000	3 273 500 000	842 435 000
Investissements executés par l'état	650 000 000	0	0	0	650 000 000	415 251 523	234 748 477	399 327 423	61	178 568 865	178 568 865	27	178 568 865	128 780 081	49 788 784
Transfert en capital	10 397 000 000	0	2 500 000 000	0	12 897 000 000	11 209 500 000	1 687 500 000	10 366 500 000	80	10 366 500 000	10 366 500 000	80	10 366 500 000	10 366 500 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de	33 960 555 000	0	2 795 300 000	0	36 755 855 000	31 851 370 612	4 904 484 388	30 105 007 849	82	7 425 361 016	7 239 444 566	20	6 727 421 930	6 678 612 596	48 809 334
Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	0	2 345 300 000	0	24 315 221 000	21 449 932 862	2 865 288 138	20 941 330 702	9	2 062 463 260	1 946 427 150	8	1 931 390 810	1 882 581 476	48 809 334
Transferts courants	5 710 634 000	0	450 000 000	0	6 160 634 000	5 912 910 520	247 723 480	4 680 149 577	76	4 664 225 800	4 594 345 460	75	4 554 312 314	4 554 312 314	0
Investissements executés par l'état	4 980 000 000	0	0	0	4 980 000 000	3 838 527 230	1 141 472 770	3 833 527 570	1	48 671 956	48 671 956	1	41 718 806	41 718 806	0
Transfert en capital	1 300 000 000	0	0	0	1 300 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	50	650 000 000	650 000 000	50	200 000 000	200 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
32 - Ministère des Forces Armées	51 485 375 000	0	3 137 375 039	1 655 933 663	56 278 683 702	44 895 877 512	11 382 806 190	44 792 048 712	80	39 672 175 682	37 569 335 593	67	37 399 864 291	29 322 273 422	8 077 590 869
Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	0	2 025 000 000	0	25 600 688 000	20 800 011 495	4 800 676 505	20 696 182 695	79	18 255 902 699	17 052 052 178	67	16 882 580 876	14 317 868 203	2 564 712 673
Transferts courants	2 359 687 000	0	0	0	2 359 687 000	1 928 116 900	431 570 100	1 928 116 900	82	1 928 116 900	1 928 116 900	82	1 928 116 900	1 811 088 200	117 028 700
Investissements exécutés par l'état	24 686 000 000	0	867 375 039	1 655 933 663	27 209 308 702	21 308 749 117	5 900 559 585	21 308 749 117	78	18 629 156 083	17 730 166 515	65	17 730 166 515	12 626 317 019	5 103 849 496
Transfert en capital	864 000 000	0	245 000 000	0	1 109 000 000	859 000 000	250 000 000	859 000 000	77	859 000 000	859 000 000	77	859 000 000	567 000 000	292 000 000
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	29 550 214 000	0	3 535 000 000	2 938 167 173	36 023 381 173	29 003 180 175	7 020 200 998	26 173 127 154	73	18 140 420 424	17 367 723 385	48	16 420 028 959	14 733 641 794	1 686 387 165
Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	0	2 975 000 000	0	13 425 214 000	10 193 450 432	3 231 763 568	8 651 449 319	55	5 873 356 987	5 154 836 652	38	4 315 844 988	3 136 842 883	1 179 002 105
Transferts courants	4 000 000 000	0	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	100	4 000 000 000	4 000 000 000	100	4 000 000 000	4 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 280 000 000	0	0	2 938 167 173	16 218 167 173	13 230 029 743	2 988 137 430	12 441 977 835	77	7 187 363 437	7 133 186 733	44	7 024 483 971	6 517 098 911	507 385 060
Transfert en capital	1 820 000 000	0	560 000 000	0	2 380 000 000	1 579 700 000	800 300 000	1 079 700 000	45	1 079 700 000	1 079 700 000	45	1 079 700 000	1 079 700 000	0
34 - Ministère de la Justice	11 286 829 000	0	500 000 000	162 311 691	11 949 140 691	6 926 609 881	5 022 530 810	6 481 253 112	54	5 298 545 022	5 296 205 367	44	5 099 687 429	4 677 956 863	421 730 566
Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	0	400 000 000	0	6 242 967 000	4 234 828 167	2 008 138 833	3 846 011 618	59	3 117 085 076	3 114 745 421	50	2 942 217 483	2 546 653 683	395 563 800
Transferts courants	1 443 862 000	0	100 000 000	0	1 543 862 000	1 405 924 000	137 938 000	1 404 556 000	91	1 404 556 000	1 404 556 000	91	1 404 556 000	1 404 556 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 600 000 000	0	0	162 311 691	3 762 311 691	1 231 857 714	2 530 453 977	1 176 685 494	31	722 903 946	722 903 946	19	698 913 946	672 747 180	26 166 766
Transfert en capital	400 000 000	0	0	0	400 000 000	54 000 000	346 000 000	54 000 000	14	54 000 000	54 000 000	14	54 000 000	54 000 000	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	2 011 079 000	0	-474 422 960	63 828 995	1 600 485 035	1 130 198 625	470 286 410	1 056 198 625	66	946 056 430	934 562 520	58	922 828 414	831 478 075	91 350 339
Dépenses de fonctionnement	476 159 000	0	-63 668 275	0	412 490 725	231 027 770	181 462 955	207 027 770	50	184 201 209	182 701 209	44	175 466 343	160 825 014	14 641 329
Transferts courants	254 920 000	0	-80 765 000	0	174 155 000	174 155 000	0	124 155 000	71	124 155 000	124 155 000	71	124 155 000	124 155 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Page 3 de 12

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Investissements exécutés par l'état	1 120 000 000	0	-259 989 685	63 828 995	923 839 310	635 015 855	288 823 455	635 015 855	69	547 700 221	537 706 311	58	533 207 071	456 498 061	76 709 010
Transfert en capital	160 000 000	0	-70 000 000	0	90 000 000	90 000 000	0	90 000 000	100	90 000 000	90 000 000	100	90 000 000	90 000 000	0
37 - Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations	0	0	749 670 703	0	749 670 703	49 769 249	699 901 454	10 577 357	1	2 915 873	2 915 873	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	0	0	90 731 279	0	90 731 279	15 568 757	75 162 522	10 577 357	12	2 915 873	2 915 873	3	0	0	0
Transferts courants	0	0	109 920 000	0	109 920 000	0	109 920 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	0	0	479 019 424	0	479 019 424	34 200 492	444 818 932	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	0	0	70 000 000	0	70 000 000	0	70 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la	0	0	899 642 167	0	899 642 167	15 642 887	883 999 280	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	0	0	428 212 721	0	428 212 721	595 000	427 617 721	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	0	0	471 429 446	0	471 429 446	15 047 887	456 381 559	0	0	0	0	0	0	0	0
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6 640 765 000	0	-1 249 952	490 939 787	7 130 454 835	3 847 747 154	3 282 707 681	3 716 094 689	52	3 182 681 011	3 131 276 661	44	3 084 030 836	2 927 813 234	156 217 602
Dépenses de fonctionnement	557 318 000	0	-1 249 952	0	556 068 048	273 577 970	282 490 078	273 427 970	49	219 896 817	217 353 176	39	206 687 911	162 731 985	43 955 926
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	177 821 000	5 626 000	177 821 000	97	177 821 000	175 112 000	95	175 112 000	175 112 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 472 400 000	0	0	490 939 787	3 963 339 787	2 087 848 184	1 875 491 603	1 956 345 719	49	1 476 463 194	1 430 311 485	36	1 393 730 925	1 281 469 249	112 261 676
Transfert en capital	2 427 600 000	0	0	0	2 427 600 000	1 308 500 000	1 119 100 000	1 308 500 000	54	1 308 500 000	1 308 500 000	54	1 308 500 000	1 308 500 000	0
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	82 331 220 000	0	3 287 897 000	1 800 000 000	87 419 117 000	42 563 692 206	44 855 424 794	42 524 936 876	49	42 425 638 588	42 425 596 588	49	42 152 800 767	42 135 497 274	17 303 493
Dépenses de fonctionnement	385 220 000	0	-137 103 000	0	248 117 000	165 298 918	82 818 082	159 298 918	64	153 204 840	153 162 840	62	149 286 204	147 454 816	1 831 388

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Investissements executés par l'état	3 500 000 000	0	0	0	3 500 000 000	335 366 458	3 164 633 542	302 611 128	9	209 406 918	209 406 918	6	190 487 733	175 015 628	15 472 105
Transfert en capital	78 446 000 000	0	3 425 000 000	1 800 000 000	83 671 000 000	42 063 026 830	41 607 973 170	42 063 026 830	50	42 063 026 830	42 063 026 830	50	41 813 026 830	41 813 026 830	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	67 574 576 000	0	0	714 859 033	68 289 435 033	37 231 744 309	31 057 690 724	37 016 453 972	54	36 543 592 536	36 513 163 701	53	36 145 688 920	32 288 519 988	3 857 168 932
Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	0	0	0	1 167 450 000	696 596 457	470 853 543	695 796 457	60	632 145 285	615 655 200	53	599 372 012	515 240 671	84 131 341
Transferts courants	6 807 126 000	0	0	0	6 807 126 000	6 479 672 500	327 453 500	6 479 672 500	95	6 479 672 500	6 479 672 500	95	6 310 197 000	6 310 197 000	0
Investissements executés par l'état	5 045 000 000	0	0	714 859 033	5 759 859 033	2 023 494 100	3 736 364 933	1 809 003 763	31	1 399 793 499	1 385 854 749	24	1 289 866 656	1 124 529 071	165 337 585
Transfert en capital	54 555 000 000	0	0	0	54 555 000 000	28 031 981 252	26 523 018 748	28 031 981 252	51	28 031 981 252	28 031 981 252	51	27 946 253 252	24 338 553 246	3 607 700 006
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	65 227 956 231	0	4 519 710 825	6 440 558 098	76 188 225 154	57 997 310 329	18 190 914 825	56 368 458 498	74	51 530 352 160	51 304 186 424	67	50 923 659 489	49 715 310 588	1 208 348 901
Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	0	298 178 555	0	11 574 319 006	5 957 394 656	5 616 924 350	5 726 279 718	49	4 773 073 160	4 733 519 768	41	4 479 335 955	4 251 235 676	228 100 279
Transferts courants	1 871 840 780	0	689 260 000	0	2 561 100 780	1 871 840 780	689 260 000	1 871 840 780	73	1 871 840 780	1 871 840 780	73	1 871 840 780	1 871 840 780	0
Investissements executés par l'état	27 128 975 000	0	1 101 599 615	2 664 680 753	30 895 255 368	30 153 179 933	742 075 435	29 956 153 665	97	26 071 253 885	25 884 641 541	84	25 857 587 794	25 377 339 172	480 248 622
Transfert en capital	24 951 000 000	0	2 430 672 655	3 775 877 345	31 157 550 000	20 014 894 960	11 142 655 040	18 814 184 335	60	18 814 184 335	18 814 184 335	60	18 714 894 960	18 214 894 960	500 000 000
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	25 665 638 000	0	3 525 877 345	257 862 522	29 449 377 867	19 772 475 795	9 676 902 072	19 169 014 466	65	19 151 517 590	19 146 261 590	65	18 985 295 129	18 223 485 007	761 810 122
Dépenses de fonctionnement	146 556 000	0	0	0	146 556 000	39 962 340	106 593 660	36 750 852	25	31 954 776	29 198 776	20	27 101 504	25 901 504	1 200 000
Transferts courants	7 533 082 000	0	0	0	7 533 082 000	6 553 004 461	980 077 539	6 553 004 461	87	6 553 004 461	6 553 004 461	87	6 553 004 461	5 794 744 339	758 260 122
Investissements executés par l'état	1 205 000 000	0	0	57 862 522	1 262 862 522	969 508 994	293 353 528	369 259 153	29	356 558 353	354 058 353	28	195 189 164	192 839 164	2 350 000
Transfert en capital	16 781 000 000	0	3 525 877 345	200 000 000	20 506 877 345	12 210 000 000	8 296 877 345	12 210 000 000	60	12 210 000 000	12 210 000 000	60	12 210 000 000	12 210 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	6 665 398 000	0	-165 000 000	151 623 246	6 652 021 246	4 052 219 145	2 599 802 101	4 021 741 362	60	3 877 171 029	3 715 921 029	56	3 677 213 615	3 617 261 076	59 952 539
Dépenses de fonctionnement	419 916 000	0	0	0	419 916 000	268 273 777	151 642 223	267 094 214	64	232 546 531	232 546 531	55	226 128 917	201 802 938	24 325 979
Transferts courants	1 645 482 000	0	-165 000 000	0	1 480 482 000	1 193 659 000	286 823 000	1 193 659 000	81	1 193 659 000	1 134 909 000	77	1 134 909 000	1 134 909 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 655 000 000	0	0	151 623 246	1 806 623 246	620 286 368	1 186 336 878	590 988 148	33	480 965 498	480 965 498	27	448 675 698	413 049 138	35 626 560
Transfert en capital	2 945 000 000	0	0	0	2 945 000 000	1 970 000 000	975 000 000	1 970 000 000	67	1 970 000 000	1 867 500 000	63	1 867 500 000	1 867 500 000	0
46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	8 138 448 000	0	9 425 367 122	1 349 020 132	18 912 835 254	4 646 333 540	14 266 501 714	4 641 636 569	25	4 509 701 773	4 413 397 704	23	4 402 835 717	4 317 178 424	85 657 293
Dépenses de fonctionnement	523 448 000	0	8 784 821	0	532 232 821	269 703 629	262 529 192	265 894 244	50	200 328 820	191 854 470	36	185 292 483	162 617 476	22 675 007
Transferts courants	15 000 000	0	14 000 000	0	29 000 000	15 000 000	14 000 000	15 000 000	52	15 000 000	15 000 000	52	15 000 000	15 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 116 000 000	0	102 582 301	199 020 132	2 417 602 433	460 629 911	1 956 972 522	459 742 325	19	393 372 953	305 543 234	13	301 543 234	238 560 948	62 982 286
Transfert en capital	5 484 000 000	0	9 300 000 000	1 150 000 000	15 934 000 000	3 901 000 000	12 033 000 000	3 901 000 000	24	3 901 000 000	3 901 000 000	24	3 901 000 000	3 901 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	3 357 636 000	0	-50 000 000	0	3 307 636 000	2 011 644 127	1 295 991 873	2 010 593 927	61	1 829 052 865	1 794 148 835	54	1 771 294 475	1 747 327 858	23 966 617
Dépenses de fonctionnement	235 716 000	0	0	0	235 716 000	130 084 317	105 631 683	129 034 117	55	117 127 548	117 127 548	50	113 361 812	105 576 377	7 785 435
Transferts courants	917 920 000	0	0	0	917 920 000	715 291 250	202 628 750	715 291 250	78	715 291 250	715 291 250	78	715 291 250	715 291 250	0
Investissements exécutés par l'état	1 622 000 000	0	-50 000 000	0	1 572 000 000	707 268 560	864 731 440	707 268 560	45	537 634 067	502 730 037	32	483 641 413	467 460 231	16 181 182
Transfert en capital	582 000 000	0	0	0	582 000 000	459 000 000	123 000 000	459 000 000	79	459 000 000	459 000 000	79	459 000 000	459 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	10 363 978 000	0	137 103 000	8 233 300	10 509 314 300	6 087 250 456	4 422 063 844	5 889 627 456	56	5 820 655 286	5 748 681 615	55	5 716 687 075	5 611 406 299	105 280 776
Dépenses de fonctionnement	193 101 000	0	137 103 000	0	330 204 000	216 622 800	113 581 200	100 424 800	30	80 772 405	79 088 705	24	77 540 955	69 061 041	8 479 914
Transferts courants	1 020 877 000	0	0	0	1 020 877 000	915 377 000	105 500 000	915 377 000	90	915 377 000	915 377 000	90	915 377 000	915 377 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Page 6 de 12

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Investissements executés par l'état	1 298 000 000	0	0	8 233 300	1 306 233 300	703 250 656	602 982 644	621 825 656	48	572 505 881	562 215 910	43	556 769 120	459 968 258	96 800 862
Transfert en capital	7 852 000 000	0	0	0	7 852 000 000	4 252 000 000	3 600 000 000	4 252 000 000	54	4 252 000 000	4 192 000 000	53	4 167 000 000	4 167 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	148 400 241 000	0	0	2 954 159 643	151 354 400 643	87 441 211 553	63 913 189 090	87 025 323 929	57	72 019 482 283	71 930 630 190	48	68 747 607 267	57 592 357 291	11 155 249 976
Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	0	0	0	121 982 836 000	71 823 954 590	50 158 881 410	71 590 696 148	8	63 470 842 221	63 382 650 128	52	60 271 475 129	51 903 779 037	8 367 696 092
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	1 897 736 940	119 668 060	1 897 736 940	94	1 897 736 940	1 897 736 940	94	1 897 736 940	1 897 736 940	0
Investissements executés par l'état	17 755 000 000	0	0	2 954 159 643	20 709 159 643	13 169 520 023	7 539 639 620	12 986 890 841	63	6 100 903 122	6 100 243 122	29	6 028 395 198	3 240 841 314	2 787 553 884
Transfert en capital	6 645 000 000	0	0	0	6 645 000 000	550 000 000	6 095 000 000	550 000 000	8	550 000 000	550 000 000	8	550 000 000	550 000 000	0
52 - Ministère des Sports	6 262 515 000	0	345 519 117	334 816 095	6 942 850 212	4 455 668 888	2 487 181 324	4 036 179 740	58	2 633 703 192	2 630 765 862	38	2 582 670 963	2 113 598 505	469 072 458
Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	0	255 519 117	0	2 174 759 117	1 758 203 359	416 555 758	1 431 598 737	66	1 270 053 471	1 267 116 141	58	1 249 021 242	1 187 564 064	61 457 178
Transferts courants	500 275 000	0	90 000 000	0	590 275 000	443 171 111	147 103 889	443 171 111	75	443 171 111	443 171 111	75	413 171 111	413 171 111	0
Investissements executés par l'état	2 350 000 000	0	0	334 816 095	2 684 816 095	2 254 294 418	430 521 677	2 161 409 892	81	920 478 610	920 478 610	34	920 478 610	512 863 330	407 615 280
Transfert en capital	1 493 000 000	0	0	0	1 493 000 000	0	1 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	8 949 573 000	0	12 475 065 044	73 586 216	21 498 224 260	17 378 175 836	4 120 048 424	17 142 806 937	80	16 863 135 341	16 479 974 483	77	16 450 636 227	16 370 181 591	80 454 636
Dépenses de fonctionnement	457 167 000	0	50 091 514	0	507 258 514	239 332 574	267 925 940	231 487 675	46	191 250 661	184 452 933	36	179 568 053	135 596 797	43 971 256
Transferts courants	3 522 406 000	0	141 370 000	0	3 663 776 000	3 321 837 000	341 939 000	3 213 267 000	88	3 213 267 000	3 213 267 000	88	3 213 267 000	3 206 067 000	7 200 000
Investissements executés par l'état	1 072 000 000	0	25 786 400	73 586 216	1 171 372 616	323 689 132	847 683 484	323 689 132	28	84 254 550	84 254 550	7	59 801 174	30 517 794	29 283 380
Transfert en capital	3 898 000 000	0	12 257 817 130	0	16 155 817 130	13 493 317 130	2 662 500 000	13 374 363 130	83	13 374 363 130	12 998 000 000	80	12 998 000 000	12 998 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

MPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	72 081 415 000	0	3 438 150 000	1 671 813 388	77 191 378 388	45 549 682 229	31 641 696 159	45 340 255 119	59	38 218 132 964	38 210 813 238	50	36 841 196 698	34 778 914 332	2 062 282 366
Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	0	1 750 000 000	0	12 075 170 000	6 601 813 942	5 473 356 058	6 405 295 442	53	5 565 454 694	5 558 184 968	46	5 338 886 662	4 365 459 569	973 427 093
Transferts courants	28 756 245 000	0	1 550 000 000	0	30 306 245 000	22 619 126 402	7 687 118 598	22 619 126 402	75	22 619 126 402	22 619 126 402	75	21 576 660 402	20 676 660 402	900 000 000
Investissements exécutés par l'état	20 331 000 000	0	138 150 000	1 671 813 388	22 140 963 388	9 602 541 783	12 538 421 605	9 589 633 173	43	3 307 351 766	3 307 301 766	15	3 199 449 532	3 036 794 361	162 655 171
Transfert en capital	12 669 000 000	0	0	0	12 669 000 000	6 726 200 102	5 942 799 898	6 726 200 102	53	6 726 200 102	6 726 200 102	53	6 726 200 102	6 700 000 000	26 200 102
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction	4 585 667 000	0	1 777 853 883	171 818 657	6 535 339 540	3 893 698 063	2 641 641 477	3 578 885 757	55	3 371 775 215	3 371 775 215	52	3 328 171 724	3 245 295 640	82 876 084
Dépenses de fonctionnement	710 767 000	0	157 853 883	0	868 620 883	529 527 501	339 093 382	354 869 070	41	241 858 743	241 858 743	28	216 847 643	195 743 043	21 104 600
Transferts courants	1 334 900 000	0	165 000 000	0	1 499 900 000	1 393 410 000	106 490 000	1 393 410 000	93	1 393 410 000	1 393 410 000	93	1 393 410 000	1 393 410 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 425 000 000	0	0	171 818 657	1 596 818 657	715 760 562	881 058 095	575 606 687	36	481 506 472	481 506 472	30	462 914 081	401 142 597	61 771 484
Transfert en capital	1 115 000 000	0	1 455 000 000	0	2 570 000 000	1 255 000 000	1 315 000 000	1 255 000 000	49	1 255 000 000	1 255 000 000	49	1 255 000 000	1 255 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 632 009 000	0	147 249 952	475 183 184	11 254 442 136	6 899 974 065	4 354 468 071	6 796 032 448	60	6 168 927 140	6 168 927 140	55	5 861 215 831	5 402 945 643	458 270 188
Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	0	1 249 952	0	3 281 968 952	2 120 010 173	1 161 958 779	2 066 401 798	63	1 871 539 424	1 871 539 424	57	1 741 729 986	1 542 533 587	199 196 399
Transferts courants	851 290 000	0	0	0	851 290 000	652 217 500	199 072 500	652 217 500	77	652 217 500	652 217 500	77	652 217 500	652 217 500	0
Investissements exécutés par l'état	4 483 000 000	0	146 000 000	475 183 184	5 104 183 184	2 727 496 392	2 376 686 792	2 677 163 150	52	2 244 920 216	2 244 920 216	44	2 067 018 345	1 807 944 556	259 073 789
Transfert en capital	2 017 000 000	0	0	0	2 017 000 000	1 400 250 000	616 750 000	1 400 250 000	69	1 400 250 000	1 400 250 000	69	1 400 250 000	1 400 250 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	9 406 812 000	0	0	1 431 485 308	10 838 297 308	7 277 183 034	3 561 114 274	7 039 048 237	65	6 211 968 577	6 113 053 978	56	6 075 041 500	5 802 090 896	272 950 604
Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	0	0	0	1 010 318 000	546 614 749	463 703 251	546 029 410	54	473 368 094	467 788 101	46	450 593 477	420 695 852	29 897 625
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	968 440 000	128 054 000	764 064 000	70	764 064 000	764 064 000	70	764 064 000	764 064 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Investissements exécutés par l'état	4 304 600 000	0	0	1 431 485 308	5 736 085 308	3 491 728 285	2 244 357 023	3 458 554 827	60	2 704 136 483	2 635 801 877	46	2 614 984 023	2 371 931 044	243 052 979
Transfert en capital	2 995 400 000	0	0	0	2 995 400 000	2 270 400 000	725 000 000	2 270 400 000	76	2 270 400 000	2 245 400 000	75	2 245 400 000	2 245 400 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	19 785 543 000	0	0	1 582 708 730	21 368 251 730	10 036 722 052	11 331 529 678	10 013 242 922	47	8 690 143 525	8 684 668 525	41	8 553 474 920	7 795 792 318	757 682 602
Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	0	0	0	7 420 858 000	5 316 557 541	2 104 300 459	5 312 578 411	29	4 651 978 737	4 646 503 737	63	4 518 983 302	3 831 828 434	687 154 868
Transferts courants	1 364 685 000	0	0	0	1 364 685 000	1 111 512 000	253 173 000	1 111 512 000	81	1 111 512 000	1 111 512 000	81	1 110 826 000	1 104 685 116	6 140 884
Investissements exécutés par l'état	3 264 000 000	0	0	1 581 328 730	4 845 328 730	2 149 091 129	2 696 237 601	2 129 591 129	44	1 467 091 406	1 467 091 406	30	1 464 104 236	1 399 717 386	64 386 850
Transfert en capital	7 736 000 000	0	0	1 380 000	7 737 380 000	1 459 561 382	6 277 818 618	1 459 561 382	19	1 459 561 382	1 459 561 382	19	1 459 561 382	1 459 561 382	0
60 - Charges non Réparties	260 105 753 194	0	-62 843 988 442	0	197 261 764 752	123 465 183 110	73 796 581 642	123 328 183 910	63	118 276 781 404	112 791 602 576	57	112 770 648 664	112 597 160 447	173 488 217
Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	0	-26 515 300 460	0	100 197 849 514	62 143 669 431	38 054 180 083	62 006 670 231	62	56 955 267 725	54 653 443 209	55	54 632 489 297	54 459 001 080	173 488 217
Transferts courants	96 617 603 220	0	-3 368 292 000	0	93 249 311 220	61 321 513 679	31 927 797 541	61 321 513 679	66	61 321 513 679	58 138 159 367	62	58 138 159 367	58 138 159 367	0
Investissements exécutés par l'état	36 775 000 000	0	-32 960 395 982	0	3 814 604 018	0	3 814 604 018	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	6 861 625 495	0	-2 458 241 063	0	4 403 384 432	4 320 192 631	83 191 801	4 320 192 631	98	4 291 252 464	4 285 906 946	97	4 276 684 597	4 245 374 431	31 310 166
Dépenses de fonctionnement	307 585 495	0	-72 202 391	0	235 383 104	152 191 303	83 191 801	152 191 303	65	138 020 304	132 674 786	56	128 250 876	109 258 430	18 992 446
Transferts courants	2 757 040 000	0	-689 260 000	0	2 067 780 000	2 067 780 000	0	2 067 780 000	100	2 067 780 000	2 067 780 000	100	2 067 780 000	2 067 780 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 232 450 000	0	-412 228 672	0	820 221 328	820 221 328	0	820 221 328	100	805 452 160	805 452 160	98	800 653 721	788 336 001	12 317 720
Transfert en capital	2 564 550 000	0	-1 284 550 000	0	1 280 000 000	1 280 000 000	0	1 280 000 000	100	1 280 000 000	1 280 000 000	100	1 280 000 000	1 280 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 855 807 000	0	0	245 218 305	7 101 025 305	3 663 328 919	3 437 696 386	3 629 104 116	51	3 276 382 294	3 274 746 984	46	3 249 969 594	3 144 818 130	105 151 464
Dépenses de fonctionnement	626 211 000	0	0	0	626 211 000	378 821 709	247 389 291	362 193 709	58	274 005 397	274 005 397	44	255 726 807	214 803 286	40 923 521
Transferts courants	229 596 000	0	0	0	229 596 000	229 596 000	0	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	0
Investissements executés par l'état	3 906 000 000	0	0	245 218 305	4 151 218 305	1 105 911 210	3 045 307 095	1 088 314 407	26	823 780 897	822 145 587	20	815 646 787	751 418 844	64 227 943
Transfert en capital	2 094 000 000	0	0	0	2 094 000 000	1 949 000 000	145 000 000	1 949 000 000	93	1 949 000 000	1 949 000 000	93	1 949 000 000	1 949 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	10 059 654 000	0	-2 052 247 914	614 181 000	8 621 587 086	7 363 357 949	1 258 229 137	7 363 357 949	85	7 344 099 909	7 344 099 909	85	7 319 138 685	7 289 339 686	29 798 999
Dépenses de fonctionnement	488 284 000	0	-50 091 514	0	438 192 486	268 212 665	169 979 821	268 212 665	61	254 146 625	254 146 625	58	229 185 401	206 036 402	23 148 999
Transferts courants	1 021 370 000	0	-101 370 000	0	920 000 000	920 000 000	0	920 000 000	100	920 000 000	920 000 000	100	920 000 000	920 000 000	0
Investissements executés par l'état	1 200 000 000	0	-25 786 400	114 181 000	1 288 394 600	200 145 284	1 088 249 316	200 145 284	16	194 953 284	194 953 284	15	194 953 284	188 303 284	6 650 000
Transfert en capital	7 350 000 000	0	-1 875 000 000	500 000 000	5 975 000 000	5 975 000 000	0	5 975 000 000	100	5 975 000 000	5 975 000 000	100	5 975 000 000	5 975 000 000	0
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de	40 759 898 000	0	0	311 406 692	41 071 304 692	27 963 409 697	13 107 894 995	27 947 952 339	68	27 619 581 539	27 613 997 454	67	22 701 567 508	22 301 738 632	399 828 876
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	247 975 771	152 434 229	246 326 083	62	222 360 911	222 360 911	56	202 271 065	176 777 375	25 493 690
Transferts courants	18 613 571 000	0	0	0	18 613 571 000	18 613 570 998	2	18 613 570 998	100	18 613 570 998	18 613 570 998	100	18 613 570 998	18 613 570 998	0
Investissements executés par l'état	1 117 917 000	0	0	311 406 692	1 429 323 692	1 331 862 928	97 460 764	1 318 055 258	92	1 013 649 630	1 008 065 545	71	845 725 445	621 390 259	224 335 186
Transfert en capital	20 628 000 000	0	0	0	20 628 000 000	7 770 000 000	12 858 000 000	7 770 000 000	38	7 770 000 000	7 770 000 000	38	3 040 000 000	2 890 000 000	150 000 000
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	19 336 130 000	0	250 000 000	1 554 945 846	21 141 075 846	14 092 498 734	7 048 577 112	13 908 226 205	66	12 904 054 503	11 976 827 716	57	11 639 273 575	10 537 427 829	1 101 845 746
Dépenses de fonctionnement	267 308 000	0	0	0	267 308 000	167 082 075	100 225 925	167 082 075	63	150 280 975	149 780 975	56	143 144 557	131 826 763	11 317 794
Transferts courants	381 822 000	0	0	0	381 822 000	381 822 000	0	381 822 000	100	381 822 000	381 822 000	100	381 822 000	381 822 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Investissements exécutés par l'état	7 163 000 000	0	0	1 120 862 846	8 283 862 846	4 780 011 659	3 503 851 187	4 595 739 130	55	3 608 368 528	3 431 641 741	41	3 326 724 018	2 236 196 066	1 090 527 952
Transfert en capital	11 524 000 000	0	250 000 000	434 083 000	12 208 083 000	8 763 583 000	3 444 500 000	8 763 583 000	72	8 763 583 000	8 013 583 000	66	7 787 583 000	7 787 583 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	114 469 744 000	0	10 000 000 000	395 339 296	124 865 083 296	90 711 806 163	34 153 277 133	90 248 531 163	72	89 743 095 075	89 741 265 075	72	89 650 162 856	88 939 012 326	711 150 530
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	0	0	0	2 991 286 000	1 086 032 731	1 905 253 269	712 757 731	24	559 420 489	557 590 489	19	547 931 690	490 376 610	57 555 080
Transferts courants	93 258 458 000	0	10 000 000 000	0	103 258 458 000	83 904 965 866	19 353 492 134	83 814 965 866	81	83 814 965 866	83 814 965 866	81	83 746 041 866	83 144 208 116	601 833 750
Investissements exécutés par l'état	2 045 000 000	0	0	395 339 296	2 440 339 296	633 307 566	1 807 031 730	633 307 566	26	281 208 720	281 208 720	12	268 689 300	216 927 600	51 761 700
Transfert en capital	16 175 000 000	0	0	0	16 175 000 000	5 087 500 000	11 087 500 000	5 087 500 000	31	5 087 500 000	5 087 500 000	31	5 087 500 000	5 087 500 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	1 340 050 000	0	-845 734 910	0	494 315 090	493 001 736	1 313 354	493 001 736	100	429 177 426	415 346 470	84	397 183 539	335 119 642	62 063 897
Dépenses de fonctionnement	300 050 000	0	-155 275 725	0	144 774 275	144 774 275	0	144 774 275	100	137 527 575	137 527 575	95	123 363 664	103 572 278	19 791 386
Investissements exécutés par l'état	1 040 000 000	0	-690 459 185	0	349 540 815	348 227 461	1 313 354	348 227 461	100	291 649 851	277 818 895	79	273 819 875	231 547 364	42 272 511
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	32 834 000 000	0	-9 425 367 122	0	23 408 632 878	23 341 847 788	66 785 090	23 341 847 788	100	23 341 847 788	23 335 077 538	100	23 333 667 538	23 333 667 538	0
Dépenses de fonctionnement	120 000 000	0	-8 784 821	0	111 215 179	44 430 089	66 785 090	44 430 089	40	44 430 089	44 430 089	40	44 430 089	44 430 089	0
Transferts courants	14 000 000	0	-14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	180 000 000	0	-102 582 301	0	77 417 699	77 417 699	0	77 417 699	100	77 417 699	70 647 449	91	69 237 449	69 237 449	0
Transfert en capital	32 520 000 000	0	-9 300 000 000	0	23 220 000 000	23 220 000 000	0	23 220 000 000	100	23 220 000 000	23 220 000 000	100	23 220 000 000	23 220 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et	15 776 828 080	0	5 533 623 836	0	21 310 451 916	15 090 329 756	6 220 122 160	15 090 329 756	71	15 087 331 376	15 085 840 446	71	15 081 367 066	15 081 367 066	0
Dépenses de fonctionnement	139 527 080	0	-21 376 164	0	118 150 916	29 854 006	88 296 910	29 854 006	25	26 855 626	25 364 696	21	20 891 316	20 891 316	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
Transferts courants	1 867 301 000	0	0	0	1 867 301 000	1 385 475 750	481 825 250	1 385 475 750	74	1 385 475 750	1 385 475 750	74	1 385 475 750	1 385 475 750	0
Transfert en capital	13 770 000 000	0	5 555 000 000	0	19 325 000 000	13 675 000 000	5 650 000 000	13 675 000 000	71	13 675 000 000	13 675 000 000	71	13 675 000 000	13 675 000 000	0
Totaux (1)	1 266 400 000 000	0	655 817 130	28 850 000 000	1 295 905 817 130	855 908 029 381	439 997 787 749	842 798 186 436	65	763 876 542 968	752 637 802 264	58	738 711 066 813	700 461 563 918	38 249 502 895



III.- EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

TABLEAU III EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

En millions de francs

LIBELLES	LFI 2014	LOI DE FINANCES 2015			ECART	
		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LF15/LF14	Val. Relat. %
DEPENSES ORDINAIRES						
TITRE 1 dette publique	523 410	598 010		598 010	74 600	14,25%
TITRE 2 personnel	491 600	505 414	4 586	510 000	18 400	3,74%
TITRE 3 achat biens et services	379 727	328 079	31 416	359 495	-20 232	-5,33%
TITRE 4 Transfert	309 673	311 835	35 256	347 091	37 418	12,08%
TOTAL						
DEP. ORDINAIRES	1 704 410	1 743 338	71 258	1 814 596	110 186	6,46%
dont Titre 3,4 =	689 400	639 914	66 672	706 586	17 186	2,49%
TITRE 5 et 6 Investissements	942 000	962 186	0	962 186	20 186	2,14%
INTERIEURE	577 000	557 186	0	557 186	-19 814	-3,43%
EXTERIEUR	365 000	405 000	0	405 000	40 000	10,96%
TOTAL						
DEP ORD. + DEP CAP	2 646 410	2 705 524	71 258	2 776 782	130 372	4,93%
INVESTISSEMENTS						
Aut de Prog et Financem. Acquis	9 887 662	9 911 329	0	9 911 329	23 667	0,24%



IV.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**TABLEAU IV : RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

En Millions de FCFA

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2014				LOI DE FINANCES 2015			
	RECETTES	DEPENSES			RECETTES	DEPENSES		
		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES
COMPTE D'AFFECT. SPECIALE	69 360	64 216	5 144	69 360	69 650	69 360	290	69 650
dont:								
- FONDS NATIONAL RETRAITE	68 000	62 000	6 000	68 000	68 000	68 000	0	68 000
- CEPIA	950	950	0	950	950	950	0	950
- AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE	410	1 266	-856	410	700	410	290	700
COMPTE DE COMMERCE	150	150	0	150	150	150	0	150
COMPTES DE PRETS	15 300	15 300	0	15 300	17 650	15 300	2 350	17 650
COMPTES D'AVANCES	800	800	0	800	800	800	0	800
COMPTE DE GARANTIE ET AVAL	0	0	0	0	4 000	0	4 000	4 000
TOTAL GENERAL	85 610	80 466	5 144	85 610	92 250	85 610	2 640	92 250



V. - DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD

TABLEAU V
DEFICIT BUDGETAIRE**Hors ressources d'emprunt et de remboursement de dette en principal**
Engagement ISPE 16, a

En milliards de FCFA	LFI 2015			% PIB
Ressources	1 977,7			24,02%
Recettes ordinaires hors dons	1 679,70			
recettes fiscales		1601,7		
recettes non fiscales		78,0		
FSE	44,0			
Recettes exceptionnelles (ressources Mital)	25,0			
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocedés)				
Dons budgétaires	35,0			
Ressources externes	194,0			
Tirages sur subventions		194		
Charges	2361,1			28,67%
Dettes publiques (intérêt + commissions)	148,1			
Intérêts et commission dette extérieure		74,1		
Intérêts et commission dette intérieure		74		
Dépenses de personnel	510			
Autres dépenses courantes	691,514			
Dépenses de fonctionnement		371,314		
Dépenses de Transfert		320,2		
Dépenses en capital sur ressources internes	557,186			
Dépenses en capital sur ressources externes	405			
FSE	42			
Prêts rétrocedés	7,3			
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-383,40			-4,7%
PIB 2015				8 234,3



PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2015 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.371.182.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 405.000.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.776.782.000.000 de FCFA.

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.776.782.000.000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

I - Pour l'année 2015, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - Ressources internes		A- Dépenses sur ressources internes		
Recettes fiscales	1 601 700	Dette publique	598 010	
Recettes non fiscales	78 000	Dépenses de personnel	510 000	
Recettes Exceptionnelles	84 000	Autres dépenses courantes	706 586	
Remboursements Prêts et avances	3 000	Dépenses en capital sur ressources internes	557 186	
Dons budgétaires	35 000			
Emprunts	570 082			
Total ressources internes	2 371 782	Total dépenses sur ressources internes	2 371 782	0
B - Ressources externes		B - Dépenses sur ressources externes		
Tirage Dons et emprunts	405 000	Dépenses en capital sur ressources externes	405 000	
Total B	405 000	Total B	405 000	
TOTAL I= (A + B)	2 776 782	TOTAL I = (A + B)	2 776 782	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	92 250	Dépenses	92 250	0
TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)	2 869 032	TOTAL CHARGES = (1 + 2)	2 869 032	0

II. – Pour l'année 2015, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 1010.082. 000. 000 de FCFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»



DEUXIEME PARTIE :
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES**A – BUDGET GENERAL****A-1 DEPENSES COURANTES****ARTICLE 4 : Services votés**

Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2015, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de

1 743 338 470 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	598 010 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	505 414 449 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	328 078 791 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	311 835 230 000 francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2014, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 71 257 530 000 FCFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	4 585 551 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	31 416 145 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	35 255 834 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT**ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

I – Il est ouvert pour l'année 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 557.186.000.000 de FCFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	191 731 405 000 francs CFA
- Titre 6: Tranfert en capital	365 454 595 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 5.413.345.000.000 de FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2015, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 405.000.000.000 de FCFA ainsi réparties :

- Emprunt	211 000 000 000 francs CFA
- Subvention	194 000 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4.497.984.000.000 FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	3 036 756 000 000 francs CFA
- Subvention	1 461 228 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 :

I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 69.650.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 69.650.000.000 de FCFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

ARTICLE 9 : Autorisation de report

Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2015, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite.

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 150.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.

III- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industrielle et commerciale des armées », un découvert fixé à un montant de 50 000 000 de FCFA.

B-3 – COMPTES DE PRETS.**ARTICLE 11:**

I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, sont évaluées à 17.650.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 17.650.000.000 de FCFA ».

B-4 – COMPTES D'AVANCES.**ARTICLE 12:**

I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 800.000.000 de FCFA. »

B-5- Affectations comptables**ARTICLE 13:**

Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 92.250.000.000 de FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à la somme de 92.250.000.000 de FCFA. »

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 14 : Taxes parafiscales**

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2015.

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7.

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.

Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.

L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.

ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor

Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Il est institué au profit du budget de l'Etat une Contribution Spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC).

Cette contribution s'applique aux livraisons sur le marché intérieur, aux importations et aux exportations de substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Sont exonérés de la CSMC :

- *Les produits des mines et carrières lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution ;*
- *les exportations de ciment.*

La base imposable est déterminée :

- *à la vente, par le prix de cession des produits livrés tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *dans tous les autres cas, par la valeur normale des produits tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même.*

Le fait générateur de la CSMC est constitué :

- *pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;*
- *pour les substances importées, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.*
- *pour l'or, le taux de la contribution spéciale est fixé comme suit :*
 - *4% pour l'année 2014 ;*
 - *3% pour l'année 2015 ;*
 - *2% à partir de l'année 2016.*



- *Pour les autres produits, le taux de la contribution est fixé à 3%.*

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de Taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC. »



ANNEXE 1

Prévisions des recettes du Budget général

En milliers de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS LFI 2014	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2014	PREVISIONS LFI 2015	ECARTS: LFI 2014/2015	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	171 200 000	160 100 000	187 500 000	16 300 000	9,52%
Paragraphe 0712 - impôts sur les salaires et autres rémunérations	266 100 000	153 100 000	274 000 000	7 900 000	2,97%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	21 600 000	18 400 000	24 600 000	3 000 000	13,89%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	1 000 000	100 000	600 000	-400 000	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	459 900 000	331 700 000	486 700 000	26 800 000	5,83%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	805 100 000	461 900 000	801 700 000	-3 400 000	-0,42%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	37 200 000	18 200 000	37 300 000	100 000	0,27%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	236 400 000	134 900 000	242 800 000	6 400 000	2,71%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales****	22 400 000	37 500 000	33 200 000	10 800 000	48,21%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 101 100 000	652 500 000	1 115 000 000	13 900 000	1,26%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 561 000 000	984 200 000	1 601 700 000	40 700 000	2,61%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13 000 000	15 400 000	17 000 000	4 000 000	30,77%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	200 000	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	56 800 000	32 900 000	51 900 000	-4 900 000	-8,63%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2 000 000	300 000	8 900 000	6 900 000	345,00%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	72 000 000	48 800 000	78 000 000	6 000 000	8,33%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 633 000 000	1 033 000 000	1 679 700 000	46 700 000	2,86%
074 - DONS PROGRAMMES	42 000 000	24 400 000	35 000 000	-7 000 000	-16,67%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	59 000 000	33 500 000	84 000 000	25 000 000	42,37%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	136 390 000	105 000 000	170 613 000	34 223 000	25,09%
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	50 000 000	0	38 000 000	-12 000 000	-24,00%
017 AUTRES EMPRUNTS****	358 020 000	303 000 000	361 469 000	3 449 000	0,96%
Total emprunts	544 410 000	408 000 000	570 082 000	25 672 000	4,72%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	648 410 000	465 900 000	692 082 000	43 672 000	6,74%



TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	2 281 410 000	1 498 900 000	2 371 782 000	90 372 000	3,96%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	181 000 000	0	194 000 000	13 000 000	7,18%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	184 000 000	0	211 000 000	27 000 000	14,67%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	365 000 000	0	405 000 000	40 000 000	10,96%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 646 410 000	1 498 900 000	2 776 782 000	130 372 000	4,93%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	85 610 000		92 250 000	6 640 000	7,76%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	2 732 020 000	1 498 900 000	2 869 032 000	137 012 000	5,02%



ANNEXE 2

Comptes spéciaux du Trésor

En FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	68 000 000 000	68 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	200 000 000	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes	950 000 000	950 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	500 000 000	500 000 000
s/total	69 650 000 000	69 650 000 000
COMPTES DE COMMERCE		
Opér. A caractère industriel et Commerc. Des Armées	150 000 000	150 000 000
s/total	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.		
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	850 000 000	850 000 000
prêts à divers particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000
s/total	17 650 000 000	17 650 000 000
COMPTES D'AVANCES		
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
s/total	800 000 000	800 000 000
COMPTE DE GARANTIE ET AVAL		
garantie et aval	4 000 000 000	4 000 000 000
s/total	4 000 000 000	4 000 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	69 650 000 000	69 650 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS	17 650 000 000	17 650 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
COMPTE DE GARANTIE ET AVAL	4 000 000 000	4 000 000 000
total	92 250 000 000	92 250 000 000



ANNEXE 3 RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et depens	523 410 000 000	598 010 000 000
Total Dette Publique	523 410 000 000	598 010 000 000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	523 410 000 000	598 010 000 000
Total Général Section 10	523 410 000 000	598 010 000 000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 837 127 540	7 203 389 320
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	8 506 045 000
Titre 4 - 21 Transferts courants	13 066 342 000	17 089 857 000
Total Budget de Fonctionnement	27 101 007 540	32 799 291 320
TOTAL BUDGET GENERAL	27 101 007 540	32 799 291 320
Total Général Section 21	27 101 007 540	32 799 291 320
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	8 566 571 440	8 600 583 520
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	4 934 506 000
Total Budget de Fonctionnement	16 126 077 440	13 535 089 520
TOTAL BUDGET GENERAL	16 126 077 440	13 535 089 520
Total Général Section 22	16 126 077 440	13 535 089 520
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4 - 23 Transferts courants	3 100 983 000	1 600 983 000
Total Budget de Fonctionnement	3 100 983 000	1 600 983 000
TOTAL BUDGET GENERAL	3 100 983 000	1 600 983 000
Total Général Section 23	3 100 983 000	1 600 983 000



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique, Social et Environnemental		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	6 851 874 724
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0
Titre 4 - 24 Transferts courants	347 087 000	1 681 753 000
Total Budget de Fonctionnement	3 784 087 000	8 533 627 724
TOTAL BUDGET GENERAL	3 784 087 000	8 533 627 724
Total Général Section 24	3 784 087 000	8 533 627 724
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	207 528 000	246 868 200
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	128 370 000	107 830 000
Titre 4 - 25 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	335 898 000	354 698 200
TOTAL BUDGET GENERAL	335 898 000	354 698 200
Total Général Section 25	335 898 000	354 698 200
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	826 213 000	906 014 620
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	769 403 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 660 000
Total Budget de Fonctionnement	1 744 146 000	1 677 077 620
TOTAL BUDGET GENERAL	1 744 146 000	1 677 077 620
Total Général Section 27	1 744 146 000	1 677 077 620
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	765 192 400	851 379 520
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	263 952 000	220 879 000
Titre 4 - 28 Transferts courants	900 000 000	900 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 929 144 400	1 972 258 520
TOTAL BUDGET GENERAL	1 929 144 400	1 972 258 520
Total Général Section 28	1 929 144 400	1 972 258 520



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 547 034 120	1 287 465 400
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	3 143 224 000
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 197 375 000	3 880 700 000
Total Budget de Fonctionnement	9 161 283 120	8 311 389 400
TOTAL BUDGET GENERAL	9 161 283 120	8 311 389 400
Total Général Section 30	9 161 283 120	8 311 389 400
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	17 200 370 340	16 895 589 720
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	19 584 298 000
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 710 634 000	5 710 634 000
Total Budget de Fonctionnement	44 880 925 340	42 190 521 720
TOTAL BUDGET GENERAL	44 880 925 340	42 190 521 720
Total Général Section 31	44 880 925 340	42 190 521 720
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	67 122 237 060	71 310 135 900
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	21 330 975 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 359 687 000	2 359 687 000
Total Budget de Fonctionnement	93 057 612 060	95 000 797 900
TOTAL BUDGET GENERAL	93 057 612 060	95 000 797 900
Total Général Section 32	93 057 612 060	95 000 797 900
33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	26 858 895 000	30 344 513 600
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	4 350 075 000
Titre 4 - 33 Transferts courants	4 000 000 000	4 000 000 000
Total Budget de Fonctionnement	41 309 109 000	38 694 588 600
TOTAL BUDGET GENERAL	41 309 109 000	38 694 588 600
Total Général Section 33	41 309 109 000	38 694 588 600



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	17 565 489 640	18 022 702 660
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	4 636 589 000
Titre 4 - 34 Transferts courants	1 443 862 000	1 443 862 000
Total Budget de Fonctionnement	24 852 318 640	24 103 153 660
TOTAL BUDGET GENERAL	24 852 318 640	24 103 153 660
Total Général Section 34	24 852 318 640	24 103 153 660
35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 476 181 400	729 539 880
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	476 159 000	340 089 000
Titre 4 - 35 Transferts courants	254 920 000	0
Total Budget de Fonctionnement	2 207 260 400	1 069 628 880
TOTAL BUDGET GENERAL	2 207 260 400	1 069 628 880
Total Général Section 35	2 207 260 400	1 069 628 880
37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	0	944 500 160
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	0	186 120 000
Titre 4 - 37 Transferts courants	0	254 920 000
Total Budget de Fonctionnement	0	1 385 540 160
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 385 540 160
Total Général Section 37	0	1 385 540 160
38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	162 331 180
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	250 000 000
Total Budget de Fonctionnement	0	412 331 180
TOTAL BUDGET GENERAL	0	412 331 180
Total Général Section 38	0	412 331 180



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 148 649 000	1 147 614 160
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	557 318 000	554 999 000
Titre 4 - 40 Transferts courants	183 447 000	183 447 000
Total Budget de Fonctionnement	1 889 414 000	1 886 060 160
TOTAL BUDGET GENERAL	1 889 414 000	1 886 060 160
Total Général Section 40	1 889 414 000	1 886 060 160
41 Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	563 731 940	555 982 020
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	385 220 000	265 875 000
Titre 4 - 41 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	948 951 940	821 857 020
TOTAL BUDGET GENERAL	948 951 940	821 857 020
Total Général Section 41	948 951 940	821 857 020
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	1 984 484 140	1 946 471 740
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	752 253 000
Titre 4 - 42 Transferts courants	6 807 126 000	20 407 126 000
Total Budget de Fonctionnement	9 959 060 140	23 105 850 740
TOTAL BUDGET GENERAL	9 959 060 140	23 105 850 740
Total Général Section 42	9 959 060 140	23 105 850 740
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 072 163 920	18 986 452 980
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	10 136 166 000
Titre 4 - 43 Transferts courants	1 871 840 780	4 628 880 000
Total Budget de Fonctionnement	30 220 145 151	33 751 498 980
TOTAL BUDGET GENERAL	30 220 145 151	33 751 498 980
Total Général Section 43	30 220 145 151	33 751 498 980



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	218 860 340	196 524 060
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	146 556 000	876 784 000
Titre 4 - 44 Transferts courants	7 533 082 000	72 681 000
Total Budget de Fonctionnement	7 898 498 340	1 145 989 060
TOTAL BUDGET GENERAL	7 898 498 340	1 145 989 060
Total Général Section 44	7 898 498 340	1 145 989 060
45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 325 669 280	1 381 843 820
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	419 916 000	247 014 000
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 645 482 000	1 480 482 000
Total Budget de Fonctionnement	3 391 067 280	3 109 339 820
TOTAL BUDGET GENERAL	3 391 067 280	3 109 339 820
Total Général Section 45	3 391 067 280	3 109 339 820
46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 357 587 740	1 224 942 160
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	523 448 000	322 121 000
Titre 4 - 46 Transferts courants	15 000 000	115 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 896 035 740	1 662 063 160
TOTAL BUDGET GENERAL	1 896 035 740	1 662 063 160
Total Général Section 46	1 896 035 740	1 662 063 160
47 Ministère de l'Industrie et des Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	260 724 940	253 485 780
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	235 716 000	168 843 000
Titre 4 - 47 Transferts courants	917 920 000	916 745 000
Total Budget de Fonctionnement	1 414 360 940	1 339 073 780
TOTAL BUDGET GENERAL	1 414 360 940	1 339 073 780
Total Général Section 47	1 414 360 940	1 339 073 780



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
49 Min. Tourisme et Transp. Aériens		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	456 046 160	471 642 240
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	193 101 000	251 099 000
Titre 4 - 49 Transferts courants	1 020 877 000	775 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 670 024 160	1 497 741 240
TOTAL BUDGET GENERAL	1 670 024 160	1 497 741 240
Total Général Section 49	1 670 024 160	1 497 741 240
50 Ministère de l'Education Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	201 431 863 040	212 271 959 060
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	115 869 697 000
Titre 4 - 50 Transferts courants	2 017 405 000	4 509 905 000
Total Budget de Fonctionnement	325 432 104 040	332 651 561 060
TOTAL BUDGET GENERAL	325 432 104 040	332 651 561 060
Total Général Section 50	325 432 104 040	332 651 561 060
52 Ministère des Sports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 047 142 120	1 045 813 540
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	1 587 777 000
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	500 275 000
Total Budget de Fonctionnement	3 466 657 120	3 133 865 540
TOTAL BUDGET GENERAL	3 466 657 120	3 133 865 540
Total Général Section 52	3 466 657 120	3 133 865 540
53 Ministère de la Culture et de la Communication		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	810 297 160	982 448 520
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	457 167 000	311 868 000
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 522 406 000	6 143 776 000
Total Budget de Fonctionnement	4 789 870 160	7 438 092 520
TOTAL BUDGET GENERAL	4 789 870 160	7 438 092 520
Total Général Section 53	4 789 870 160	7 438 092 520



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 879 390 760	35 983 860 980
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	6 594 197 000
Titre 4 - 54 Transferts courants	28 756 245 000	32 756 245 000
Total Budget de Fonctionnement	74 960 805 760	75 334 302 980
TOTAL BUDGET GENERAL	74 960 805 760	75 334 302 980
Total Général Section 54	74 960 805 760	75 334 302 980
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 198 090 000	1 285 210 660
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	710 767 000	411 209 000
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 334 900 000	1 499 900 000
Total Budget de Fonctionnement	3 243 757 000	3 196 319 660
TOTAL BUDGET GENERAL	3 243 757 000	3 196 319 660
Total Général Section 55	3 243 757 000	3 196 319 660
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	4 362 570 800	4 931 463 440
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	3 295 231 000
Titre 4 - 56 Transferts courants	851 290 000	851 290 000
Total Budget de Fonctionnement	8 494 579 800	9 077 984 440
TOTAL BUDGET GENERAL	8 494 579 800	9 077 984 440
Total Général Section 56	8 494 579 800	9 077 984 440
58 Min. Femme, Famille et Enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 132 229 240	1 191 672 300
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	522 575 000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 096 494 000	1 096 494 000
Total Budget de Fonctionnement	3 239 041 240	2 810 741 300
TOTAL BUDGET GENERAL	3 239 041 240	2 810 741 300
Total Général Section 58	3 239 041 240	2 810 741 300



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	6 897 962 060	7 048 179 440
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	6 680 165 000
Titre 4 - 59 Transferts courants	1 364 685 000	1 364 685 000
Total Budget de Fonctionnement	15 683 505 060	15 093 029 440
TOTAL BUDGET GENERAL	15 683 505 060	15 093 029 440
Total Général Section 59	15 683 505 060	15 093 029 440
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	59 831 991 600	45 265 701 116
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	111 754 995 000
Titre 4 - 60 Transferts courants	96 617 603 220	74 735 212 000
Total Budget de Fonctionnement	283 162 744 794	231 755 908 116
TOTAL BUDGET GENERAL	283 162 744 794	231 755 908 116
Total Général Section 60	283 162 744 794	231 755 908 116
61 Ministère du Plan		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	567 372 000	0
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	307 585 495	0
Titre 4 - 61 Transferts courants	2 757 040 000	0
Total Budget de Fonctionnement	3 631 997 495	0
TOTAL BUDGET GENERAL	3 631 997 495	0
Total Général Section 61	3 631 997 495	0
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 702 474 000	1 802 197 060
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	626 211 000	849 215 000
Titre 4 - 62 Transferts courants	229 596 000	229 596 000
Total Budget de Fonctionnement	2 558 281 000	2 881 008 060
TOTAL BUDGET GENERAL	2 558 281 000	2 881 008 060
Total Général Section 62	2 558 281 000	2 881 008 060



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015
		Réévaluation Services Votés
63 Ministère des Postes et des Télécommunications		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	282 863 860	336 658 040
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	488 284 000	164 096 000
Titre 4 - 63 Transferts courants	1 021 370 000	0
Total Budget de Fonctionnement	1 792 517 860	500 754 040
TOTAL BUDGET GENERAL	1 792 517 860	500 754 040
Total Général Section 63	1 792 517 860	500 754 040
65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 546 908 840	1 332 674 060
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	400 410 000	220 687 000
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 613 571 000	18 613 571 000
Total Budget de Fonctionnement	20 560 889 840	20 166 932 060
TOTAL BUDGET GENERAL	20 560 889 840	20 166 932 060
Total Général Section 65	20 560 889 840	20 166 932 060
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	762 363 620	801 637 300
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	267 308 000	158 456 000
Titre 4 - 68 Transferts courants	381 822 000	653 822 000
Total Budget de Fonctionnement	1 411 493 620	1 613 915 300
TOTAL BUDGET GENERAL	1 411 493 620	1 613 915 300
Total Général Section 68	1 411 493 620	1 613 915 300
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	547 937 000	490 052 440
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	2 554 972 000
Titre 4 - 75 Transferts courants	93 258 458 000	93 105 458 000
Total Budget de Fonctionnement	96 797 681 000	96 150 482 440
TOTAL BUDGET GENERAL	96 797 681 000	96 150 482 440
Total Général Section 75	96 797 681 000	96 150 482 440



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	Loi de Finances pour l'année 2015	
			Réévaluation Services Votés
80 Min. Promotion Bne Gov. et Relations avec Inst.			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	172 316 540		0
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	300 050 000		0
Total Budget de Fonctionnement	472 366 540		0
TOTAL BUDGET GENERAL	472 366 540		0
Total Général Section 80	472 366 540		0
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	149 555 960		0
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	120 000 000		0
Titre 4 - 81 Transferts courants	14 000 000		0
Total Budget de Fonctionnement	283 555 960		0
TOTAL BUDGET GENERAL	283 555 960		0
Total Général Section 81	283 555 960		0
82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 82 Dépenses de personnel	133 914 000	123 073 680	
Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement	139 527 080	102 970 000	
Titre 4 - 82 Transferts courants	1 867 301 000	3 337 078 000	
Total Budget de Fonctionnement	2 140 742 080	3 563 121 680	
TOTAL BUDGET GENERAL	2 140 742 080	3 563 121 680	
Total Général Section 82	2 140 742 080	3 563 121 680	
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1 704 410 000 000	1 743 338 470 000	



ANNEXE 4
Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre
En FCFA

code	POUV. PUBL. ET MINISTRES	Titre 2 PERSONNEL	Titre 3 FONCTIONNEMENT	Titre 4 TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
21	Présidence de la République	28 557 000	982 000 000	1 923 000 000	2 933 557 000
22	Assemblée Nationale	94 560 000			94 560 000
23	Commission Electorale Nationale Autonome				-
24	Conseil Economique Social et Environnemental			320 334 000	320 334 000
25	Conseil Constitutionnel		3 000 000	500 000	3 500 000
27	COUR SUPREME				-
28	Cour des Comptes		22 000 000		22 000 000
29	SENAT				-
30	PRIMATURE			380 000 000	380 000 000
	S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS	123 117 000	1 007 000 000	2 623 834 000	3 753 951 000
31	Affaires étrangères et Sénégalais de l'Extérieur		1 745 000 000		1 745 000 000
32	Forces armées		1 059 000 000		1 059 000 000
33	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	4 178 603 000	1 900 000 000		6 078 603 000
34	Ministère de Justice	192 000 000	655 350 000	100 000 000	947 350 000
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public		35 000 000	65 000 000	100 000 000
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions		59 750 000	15 000 000	74 750 000
38	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance		10 000 000		10 000 000
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		2 000 000		2 000 000
41	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement		24 356 000	250 000 000	274 356 000
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural		337 500 000	200 000 000	537 500 000
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		392 737 000	600 000 000	992 737 000
44	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables			7 500 000 000	7 500 000 000
45	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME		28 450 000		28 450 000
46	Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie		51 200 000	14 000 000	65 200 000
47	Ministère de l'Industrie et des Mines		34 000 000	310 000 000	344 000 000
49	Ministère du Tourisme et des Transports Aériens		15 000 000	211 000 000	226 000 000
50	Ministère de l'Education nationale		15 000 000	500 000 000	515 000 000
52	ministère des Sports				-
53	Ministère de la culture et de la communication		35 000 000		35 000 000
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		921 400 000	1 367 000 000	2 288 400 000
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne		150 000 000		150 000 000
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable		20 000 000	250 000 000	270 000 000
58	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance		41 000 000		41 000 000
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		701 000 000	500 000 000	1 201 000 000
60	Charges non Réparties		21 888 162 000	16 850 000 000	38 738 162 000
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		60 000 000	50 000 000	110 000 000
63	Ministère des Postes et des Télécommunications		27 000 000		27 000 000
65	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire		38 715 000	2 000 000 000	2 038 715 000
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	79 831 000	80 525 000	50 000 000	210 356 000
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		45 000 000	150 000 000	195 000 000
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	12 000 000	37 000 000	1 650 000 000	1 699 000 000
	S/TOTAL MINISTERES	4 462 434 000	30 409 145 000	32 632 000 000	67 503 579 000
	TOTAL	4 585 551 000	31 416 145 000	35 255 834 000	71 257 530 000



ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
21 Présidence de la République					
5 Investissements exécutés par l'état	472 900	0	262 000		734 900
6 Transfert en capital	27 047 000	0	0		27 047 000
Total Section:	27 519 900	0	262 000		27 781 900
22 Assemblée Nationale					
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0		0
6 Transfert en capital	500 000	0	0		500 000
Total Section:	500 000	0	0		500 000
24 Conseil Economique, Social et Environnemental					
6 Transfert en capital	500 000	0	0		500 000
Total Section:	500 000	0	0		500 000
25 Conseil Constitutionnel					
6 Transfert en capital	44 000	0	0		44 000
Total Section:	44 000	0	0		44 000
27 Cour Suprême					
6 Transfert en capital	75 000	0	0		75 000
Total Section:	75 000	0	0		75 000
28 Cour des Comptes					
5 Investissements exécutés par l'état	100 000	0	0		100 000
6 Transfert en capital	793 000	0	0		793 000
Total Section:	893 000	0	0		893 000
30 Primature					
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	4 841 000		4 841 000
6 Transfert en capital	6 900 000	0	0		6 900 000
Total Section:	6 900 000	0	4 841 000		11 741 000
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur					
5 Investissements exécutés par l'état	2 450 000	0	0		2 450 000
6 Transfert en capital	2 000 000	0	0		2 000 000
Total Section:	4 450 000	0	0		4 450 000
32 Ministère des Forces Armées					
5 Investissements exécutés par l'état	30 500 000	0	0		30 500 000
6 Transfert en capital	500 000	0	0		500 000
Total Section:	31 000 000	0	0		31 000 000
33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique					
5 Investissements exécutés par l'état	13 980 000	4 476 000	580 000		19 036 000
6 Transfert en capital	1 020 000	0	0		1 020 000
Total Section:	15 000 000	4 476 000	580 000		20 056 000
34 Ministère de la Justice					
5 Investissements exécutés par l'état	1 954 000	569 000	70 000		2 593 000
6 Transfert en capital	46 000	0	0		46 000
Total Section:	2 000 000	569 000	70 000		2 639 000



ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public					
5 Investissements exécutés par l'état	310 000	0	0	0	310 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0	0
Total Section:	310 000	0	0	0	310 000
37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les					
5 Investissements exécutés par l'état	445 000	0	0	0	445 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0	0
Total Section:	445 000	0	0	0	445 000
38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance					
5 Investissements exécutés par l'état	514 000	0	0	0	514 000
Total Section:	514 000	0	0	0	514 000
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime					
5 Investissements exécutés par l'état	1 304 000	3 820 000	2 900 000	0	8 024 000
6 Transfert en capital	3 721 000	0	0	0	3 721 000
Total Section:	5 025 000	3 820 000	2 900 000	0	11 745 000
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement					
5 Investissements exécutés par l'état	1 166 000	40 000 000	40 000 000	0	81 166 000
6 Transfert en capital	85 855 000	0	0	0	85 855 000
Total Section:	87 021 000	40 000 000	40 000 000	0	167 021 000
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural					
5 Investissements exécutés par l'état	2 785 000	40 673 000	52 500 000	0	95 958 000
6 Transfert en capital	46 035 000	0	0	0	46 035 000
Total Section:	48 820 000	40 673 000	52 500 000	0	141 993 000
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan					
5 Investissements exécutés par l'état	17 045 600	0	348 000	0	17 393 600
6 Transfert en capital	19 945 000	0	0	0	19 945 000
Total Section:	36 990 600	0	348 000	0	37 338 600
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables					
5 Investissements exécutés par l'état	7 130 205	45 000 000	21 500 000	0	73 630 205
6 Transfert en capital	17 369 795	0	0	0	17 369 795
Total Section:	24 500 000	45 000 000	21 500 000	0	91 000 000
45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME					
5 Investissements exécutés par l'état	376 000	0	3 500 000	0	3 876 000
6 Transfert en capital	4 756 000	0	0	0	4 756 000
Total Section:	5 132 000	0	3 500 000	0	8 632 000
46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie					
5 Investissements exécutés par l'état	10 393 500	0	2 000 000	0	12 393 500
6 Transfert en capital	17 483 000	0	0	0	17 483 000
Total Section:	27 876 500	0	2 000 000	0	29 876 500



ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
47 Ministère de l'Industrie et des Mines					
5 Investissements executés par l'état	1 358 000	0	400 000		1 758 000
6 Transfert en capital	18 460 000	0	0		18 460 000
Total Section:	19 818 000	0	400 000		20 218 000
49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens					
5 Investissements executés par l'état	80 000	1 500 000	810 000		2 390 000
6 Transfert en capital	17 750 000	0	0		17 750 000
Total Section:	17 830 000	1 500 000	810 000		20 140 000
50 Ministère de l'Education Nationale					
5 Investissements executés par l'état	16 935 000	5 000 000	12 610 000		34 545 000
6 Transfert en capital	3 031 000	0	0		3 031 000
Total Section:	19 966 000	5 000 000	12 610 000		37 576 000
52 Ministère des Sports					
5 Investissements executés par l'état	2 250 000	0	0		2 250 000
6 Transfert en capital	500 000	0	0		500 000
Total Section:	2 750 000	0	0		2 750 000
53 Ministère de la Culture et de la Communication					
5 Investissements executés par l'état	580 000	0	1 045 000		1 625 000
6 Transfert en capital	3 408 000	0	0		3 408 000
Total Section:	3 988 000	0	1 045 000		5 033 000
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale					
5 Investissements executés par l'état	17 581 000	5 129 000	24 040 000		46 750 000
6 Transfert en capital	10 194 000	0	0		10 194 000
Total Section:	27 775 000	5 129 000	24 040 000		56 944 000
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne					
5 Investissements executés par l'état	570 000	3 000 000	300 000		3 870 000
6 Transfert en capital	3 430 000	0	0		3 430 000
Total Section:	4 000 000	3 000 000	300 000		7 300 000
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable					
5 Investissements executés par l'état	5 183 000	976 000	4 632 000		10 791 000
6 Transfert en capital	2 017 000	0	0		2 017 000
Total Section:	7 200 000	976 000	4 632 000		12 808 000
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance					
5 Investissements executés par l'état	2 011 200	2 324 000	5 800 000		10 135 200
6 Transfert en capital	3 058 800	0	0		3 058 800
Total Section:	5 070 000	2 324 000	5 800 000		13 194 000
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat					
5 Investissements executés par l'état	4 199 000	1 000 000	3 500 000		8 699 000
6 Transfert en capital	5 380 000	0	0		5 380 000
Total Section:	9 579 000	1 000 000	3 500 000		14 079 000
60 Charges non Réparties					
5 Investissements executés par l'état	28 000 000	0	0		28 000 000
Total Section:	28 000 000	0	0		28 000 000



ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales				
5 Investissements exécutés par l'état	2 086 000	5 651 000	1 500 000	9 237 000
6 Transfert en capital	3 414 000	0	0	3 414 000
Total Section:	5 500 000	5 651 000	1 500 000	12 651 000
63 Ministère des Postes et des Télécommunications				
5 Investissements exécutés par l'état	511 000	0	0	511 000
Total Section:	511 000	0	0	511 000
65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire				
5 Investissements exécutés par l'état	446 000	7 000 000	6 000 000	13 446 000
6 Transfert en capital	21 054 000	0	0	21 054 000
Total Section:	21 500 000	7 000 000	6 000 000	34 500 000
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement				
5 Investissements exécutés par l'état	8 300 000	18 000 000	2 700 000	29 000 000
6 Transfert en capital	19 313 000	0	0	19 313 000
Total Section:	27 613 000	18 000 000	2 700 000	48 313 000
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche				
5 Investissements exécutés par l'état	12 415 000	13 282 000	0	25 697 000
6 Transfert en capital	8 155 000	0	0	8 155 000
Total Section:	20 570 000	13 282 000	0	33 852 000
82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat				
5 Investissements exécutés par l'état	0	13 600 000	2 162 000	15 762 000
6 Transfert en capital	10 000 000	0	0	10 000 000
Total Section:	10 000 000	13 600 000	2 162 000	25 762 000
Total Général:	557 186 000	211 000 000	194 000 000	962 186 000

ANNEXE 5 bis**Financement des dépenses d'investissement**

En millions de FCFA

Sources de financement							
INTERIEUR		EXTERIEUR					
ETAT		EMPRUNT		SUBVENTION		TOTAL	
AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP + FA	CP + PT
5 413 345	557 186	3 036 756	211 000	1 461 228	194 000	9 911 329	962 186

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

ANNEXE 6
Tableau des taxes parafiscales

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 14 du projet de loi de finances)

En FCFA

NATURE DE LA TAXE	ORGANISMES BENEFICIAIRES	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	EVALUATION POUR L'ANNEE 2014
Prélèvement COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) (50%)	0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation	- loi n° 75-51 du 3 avril 1975 - Décret n° 2011-167 du 3 février 2011	3.600.000.000
	et Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) (50%)				3.600.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret n° 94-006 du 9 juin 1994	
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)	- 7.090 F CFA / hectolitre pour le super carburant - 6.390 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire - 3.190 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	26.000.000.000
Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE)	FSE	- 20.000 FCFA par mètre cube pour le gasoil - 15.000 FCFA par tonne pour le diesel oil - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 180 - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 380 - 15.000 FCFA par mètre cube de supercarburant - 15.000 FCFA par mètre cube d'essence ordinaire	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie	Décret n° 2011-170 du 3 février 2011 modifié par le décret n° 2011- 1012 du 15 juillet 2011	20.400.000.000
Contribution au Développement du service universel des Télécommunications et de l'Energie (CODETE)	CODETE	3% du chiffre d'affaires hors taxes des exploitants de réseaux publics de télécommunications, net des frais d'interconnexion	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie et au développement du service universel des télécommunications	Décret n° 2011-311 du 7 mars 2011	18.000.000.000

ANNEXE 7**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits
évaluatifs**

(Art 15 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
BUDGET GENERAL	
Section 10 Dette Publique	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
Toutes sections	TOUS LES SERVICES
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Solde et accessoires
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
Section 60	CHARGES COMMUNES (Min. Economie, Finances et Plan)
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et de contentieux
Titre 3 91922529011 6295	Impôts et taxes payés par l'Etat

ANNEXE 8**ENCOURS HORS FMI ET DEPOT KOWEITIEEN DE LA DETTE PUBLIQUE
EXTERIEURE FIN AOUT 2014**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards FCFA

	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS
	AU 31.08.2011	AU 31.08.2012	AU 31.08.2013	AU 31.08.2014
Crédits multilatéraux	1 054,93	1193,37	1269,4	1371,19
BIRD/IDA	575,28	633,88	697,3	739,87
BEI/FED/FND	19,09	18,17	16,8	19,09
BAD/FAD	173,66	215,51	221,7	264,52
OPEP/BADEA/BID/FASA	172,99	193,81	182,3	188,27
AUTRES	113,91	132	151,3	159,44
Crédits Bilatéraux	421,99	485,7	578,9	610,18
Pays de l'OCDE	157,25	179,05	224	237,28
Pays arabes	128,17	150,65	148,1	164,52
Autres	136,57	156	206,8	208,38
Dettes Commerciales	0		0	98,39
DONT GARANTIE	0			
Crédits à l'exportation		1,01	1,01	26,76
EUROBOND	228,14	260	247,7	248,79
Total	1 705,06	1940,08	2097,01	2355,31
variation absolue sur année précédente	-195,02	235,02	156,92	258,3
variation relative sur année précédente	-10,26%	13,78%	8,09%	12,32%

Source : DDP/DGCPT/MEF

ANNEXE 8 bis**ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU 31 AOÛT 2014**

FMI	165,12
Dépôt Koweïtien	24,29
Bons sur formules	1,54
Emprunts directs	151,74
Bons par adjudication	141,24
Obligations par adjudication	397,86
Obligations par appel public à l'épargne	293,44
TOTAL	1175,22

Source : DDP/DGCPT/MEFP

**ANNEXE 8 ter****SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards FCFA

Service prévisionnel LFI 2015	2015		
	Principal	I & C	Total
Dettes extérieures			
Crédits Multilatéraux	68,08	24,49	92,57
dont BIRD/IDA/FIDA	38,02	13,98	52,00
BAD/FAD	5,27	3,50	8,77
OPEP/BADEA/BID	14,42	3,26	17,68
Autres	10,38	3,74	14,11
Crédits Bilatéraux	42,75	18,85	61,61
Pays de l'OCDE	17,40	9,96	27,37
Pays arabes	9,90	2,50	12,40
Autres	15,45	6,39	21,84
			0,00
Opérations financières	0,00	0,00	0,00
Eurobond	0,00	38,16	38,16
Intérêts/tirages futurs	0,00	1,75	1,75
Autres emprunts		1,33	1,33
SOUS TOTAL	110,83	84,58	195,41
dont Economies PPTTE (pour mémoire)	12,45	3,88	16,33
dont Economies IADM (pour mémoire)	35,21	6,58	41,79
Dettes intérieures			
Rachats DTS/ FMI	30,74	2,28	33,01
Dépôt koweïtien	5,39	0,10	5,49
Obligations du Trésor par adjudication	135,40	22,31	157,71
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	61,82	22,40	84,22
Bons du Trésor par adjudication	73,31	0,00	73,31
Bons sur formules	0,76	0,00	0,76
Autres emprunts bancaires	21,22	10,39	31,61
Service prévisionnel pour les émissions de 2015	0,00	15,79	15,79
CDC Fonds des particuliers	0,00	0,70	0,70
SOUS TOTAL	328,6	73,97	402,6
TOTAL général	439,46	158,55	598,01

Source : DDP/DGCPT/MEFP



ANNEXE 9
Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources
PPTE/IADM

En FCFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGE MAITRES CONTRACTUELS	10 845 750 000
Total PPTE	10 845 750 000
PRISE EN CHARGE DES PROFESSEURS CONTRACTUELS	1 154 250 000
Total IADM	1 154 250 000
TOTAL EDUCATION	12 000 000 000
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12 000 000 000

**ANNEXE 9 bis****LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM**

En FCFA

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		
46018	PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD)	100 000 000
46026	APPUI A LA DELEGATION GENERALE A LA PROTECTION SOCIALE	80 000 000
46038	PROJET D'APPUI AU FONDS SOCIAL DE DEVELOPPEMENT (PAFSD)	70 000 000
TOTAL SECTION		250 000 000
30 PRIMATURE		
44081	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION	2 400 000 000
44001	PLAN STRATEGIQUE DE LUTTE CONTRE LE SIDA	1 000 000 000
TOTAL SECTION		3 400 000 000
40 MINISTERE DE LA PECHE ET DES AFFAIRES MARITIMES		
14133	REALISATION D'INFRASTRUCTURES ET D'EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME (AIRES DE TRANSFORMATION)	250 000 000
TOTAL SECTION		250 000 000
42 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL		
11112	FONDS DE SECURISATION DU CREDIT RURAL	1 500 000 000
11101	PROGRAMME AGRICOLE VOLET PROTECTION CULTURE	750 000 000
11098	PROGRAMME APPUI.ACTEURS COTON	500 000 000
TOTAL SECTION		2 750 000 000
44 MINISTERE DE L'ENERGIE		
24034	FONDS DE CONTREPARTIE POUR LES CONCESSIONS D'ELECTRIFICATION RURALE	1 500 000 000
TOTAL SECTION		1 500 000 000
46 MINISTERE DU RENOUVEAU URBAIN, DE L'HABITAT ET DU CADRE DE VIE		
43134	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX (CONVENTION ETAT DU SENEGAL BHS)	7 000 000 000
TOTAL SECTION		7 000 000 000
50 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
45012	PROJET CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE	2 419 000 000
45029	PROJET DE CONSTRUCTION DE DAARAS MODERNES	1 100 000 000
45014	PROJET MANUELS SCOLAIRES	2 435 000 000
45027	PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITE	2 040 000 000
TOTAL SECTION		7 994 000 000
54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE		
44126	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	700 000 000
44050	PROGRAMME SANTE MATERNELLE, INFANTILE/SR	506 000 000
44085	PROJET HOPITAUX ZIGUINCHOR ET FATICK	1 280 000 000
44009	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT MATERNITE LE DANTEC	793 000 000
TOTAL SECTION		3 279 000 000
59 MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'APPRENTISSAGE ET DE L'ARTISANAT		
45227	PROJET DE CONSTRUCTION LYCEE PROFESSIONNEL DE SANDIARA	3 000 000 000
45228	PROJET DE CONSTRUCTION LYCEE PROFESSIONNEL DE FATICK	1 000 000 000
TOTAL SECTION		4 000 000 000
68 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		
15086	RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	500 000 000
15030	PEPAM- DEUXIEME SOUS PROGRAMME BAD	300 000 000
15521	PEPAM-REALISATION 4000 BRANCHEMENTS SOCIAUX	75 000 000
41060	PROJET ASSAINISSEMENT FATICK	1 100 000 000
41029	TRAVAUX DE RENOVATION ET DE REHABILITATION DU COLLECTEUR HANN FANN	1 000 000 000
41048	MECANISME COMMUNAUTAIRE DECENTRALISE DE L'ASSAINISSEMENT RURAL	850 000 000
41055	PROGRAMME DECENNAL DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS/VOLET GESTION DES EAUX PLUVIALES	9 000 000 000
41616	PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES	700 000 000
15046	PROGRAMME DE REALISATION DE 300 FORAGES	3 000 000 000
TOTAL SECTION		16 525 000 000
TOTAL GENERAL		46 948 000 000

ANNEXE 10**SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES**

STRUCTURES	CREDITS TRANSFERES 2015
A N R A C	270 000 000
Académie Scientifique et Technique	200 000 000
Agence Aménagement du Territoire	94 000 000
Agence construction des Bâtiments et Edifices publics	15 000 000
Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité	4 000 000 000
Agence de Développement et Encadrement PME	391 167 000
Agence de la Maison de l'Outil	150 000 000
Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE)	1 469 777 000
Agence Gestion Patrimoine Bâti de l'Etat	8 869 600 000
Agence Nat. de la Grande Muraille Verte	270 224 000
Agence Nat. des Eco-Villages	208 033 000
Agence Nat. Recherche Scientifique	300 000 000
AGENCE NAT. STATISTIQUE ET DEMOGRAPH	3 357 040 000
Agence Nat. Case Tout-petits	450 464 000
Agence nationale de l'Aquaculture	568 033 000
Agence national d'insertion et de développement agricole (ex Plan REVA)	700 000 000
Agence Nationale des Affaires Maritimes	157 807 000
AGENCE NATIONALE DES CHEMINS DE FER	250 000 000
Agence nationale pour la Promotion de l'emploi des Jeunes	539 080 000
Agence Nationale pour les Energies Renouvelables	14 000 000
Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energie	14 000 000
Agence pour le Développement Local	94 000 000
Agence pour le logement des Forces Armées	30 000 000
Agence Promotion Hydrogr. Nationale	154 900 000
Agence Régulation des Marchés	227 198 000
AGENCE REINSERT. SOC. MILITAIRES	143 016 000
Agence Seneg. Promotion Exportations ASEPEX	188 000 000
Agence Sénégalaise de Promotion Touristique	211 000 000
ANACIM	266 000 000
ANCAR	1 540 000 000
APDA	197 400 000
APIX	3 447 301 000
Appui et redevances RTS	1 600 000 000
APROSI	122 670 000
ASPIT	192 465 000

ANNEXE 10 (suite)

STRUCTURES	CREDITS TRANSFERES 2015
Association Sénégalaise de Normalisation	66 270 000
Autorité de Radioprotection et Sureté Nucléaire	150 000 000
Autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ)	264 334 000
Commission de Protection des Données Personnelles	200 000 000
Commission Nationale aux Droits de l'Homme	50 000 000
Commission Nationale de la Concurrence	33 507 000
Commission sur la Réforme Foncière	400 000 000
CONACILSS	20 000 000
CONSEIL DES INFRASTRUCTURES	100 000 000
Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel	400 000 000
COSRIS Commission de supervision et de Régulation des Institutions de Sécurité Sociale	131 600 000
COUD	13 073 000 000
Cour de Répression de l'Enrichissement illicite	485 000 000
CROUS ST LOUIS	3 430 915 000
Daniel Sorano	376 000 000
Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac rose	100 000 000
Direction des Etablissements de santé	12 402 984 000
Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité	700 000 000
Ecole nationale d'administration	911 939 000
Grand Théâtre	900 000 000
Haras national	250 454 000
INSTITUT BRITANIQUE	51 329 000
INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR	160 000 000
ISRA	4 475 000 000
M C A	262 000 000
Maison de la Culture DOUTA SECK	45 000 000
Manufactures Sénég.des Arts Décoratifs	268 615 000
MIFERSO	20 630 000
Monument de la Renaissance Africaine	277 425 000
Observatoire Qualité des Services financiers	830 119 000
Office des pupilles de la Nation	115 600 000
Office national anti corruption OFNAC	500 000 000
Office national de prévention contre les inondations	14 000 000
Office national pour le lac de Guiers	226 922 000
Office Nationale Anciens Combattants	106 718 000
Orcheste National	42 223 000
Rencontr.Cinémat.de Dakar(RECIDAC)	71 675 000
UCAD	20 193 575 000
UNIVERSITE de ZIGUINCHOR	1 875 000 000
UNIVERSITE DE THIES	2 878 929 000
UNIVERSITE DE BAMBEY	1 700 000 000
UNIVERSITE ST LOUIS	4 664 391 000
Université virtuelle sénégalaise (UVS)	600 000 000
TOTAL	104 527 329 000

**ANNEXE 10 bis****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES****FCFA**

INTITULES AGENCES	Crédits 2015
AGENCE NATIONALE CHARGEE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	10 000 000 000
Projet autoroute à péage Dakar-Diamniadio	5 000 000 000
Prolongement autoroute à péage Diamniadio-AIBD	5 000 000 000
AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	39 805 000 000
Projet de réalisation de l'autoroute Thies-Touba	8 000 000 000
Construction Boulal-Ourossogui sur 96 km (Route Linguère-Matam)	1 000 000 000
VDN 2ème et 3ème Section CICES GOLF -Tivaoune Peulh	3 500 000 000
Projet construction pont de Kédougou	800 000 000
Construction de la route mandat douane Vélingara	1 000 000 000
Aménagement et bitumage de la route JOAL-SAMBA Dia -DJIFFER (42 km)	1 000 000 000
Construction de route MANDAT DOUANE-VELINGARA	1 000 000 000
Réhabilitation de la RN 44 (Section DINGUIRAYE-NIORO)	1 000 000 000
Travaux de réhabilitation du tronçon Touba Dahra Linguère	1 000 000 000
Programme de renouvellement de Gros porteurs	50 000 000
Travaux de construction du Pont de Ngouye-Impayés CDE	192 000 000
Construction et Réhabilitation de la route Patte d'oie-Aéroport : Impayés GPT-CSE/BICC/EIFFAGE	32 000 000
Travaux d'aménagement et d'aménagement de la route aéroport-mamelles aéroport : impayés GPT/EIFFAGE	102 000 000
Travaux de Réhabilitation de la route MBIRKILANE-TAMBA	613 000 000
Travaux d'entretien RN4: Ziguinchor-Senoba et R22 : Sédhiou-Médina	400 000 000
Programme d'élargissement et de réhabilitation de la route des Niayes	4 500 000 000
Projet de réhabilitation de la voie de contournement de Tivaouane et réalisation de 25 km de pistes dans la région de Thies	400 000 000
Aménagement de voiries pour le Centre International de conférence de Diamniado	500 000 000
Programme de construction de pistes rurales	6 000 000 000
Plan intégré d'infrastructures multimodales	100 000 000
Etudes, Elaboration DAO et Recherches de Financement pour les routes rurales	400 000 000
Route Oussouye Mlpomp-Elinkine	449 000 000
Route Diamniado-Mbour impayés CSE	97 000 000
Prolongement autoroute à péage AIBD-Mbour/Thies	3 500 000 000
Travaux de construction des ponts de Gangel Souley et Windou Bosseabe	1 000 000 000
Arrières prestataires	120 000 000
Programme de Réhabilitation de la route Tambacounda-Mako-Kédougou	500 000 000
Pont transgambien	150 000 000
Programme Spécial Tivaoune	1 400 000 000
Réhabilitation du pont Sénégal 1992	1 000 000 000

ANNEXE 10 bis (suite)
SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES
FCFA

INTITULES AGENCES	Crédits 2015
AGENCE POUR LA REINSERTION SOCIALE DES MILITAIRES	300 000 000
AGENCE POUR LE LOGEMENT DES FORCES ARMEES	100 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	1 500 000 000
Programme statistique ANSD	1 200 000 000
Construction siège ANSD	300 000 000
AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC)	300 000 000
Programme Appui à la Relance Economique et Sociale en Casamance	300 000 000
AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	10 466 000 000
Programme d'Appui au Fonctionnement de l'ASER	1 900 000 000
Fonds de contrepartie aux concessions d'électrification rurale	1 500 000 000
Programme Urgence Electrification rurale	7 066 000 000
AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASPIT)	100 000 000
Programme d'Acquisition et de Diffusion Technologique	100 000 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D'ENCADREMENT DES PME (ADPME)	265 000 000
Cellule entreprise en difficulté	85 000 000
Appui ADPME	180 000 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)	2 000 000 000
Contrepartie Projet de Renforcement et d'Equipeement des Collectivités locales (PRECOL)	300 000 000
Achèvement chantiers PRECOL	800 000 000
Projet de Gestion des Eaux Pluviales (PROGEP)	900 000 000
AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	100 000 000
Projet d'Edification d'Infrastructures de Stockage	100 000 000
AGENCE POUR L'ECONOMIE ET LA MAITRISE DE L'ENERGIE	350 000 000
Projet d'appui au fonctionnement de l'agence pour la maitrise et l'économie de l'énergie	100 000 000
Programme de promotion à l'économie de l'énergie	250 000 000
AGENCE NATIONALE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES	500 000 000
Programme Orio : Renforcement des structures de santé par voie solaire dans le bassin arachidier	500 000 000
AGENCE DE PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL	250 000 000
Maîtrise des eaux de surface sur PVB	250 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	1 155 400 000
Construction et Equipement Cases des Tout Petits	850 000 000
Achat Manuels Cases des Tout Petits	305 400 000

**ANNEXE 10 bis (suite)****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES****FCFA**

INTITULES AGENCES	Crédits 2015
AGENCE NATIONALE DES ECO-VILLAGES	406 000 000
Programme Eco-villages	406 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	180 000 000
Centre africain de Recherche et d'Application (CARA)	65 000 000
Projet Parc Technologie	90 000 000
Projet laboratoire Biopole	25 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	519 000 000
Programme grande muraille verte	519 000 000
AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)	400 000 000
Programme d'Appui à l'aménagement du Territoire	300 000 000
Programme decennal de lutte contre les inondations: Phase d'urgence/ volet aménagement du territoire	100 000 000
AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES	680 000 000
Projet Appui ANEJ	680 000 000
AGENCE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS (ACBEP)	500 000 000
Projet d'Appui à l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics	500 000 000
AGENCE DE LA GESTION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT	100 000 000
AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES (ANAM)	937 000 000
Projet de Développement du Port de Ziguinchor	937 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL	310 000 000
Projet de la Maison de l'Outil	310 000 000
TOTAL	71 223 400 000

**ANNEXE 11****OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

Structures	Libelles	Prévisions 2013	Exécution 2013	Prévision 2014	Exécution au 31/08/2014
APIX	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	3 059 433 000	2 659 433 000	1 847 301 000	1 385 475 750
	Transfert en Capital (Etat)	16 900 000 000	16 900 000 000	18 100 000 000	13 400 000 000
	Bailleurs de Fonds	22 684 708 986	10 278 670 089	10 730 078 802	6 303 890 420
	Ressources propres	170 000 000	233 775 350	414 769 415	223 555 015
	Total Recettes	42 814 141 986	30 071 878 439	31 092 149 217	21 312 921 185
	Fonctionnement	2 736 929 400	3 161 112 754	3 534 508 510	2 321 176 017
	Investissement	65 389 361 536	34 434 815 864	92 010 810 768	52 214 007 341
	Total Dépenses	68 126 290 936	37 595 928 618	95 545 319 278	54 535 183 358
AGEROUTE	Report à nouveau	30 249 582 099	30 249 582 099	70 922 300 101	51 800 000 000
	Transfert courant (Etat)	3 500 000 000	3 319 338 500	3 500 000 000	2 250 661 500
	Transfert en Capital (Etat)	118 729 118 119	80 962 105 950	100 090 600 000	55 082 727 483
	Bailleurs de Fonds	103 882 207 184	45 450 850 558	173 959 021 498	33 817 836 752
	Ressources propres	232 000 000	148 370 503	232 000 000	70 928 303
	Total Recettes	256 592 907 402	160 130 247 610	348 703 921 599	143 022 154 038
	Fonctionnement	3 732 000 000	3 393 668 045	3 732 000 000	2 084 165 107
	Investissement	252 860 907 402	111 883 522 993	344 971 921 599	99 611 176 173
	Total Dépenses	256 592 907 402	115 277 191 038	348 703 921 599	101 695 341 280
ASER	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	3 296 201 709	1 458 000 000	2 282 000 000	1 711 500 000
	Transfert en Capital (Etat)	2 994 176 577	3 400 000 000	4 664 000 000	3 377 500 000
	Bailleurs de Fonds	11 168 251 543	4 361 266 268	7 020 347 744	1 764 692 100
	Autres recettes		920 000		
	Total Recettes	17 458 629 829	9 220 186 268	13 966 347 744	6 853 692 100
	Fonctionnement	3 654 295 157	3 203 468 611	2 944 517 060	1 390 494 915
	Investissement	13 804 334 692	4 566 240 716	11 021 830 684	1 944 154 386
	Total Dépenses	17 458 629 849	7 769 709 327	13 966 347 744	3 334 649 301

ANNEXE 11 (suite)
OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS

Structures	Libelles	Prévisions 2013	Exécution 2013	Prévision 2014	Exécution au 31/08/2014
COUD	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	15 278 000 000	15 145 115 891	13 205 584 109	13 073 000 000
	Transfert en Capital (Etat)				
	Contribution Autres Etats et Organisme	20 000 000	2 000 000	20 000 000	
	Contributions personnelles	15 000 000	16 250 000	20 000 000	
	Ressources propres				
	Recettes d'exploitation interne	1 817 400 000	1 261 501 607	1 904 400 000	597 059 546
	Reprise subvention d'investissement	1 719 855 421	1 716 795 418	1 716 795 418	
	Total Recettes	18 850 255 421	18 141 662 916	16 866 779 527	13 670 059 546
	Fonctionnement				
	Charges d'exploitation interne	15 706 328 640	15 427 559 108	14 050 684 109	12 840 129 556
	Dotations aux amortissements	1 719 855 421	1 422 933 937	1 716 795 418	
	Investissement	1 424 071 360	1 291 169 871	1 099 300 000	829 929 990
	Total Dépenses	18 850 255 421	18 141 662 916	16 866 779 527	13 670 059 546
UCAD	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	21 353 337 796	24 755 956 863	20 565 237 508	19 818 573 800
	Transfert en Capital (Etat)				
	Autres recettes	6 926 329 177	3 430 020 618	9 189 912 969	4 659 172 288
	Ressources propres				
	Total Recettes	28 279 666 973	28 185 977 481	29 755 150 477	24 477 746 088
	Fonctionnement	26 929 232 252	26 868 682 657	28 058 366 442	19 385 405 054
	Investissement	1 350 434 721	428 865 038	1 696 784 035	64 000 835
	Total Dépenses	28 279 666 973	27 297 547 695	29 755 150 477	19 449 405 889

ANNEXE 12

RISQUES BUDGETAIRES

(Cautions, garanties, autres risques contingents)

1- Cautions

Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) : *risque de mise en jeu de caution faible.*

2- Capital social appelé non versé :

Néant.

3- Actions en justice :

Montants des risques susceptibles d'être réclamés en 2015 au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : **5 milliards FCFA.**

4- Autres obligations contingentes :

Eu égard aux difficultés de certaines entreprises du secteur parapublic liées au niveau trop élevé de leur endettement et à l'insuffisance de leurs ressources d'exploitation, L'Etat pourrait, bien qu'aucune forme de garantie ne l'y oblige, venir en aide à ces structures en difficulté, dans la limite de ses disponibilités financières.

ANNEXE 13

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RESTRUCTURATION DES AGENCES D'EXECUTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration des agences d'exécution, l'Etat du Sénégal a pris une série de mesures en vue d'asseoir une meilleure organisation des agences et structures assimilées et d'optimiser leur coût de fonctionnement.

Ainsi, des contrats de performance ont été signés avec cinq agences :

- Agence des travaux et de gestion des Routes (AGEROUTE)
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD);
- Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA);
- Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM);
- Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE);

Par ailleurs, il a été procédé à la fusion de 3 agences dont les missions et objectifs étaient similaires. Il s'agit de :

- l'Agence Nationale pour l'Emploi des jeunes (ANEJ) ;
- l'Agence pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (AJEB)
- l'Agence nationale des Marchands ambulants (ANAMA) ;

Ces entités ont été remplacées par l'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ).

En outre, sur un total de 18 fonds, deux ont été supprimés :

- le Fonds national de Promotion des Jeunes (FNPJ) ;
- le Fonds de soutien aux initiatives féminines (FSIF)

Ce travail de restructuration sera poursuivi en 2015 avec la fusion d'autres agences, la rationalisation des fonds et leur organisation en pôle.

ANNEXE 14
SOUTIEN BUDGETAIRE DIRECT ET INDIRECT
AU SECTEUR DE L'ENERGIE POUR 2015

Nature	Montant (en milliards FCFA)	Observations
Compensation tarifaire SENELEC (FSE et budget Etat)	66	Sur les 66 milliards, 19,4 milliards font l'objet de transferts directs au FSE, le reste étant financé par les taxes parafiscales du FSE.
Subvention du blocage du prix du gaz butane	4	
Arriérés de remboursements de pertes commerciales sur le gaz	3,5	
Compense Senelec SAR (Marge de soutien à la SAR)	9	
Remboursement différentiel transport produits pétroliers	0,8	
Investissements	54,046	Dont 50,6 milliards sur financement extérieur. En outre, le FSE prend en charge 12,6 milliards de ce montant au titre des extensions des centrales, notamment de Boutoute.
Total	137,346	

Source : Prévisions budgétaires de la LFI 2015 et du budget du FSE.

Soutien budgétaire indirect cumulé en milliards de FCFA à fin août 2014 :

Nature	Montant
Dettes douanières	85,9
Dettes fiscales	6,7
Dettes rétrocédées	0,03
Total	92,6

Source : DGID, DGD, DGCPT.